

PARIS MATCH

HORS-SÉRIE

Au bord de la Vologne, où a été repêché le corps de Grégory, le 16 octobre 1984 vers 21 h 15.

SERIAL KILLER
LE MONSTRE DE LA GREEN RIVER
IL Y A VINGT ANS... « MIAMI VICE »
LA MORT DE GIANNI VERSACE
NON CLASSÉ
DERNIER RENDEZ-VOUS AVEC BENITEZ
ERREUR JUDICIAIRE
LE CAS OMAR RADDAD

DOSSIER
SÉRIE NOIRE SUR
LA CÔTE D'AZUR

CRIMES

AFFAIRE GRÉGORY LA NOUVELLE VIE DES VILLEMIN

Enquête sur un couple indestructible



FACE CAMÉRA

avec PARIS MATCH sur 3

— JEAN-PAUL BELMONDO — CÉLINE DION — MICHEL DRUCKER — ISABELLE AUBRET —
ALAIN DELON — SOPHIE MARCEAU — PATRICK SEBASTIEN — CARLA BRUNI
— GERARD DEPARDIEU — ANNIE CORDY — FREDERIC FRANÇOIS —
FABRICE LUCHINI — LINE RENAUD — HERVÉ VILARD — MICHEL SARDOU
— LAURENT GERRA — CHARLES AZNAVOUR — JEAN D'ORMESSON — FRANZ-OLIVIER GIESBERT —
MARLÈNE JOBERT — JEAN-JACQUES GOLDMAN — DANY BOON...

TOUS LES UNIVERS, TOUTES LES PASSIONS. ILS FONT L'ACTUALITÉ, « FACE CAMÉRA » LES ACCUEILLE.

« FACE CAMÉRA »
dans « L'ÉMISSION DU DIMANCHE »
produite et réalisée par Humbert Ibach.

De 13 H 30 à 15 H.

Découvrez tous les dimanches sur France 3, « Face Caméra »,
le rendez-vous complice et émouvant des personnalités passionnées et passionnantes,
animé par Philippe Legrand. « Face Caméra » est un face à face inédit.



L'ÉMISSION DU
DIMANCHE
LES GRANDS DU RIRE

IBACH
Télévision

ÉDITORIAL PAR CAROLINE MANGEZ

Le crime serait vieux comme Ötzi, le premier « cold case » récemment recensé : une momie hirsute et édentée, chaussée de mocassins en peau de cerf taille 38, découverte en 1991 par un couple de touristes allemands au sommet d'une crête du Tyrol. Le glacier qui la conservait depuis le néolithique venait de la rejeter. Passée au crible des nouvelles technologies de la police scientifique, on apprendra tout : ce « vieillard » d'environ 46 ans, infecté par une bactérie asiatique, ancêtre des Corses, venait d'avaler de la viande avant de mourir tué d'une flèche dans le dos en tentant de se défendre, il y a cinq mille trois cents ans.

Tous les drames du monde pourraient finalement se concentrer là, dans cette atmosphère glaciale, cette impression d'« il ne se passe rien », de faits divers. Les crimes traversent le temps, nous interrogent sur notre nature. Ils nous captivent. Un roman vendu sur quatre est un polar et les séries cultes que l'on dévore sur petit écran sont peuplées autant de justiciers que de psychopathes.

Tout nous fascine : l'énigme à résoudre, le châtiment qui s'ensuit autant que ses ressorts. A travers eux, c'est l'autopsie de notre société qui se pratique. Les tréfonds de l'être humain se révèlent. Dépit amoureux, jalousie, colère, vengeance, solitude, appât du gain ou du pouvoir, folie : devant nous s'étale la palette des sentiments, parfois les moins avouables.

Lorsque paraît le premier Paris Match, le 25 mars 1949, Winston Churchill discourt aux assises de l'Europe, le premier vol transatlantique à deux étages décolle, tandis qu'au lieu-dit la Malnoue, en Ile-de-France, on reconstitue le crime de Claude, « bon élève de première à qui on trouve soudain une tête d'assassin », et de Nicole, « petite recalée du brevet » qui n'a rien d'une « vamp ». Ils sont accusés d'avoir tué leur camarade de collège dans un bois. Comme ça, pour rien. L'occasion de s'approcher une fois de plus, une fois encore, du mystère de l'homme doué de raison et pourtant capable du pire. Il y en aura tant d'autres.

Chaque histoire, singulière, représente pour les journalistes un travail minutieux, épuisant d'enquête et d'écriture. Ce genre littéraire sied à Match comme un gant, alliant le poids des mots à des photos parfois choquantes.

« La vie ordinaire est la moyenne de tous nos crimes possibles », écrivait Albert Camus dans ses « Carnets ». Notre premier hors-série dédié est une plongée dans le genre. S'y alignent quelques spécimens hors normes, certains tirés de nos mémoires, d'autres pour lesquels nous sommes retournés sur le terrain. Tous en disent long sur notre société. D'où vient notre goût pour le crime et sa saveur amère ? De nos parts d'ombre, de nous-mêmes. ■



LA MOMIE ASSASSINÉE !

Ötzi est certainement la mort la plus étudiée au monde. Il a fallu dix ans pour déterminer les causes de son décès, après sa découverte, en 1991, sur le glacier du Similaun. Ötzi est visible au musée archéologique du Haut-Adige, à Bolzano, en Italie.

PRÉSIDENT D'HONNEUR Daniel Filipacchi. **DIRECTEUR DE LA RÉDACTION** Olivier Royant. **DIRECTEUR ADJOINT DE LA RÉDACTION** Régis Le Sommier. **DIRECTEUR DE LA PHOTO** Guillaume Clavières.

RÉDACTION EN CHEF Caroline Mangez. **RÉDACTION EN CHEF ADJOINTE** Grégoire Peytavin. **RÉDACTION EN CHEF PHOTO** Marc Brincourt. **DIRECTION ARTISTIQUE** Michel Maiquez avec Elodie Vaillant. **RÉDACTION EN CHEF TECHNIQUE** Tanja Gaster. **DIRECTION DU PROJET** Anne-Françoise Bédhet. **ONT COLLABORÉ À CE NUMÉRO** Anne Baron (révision), Arnaud Bizot, Jean-Michel Caradec'h, Pauline Chollet, Pauline Delassus, Pauline Lallement, Isabelle Léouffre, Olivier O'Mahony, Corinne Papin-Meriaux, Caroline Petit, Matthias Petit (iconographie), Aurélie Raya, Margaux Rolland, Jean-Marie Rouart. **ARCHIVES PHOTO** Yvo Chorme (chef de service). **DOCUMENTATION** Chantal Blatter (chef de service). **FABRICATION** Philippe Redon, Patrick Renaudin. **VENTES** Laura Félix-Faure. Tél. : 01 41 34 61 43. **IMPRESSION** Roto France Impression, 77185 Lognes. Achevé d'imprimer en octobre 2017. Papier provenant majoritairement d'Italie, 0 % de fibres recyclées, papier certifié PEFC. Europhosphat : Ptot 0,036 kg / T. **PARIS MATCH** est édité par Hachette Filipacchi Associés, S.N.C. au capital de 78 300 €, siège social : 149, rue Anatole-France, 92534 Levallois-Perret Cedex, RCS Nanterre B324286319. Associé : Hachette Filipacchi Presse. **GÉRANTE - DIRECTRICE DE LA PUBLICATION** Claire Léost. Hachette Filipacchi Associés est une filiale de Lagardère Active SAS. **PRÉSIDENT DU DIRECTOIRE** Denis Olivrennes. Les indications de marques et les adresses qui figurent dans les pages rédactionnelles de ce numéro sont données à titre d'information sans aucun but publicitaire. Les prix peuvent être soumis à de légères variations. Les documents reçus ne sont pas rendus et leur envoi implique l'accord de l'auteur pour leur libre publication. La reproduction des textes, dessins, photographies publiés dans ce numéro est la propriété exclusive de Paris Match, qui se réserve tous droits de reproduction et de traduction dans le monde entier. Numéro de commission paritaire : 0917 C 82071. ISSN 0397-1635. Dépôt légal : octobre 2017 / © HFA 2017.

LAGARDÈRE PUBLICITÉ 10, rue Thierry-Le-Luron 92300 Levallois-Perret. **Présidente** : Valérie Salomon. **Directrice de la publicité** : Fabienne Blot. **Assistante** : Aurélie Marreau. Tél. : 01 41 14 92 21.

PARIS
MATCH
HORS-SÉRIE

SOMMAIRE

DOSSIER**LA RIVIERA, SÉRIE NOIRE**

page 34

CHRONIQUE D'UNE ERREUR JUDICIAIRE : OMAR RADDAD 36

Par Arnaud Bizot

LA CÔTE : FAITS DIVERS À LA CARTE 44

Par Papeline Cholet, Caroline Petit et Margaux Rolland

L'AFFAIRE HÉLÈNE PASTOR 52

Par Caroline Mangez

UNE VEUVE NOIRE SUR FOND D'AZUR 56

Par Pauline Delassus

TANY ZAMPA, LA DÉCRÉPITUDE D'UN PARRAIN 58

Par Jean-Michel Caradec'h



CRÉDITS PHOTO. P. 3: R. Clark / Institute. P. 4 et 5: Getty Images, DR, Reuters. P. 6 et 7: J. Ker, P. 8 et 9: DR, P. 10 et 11: A. Marchi / photoPQR / L'Est Républicain / MaxPPP, DR, P. 12 et 13: T. Esch / B. Wis / J. Ker / Paris Match, J. Lange / Paris Match, P. 14 et 15: DR, P. 16 et 17: J. Ker, Mousty, P. 18 et 19: E. Preau / Sygma, J. Lange / Paris Match, P. 20 à 23: P. Petit, P. 24 et 25: Sipa, P. 26 et 27: Evelyn Hofer / Sygma / Getty Images, P. 28 et 29: Rex Feature / Sipa, PPCM, PalmBeachPost / Sipa, AFP, P. 30 et 31: Sipa, Miami Herald / Rex Features / Sipa, P. 32 et 33: A. Canovas / ParisMatch, B. Luca / AP / Sipa, DR, P. 34 et 35: Manjik / Getty Images / iStockphoto, P. 36 et 37: J. Lange / Paris Match, P. 38 à 41: Sipa, J. Lange / Paris Match, P. 42 et 43: Archives Paris Match, J.-C. Deutsch, P. 44 et 45: Google Earth, P. 46 à 51: S. Nogier / EPA / MaxPPP, DR, PhotoPQR / MaxPPP, MCP / MaxPPP, B. Wis / Paris Match, MaxPPP, G. Pressenda, DR, Reuters, L. Martinat / AFP, DR, Nice Matin / MaxPPP, Archives Paris Match, Nice Matin / MaxPPP, AFP, P. 52 et 53: Bestimage, B. Bruno / Sipa, P. 54 et 55: DR, P. 56 et 57: DR, P. 58 et 59: La Provence / MaxPPP, R. Colinet / La Provence / MaxPPP, P. 60 et 61: P. Domenech, DR, AFP, P. Slade / Paris Match, P. 62 et 63: MaxPPP, DR, AFP, Fouet / AFP, Sipa, P. 64 et 65: A. Hamellin / H. Lassier, P. 66 et 67: Archives Paris Match, AFP, P. 68 et 69: Bestimage, AFP, DR, P. 70 à 71: H. Lassier, DR, P. 72 et 73: Reuters, DR, P. 73 et 74: Visual, DR, P. 76 et 77: DR, Visual, Reuters, P. 78 et 79: AP / Sipa, DR, AP / Sipa, P. 80 et 89: DR, P. 90 et 99: E. Dagnino, Getty Images, B. Hernandez / AP / Sipa.



**SERIAL KILLER
GARY RIDGWAY,
LE MONSTRE
DE LA
GREEN RIVER**
page 72

De notre correspondant
à New York, Olivier O'Mahony

TÊTE D'AFFICHE SPAGGIARI, UNE TRUFFE DANS LES ÉGOUTS

page 64

Par Jean-Michel Caradec'h



ET AUSSI...

PROFESSION LÉGISTE
MÉDECINE LÉGALE 2.0 : AUTOPSIE
DU MÉTIER 20

Par Isabelle Léouffre

MEURTRE DANS LA JET-SET
DEUX BALLES POUR
GIANNI VERSACE 24

Par Aurélie Raya

NON ÉLUCIDÉ
J'ÉTAIS LE DERNIER RENDEZ-VOUS
DE BENITEZ 80

Par Pauline Lallement

CAPITALE DU CRIME
ACAPULCO : DU SANG SUR LA
PERLE DU PACIFIQUE 90

Par Margaux Rolland

EN COUVERTURE L'AFFAIRE GRÉGORY ENQUÊTE SUR LA NOUVELLE VIE DU COUPLE VILLEMIN

page 6

De nos envoyés spéciaux, Pauline Delassus
et Grégory Peytavin





[AFFAIRE GRÉGORY]

CHRISTINE ET JEAN-MARIE SEULS CONTRE TOUS

DE NOS ENVOYÉS SPÉCIAUX, PAULINE DELASSUS ET GRÉGORY PEYTAVIN

L'ASSASSINAT DE LEUR FILS EN 1984 A DIVISÉ LA FRANCE ET DEMEURE EN PARTIE INEXPLIQUÉ. LES ÉPOUX VILLEMIN ONT SURVÉCU À LA HAINE ET À L'INJUSTICE. MAIN DANS LA MAIN, ILS SE SONT RECONSTRUITS, ONT EU TROIS AUTRES ENFANTS ET ONT FAIT DE LA RECHERCHE DE LA VÉRITÉ LEUR COMBAT. NOUS AVONS ENQUÊTÉ SUR LEUR SECONDE VIE, SUR LES DEUX NOUVEAUX SUSPECTS ET SUR LE RÔLE DE LA GRAND-MÈRE DE GRÉGORY.



*Dans la chambre
de leur fils mort, à
Lépanges-sur-Vologne,
au début de l'affaire.*



Grégory, souriant,
sur les épaules de
son père au cours d'une
fête de famille.

LE BONHEUR DANS LES VOSGES

*Christine l'appelait
«mon Titi». En 1983,
dans la salle à manger
de la maison de
Lépanges-sur-Vologne.*





Le petit Grégory
Villemin photographié
à l'école, en 1984.





UN INNOCENT ET DES CORBEAUX

Ils sont assis à la même table et ils sont tous soupçonnés d'avoir joué un rôle dans l'enlèvement et l'assassinat de l'enfant.

De g. à dr. : Bernard Laroche, Jacqueline et Marcel Jacob, et Michel Villemin.



D'ABORD VICTIMES PUIS ACCUSÉS

*Jean-Marie Villemin porte
un gilet pare-balles, le jour de
la reconstitution du meurtre
de son cousin, Bernard Laroche,
le 20 juin 1985.*



En 1993, Jean-Marie dans le box des accusés, lors de son procès devant la cour d'assises de Côte-d'Or.



Christine, entourée de deux de ses avocats, M^e Marie-Christine Chastant-Morand et Henri-René Garaud dans la salle des pas perdus du tribunal de Dijon.

[AFFAIRE GRÉGORY]

LE ROMAN D'UN COUPLE

PAR PAULINE DELASSUS ET GRÉGORY PEYTAVIN

C'est le petit matin sur l'autoroute A4. Christine et Jean-Marie roulent vers Paris et leur nouvelle vie. On ne veut plus d'eux dans les Vosges, eux ne veulent plus des Vosges, alors ils sont partis, dans la nuit froide de janvier, persuadés de laisser derrière le pire, incertains de retrouver du mieux. L'année 1988 commence à peine. Sous contrôle judiciaire, Jean-Marie vient d'être libéré de prison où il a passé trente-trois mois pour le meurtre de Bernard Laroche ; Christine, elle aussi, attend son procès.

Ils n'ont pas 30 ans. A quelques kilomètres de la capitale, ils s'arrêtent sur une aire de repos. Une jeune femme les attend, Marie-Christine Chastant-Morand, leur avocate, leur amie. « Ils m'ont suivie jusque dans le XVI^e arrondissement, je leur avais trouvé un studio où ils devaient passer le week-end, avant que Jean-Marie ne reprenne le travail en Essonne », se souvient celle dont ils sont toujours les clients.

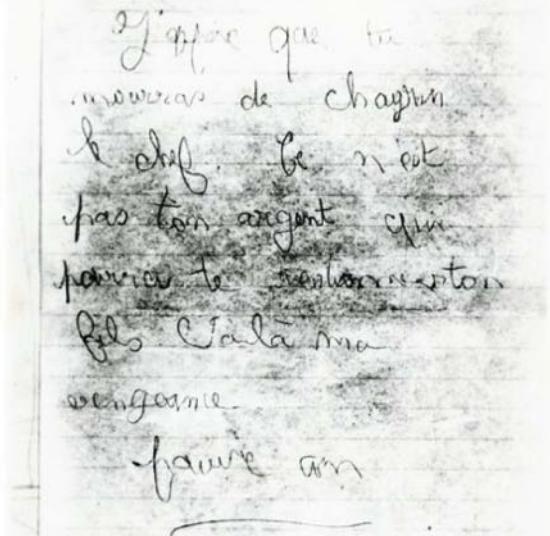
Les quartiers de Passy et d'Auteuil ne sont pas les villages de Lépanges-sur-Vologne et d'Aumontzey, les imposantes avenues grises de la ville impressionnent le couple. Cinq heures de route ont suffi à les faire changer de monde, les voilà parmi les bourgeois, loin de l'usine et de la maudite Vologne, de leur famille et de leur terre. Loin des jalousies et des trahisons. Que se disent-ils durant ces deux jours, installés sous les combles d'un immeuble haussmannien ? Ils ne connaissent personne dans cette région... Pourtant, toute la France connaît leur nom : Villemin, celui du petit garçon dont le sort tragique occupe l'opinion et les médias depuis quatre années. Villemin, le nom de Christine, mère endeuillée mais haïe ; Villemin, le nom du père, Jean-Marie, et de sa famille, une tribu lorraine d'ouvriers et de bûcherons. Une famille sans histoire... avec des histoires de famille, dont les membres sont devenus des personnages que l'on croit connaître, que l'on se plaît à défendre ou à détester. Villemin, un nom que Christine et Jean-Marie veulent, pour l'instant, faire oublier, alors ils se font appeler Dintinger, pseudonyme emprunté à un beau-frère.

Le lundi arrive, ils retrouvent M^e Chastant-Morand qui les emmène à Evry, ville nouvelle aux barres HLM multicolores. C'est là qu'ils vivront désormais, dans une tour délabrée de 380 logements. « C'était immense et froid, du béton partout », a dit Christine. Grâce à son ancien patron des Vosges, Jean-Marie a trouvé un emploi, chez un équipementier automobile. Ils passent leurs premières nuits de banlieusards dans des sacs de couchage, serrés l'un contre l'autre, près d'un réchaud à gaz et de leurs deux petites valises. Le samedi suivant, ils ne sont plus seuls ; Julien, leur fils de 2 ans, les rejoint. L'amour de ce nouveau-né les a obligés à revivre, un an après la mort de leur aîné. Ils sont désormais tous les trois

réunis à Evry, entourés des portraits encadrés de Grégory. Une routine s'installe, interrompue par les cruelles allusions à la mort du grand frère, dans les journaux, à la télévision ou bien dans ce cabinet médical quand la secrétaire demande à Christine : « Ça ne vous dérange pas de porter le même nom que Christine Villemain ? » A Evry, il y a heureusement la chaleur de nouvelles amitiés. Claude, directeur du fonds patronal du logement, qui leur a assigné leur appartement, et Colette, son épouse, les aident à se meubler et à effectuer les démarches administratives nécessaires à leur nouvelle situation. Il y a aussi le soutien de la famille de Christine, les Blaise, qui n'a jamais failli. Et leurs avocats, M^e Garaud, Moser et Chastant-Morand, les bras armés de leur combat, leurs guides dans le labyrinthe des procédures judiciaires.

En Lorraine, là où tout a commencé, on ne dit plus « Christine », on dit « la Villemain ». « Elle est pas claire la Villemain », sifflent certains, à l'abri de leur bêtise. Sans se soucier des faits et de la douleur d'une mère, le peuple a condamné, des journalistes aussi. Le soupçon accusateur prend racine dans la campagne vosgienne, à l'ombre de ces forêts si belles. La nature y est riche, verte, fleurie, mais la misère gagne du terrain à mesure que progresse le taux de chômage, dès 1982. La mère de Christine trouve un emploi dans une filature à 3 kilomètres d'Aumontzey où vivent Jean-Marie et sa famille. La rencontre a lieu en 1976, Jean-Marie porte des pantalons pattes d'éléphant et les cheveux longs. Il a 17 ans, il roule à moto. Christine a deux ans de moins, elle est plus sage, mais ils sympathisent. La filature est en grève, les jeunes s'amusent à observer les syndicalistes faire le piquet. Le printemps arrive, Jean-Marie et Christine échangent leur premier baiser. Ils ne se quittent plus, évitent les sorties en bande au café. Ils sont à part, sans le vouloir, conscients de s'être trouvés et de s'aimer plus que d'accoutumée. « On voulait vivre quelque chose de différent », a confié Christine.

Quelques mois plus tard, Christine rencontre la famille de Jean-Marie. Il y a Albert et Monique, les parents, et Jacky, Michel, Jacqueline, Gilbert et Lionel, cinq frères et sœur. Leurs origines sont vosgiennes, depuis deux siècles au moins. Albert



La lettre de revendication du meurtre de Grégory a été postée le jour des faits, le 16 octobre 1984, et adressée au domicile de ses parents.

a peu connu ses propres parents; son père s'est pendu en revendant de captivité, en 1942, tandis que, à la même époque, sa mère les a désertés, «pour suivre un Allemand», a raconté une voisine. Les Villemin sont mal vus, d'autant que dans les années 1930, un drame a déjà abîmé leur réputation: la mort d'Etienne, 4 ans, frère ainé d'Albert, après un mauvais coup infligé par la mère, condamnée à trois ans de prison. Le père de Jean-Marie grandit avec sa sœur Yvette, élevé par une tante. En 1953, Albert annonce qu'il va épouser Monique Jacob, la fille d'un fermier d'Aumontzey, enceinte d'un autre. Les Jacob sont nombreux et très unis, solidaires, tous ouvriers dans les filatures ou les scieries. Albert reconnaît Jacky, ce premier fils qui n'est pas de lui, et l'élève comme ses cinq autres enfants.

Pourtant, l'union Villemin-Jacob n'est pas du goût de tous; Albert, l'orphelin, n'est pas apprécié. Ce n'est pas de la haine, pas encore, mais déjà il y a des inimitiés, des commentaires acerbes, des altercations. A l'école, Jean-Marie est bon élève, mais il est d'abord un Villemin, et, lorsqu'il arrive au collège, on l'envoie en classe de transition, «parce que [son] frère Michel avait été un élève difficile [...]». Une scène précipite sa jeune existence. Il voit son père, Albert, frapper sa mère, Monique. A cette époque, l'alcool et la colère s'invitent trop souvent à la table d'Albert Villemin. Jean-Marie ne le supporte pas et part s'installer dans la famille de Christine, son refuge, déjà. Ils se marient l'année suivante. Christine tombe enceinte, Grégory naît le 24 août 1980. Le cousin Bernard Laroche a, lui aussi, un fils ce mois-là, victime d'une déformation crânienne. Et Michel, le frère ainé de Jean-Marie, l'inséparable de Bernard, a également un bébé du même âge. Les trois bambins jouent ensemble aux fêtes de famille, mais les parents se voient peu.

Jean-Marie et Christine sont occupés à se chercher un terrain pour construire. C'est chose faite en 1981, une grande année, puisque Jean-Marie est nommé contremaître chez Autocoussin Industrie, un poste que personne dans sa famille

n'a jamais atteint. Son cousin Bernard, en difficulté professionnelle, lui demande de l'aider à trouver un nouvel emploi. «Je savais qu'on n'embauchait pas, alors je n'ai même pas demandé à l'usine», a raconté ensuite Jean-Marie. La jalousie naît et empoisonne les relations entre les deux hommes qui autrefois jouaient ensemble. Les premiers appels du corbeau datent de cette époque, 1981, la fin de l'insouciance. Jean-Marie et Christine, à qui tout sourit, ne sont pas les premiers visés par les menaces. Ils ne rêvent que d'avenir et méprisent ce terreau d'amertume. C'est Albert Villemin, l'orphelin mal-aimé, qui reçoit les premiers appels: «Tu te pendras Albert, tu te pendras.» La voix rauque fait resurgir du passé l'ancêtre suicidé dans la forêt sous l'Occupation. La haine couve-t-elle depuis si longtemps?

«Grégory, on ne lui faisait pas de cadeau parce que c'était le fils du chef», a déclaré Jean-Marie. «Le chef», un terme qui revient souvent dans la bouche ou sous la plume du corbeau. «Le bâtard» aussi et cette obsession de la filiation, de l'appartenance. Des dizaines de coups de fil, une vitre brisée, un pneu crevé et trois lettres de menaces ponctuent le quotidien des Villemin. Le corbeau menace d'enlever Grégory. «Ne fais jamais ça», ne peut s'empêcher de réagir le père, révolté. Son erreur a-t-elle été de trop croire en sa réussite et sa force? Le corbeau vient pourtant de comprendre son point faible. A cet instant naît sans doute la préméditation de l'acte infâme. «Je vous ferai votre peau à votre famille Villemain. [sic] [...] Vous ne devez plus fréquenter le chef. Vous devez le considérer lui aussi comme un bâtard. Si vous ne le faites pas, j'exécuterai mes menaces que j'ai fait au chef pour lui et sa petite famille [...]»: des propos écrits dans les lettres anonymes, entre 1981 et 1984. Trois années intoxiquées pour Jean-Marie et Christine qui pourtant vivent dans un bonheur que rien ne semble pouvoir déranger. Lire leurs souvenirs de cette époque brise le cœur: «Grégory restait toujours avec moi quand je bricolais. [...] C'était un enfant très doux. Il adorait les câlins, les baisers. [...] Il faut raconter quel petit garçon extraordinaire il était. Il ne faut pas qu'on l'oublie.»

Grégory disparaît le 16 octobre 1984, alors qu'il joue devant la maison de ses parents. Les gendarmes retrouvent son corps noyé dans la Vologne, ficelé par des cordelettes blanches passées autour de son cou, de ses poignets et de ses pieds, son bonnet lui recouvrant le visage. Au cours de la semaine précédant le crime, une retraitée de Lépanges, Simone Hatton, remarque par trois fois un homme de taille moyenne, aux moustaches tombantes, aux cheveux mi-longs ondulés, aux yeux globuleux, circulant dans deux voitures différentes, de couleur verte, qui observe les enfants à la sortie de l'école de Lépanges et les fenêtres de Christine Jacquot, la nourrice de Grégory. Un chômeur de Lépanges, Michel Deruder, remarque lui aussi ce drôle de manège.

«Il y a une fuite en avant dans la folie, nous confie, en 2017, Etienne Sesmat, officier de gendarmerie, chargé de l'enquête à l'époque. Laroche rôde près du chalet (Suite page 16)



Le tas de gravier où jouait Grégory avant sa disparition, devant la maison familiale de Lépanges-sur-Vologne.

et il a besoin de quelqu'un pour garder son fils, Sébastien. C'est pour cela qu'il emmène Murielle.» Bernard Laroche, le cousin rondouillard et moustachu et sa belle-sœur, Murielle Bolle, une collégienne de 15 ans aux cheveux roux, qui va raconter être dans la voiture de Bernard avec Sébastien et un autre petit garçon à bonnet, puis se rétracte. Aux environs de 17 heures, heure de l'enlèvement de Grégory, la fermière Marcelle Claudon, voisine des Villemain, se rend dans son pré, conduite par son amant, Claude Colin. Les deux assurent avoir croisé, au cours du trajet, une voiture verte conduite par Laroche, accompagné d'une femme rousse. Ces déclarations primordiales ne sont pas versées au dossier en 1984, les témoins n'osant se mêler de l'affaire. Un gendarme en a bien eu vent, mais trop tard pour convaincre le magistrat instructeur, Lambert. Michel Villemain, le grand frère de Jean-Marie, l'acolyte de Bernard, est lui aussi interrogé, à plusieurs reprises : «Dimanche dernier, 14 octobre, je suis allé prendre l'apéritif avec Jean-Marie. Nous avons parlé du dernier prêt qu'il a obtenu. [...] Jean-Marie m'a précisé qu'avec ce prêt, il avait pu acheter sa R18, son salon en cuir et entreprendre les travaux d'extension de son garage. [...] » L'argent, les biens, la réussite professionnelle... Deux jours plus tard, l'enfant, leur trésor, est assassiné.

Michel, trente minutes après la disparition de Grégory, dit avoir reçu un appel du corbeau : «Je me suis vengé du chef et j'ai kidnappé son fils. Je l'ai étranglé et je l'ai jeté dans la Vologne. [...] » L'enfant, pourtant, n'a pas été étranglé, il n'y a aucune trace de coups sur son corps. Autre bizarrie : dans un premier temps, Michel ne parle pas de la rivière, laissant les gendarmes lancer leurs recherches dans la forêt. Devant l'insistance de son frère, Jean-Marie, il finit par lâcher le mot «Vologne». Le lendemain, une lettre, postée à Lépanges le 16 octobre et portant le cachet de 17 h 15, est distribuée chez Jean-Marie : «J'espère que tu mourras de chagrin le chef. Ce n'est pas ton argent qui pourra te redonner ton fils. [...] » «L'écriture de la lettre de revendication n'est pas posée, elle est irrégulière. On dirait que c'est écrit sur un capot de voiture», commente aujourd'hui Etienne Sesmat. Le crime n'est pas signé, mais il est revendiqué et l'argent, le fantasme d'un Jean-Marie fortuné, apparaît, encore une fois, comme

une fascination, un mobile. Bernard Laroche est inculpé le 5 novembre 1984, après les affirmations de sa belle-sœur. Il est libéré le 4 février 1985, Murielle étant revenue sur les accusations qu'elle porte pourtant à trois reprises. Le juge Lambert signifie sa liberté à Bernard Laroche et il informe les policiers qu'il leur confie l'enquête. C'est le commissaire Corazzi qui, désormais, va mener les opérations. Et ce dernier, à défaut de preuves, a déjà une intime conviction : c'est la mère qui a fait le coup. Devant le procureur général, le policier fanfaronne. «Cette affaire je vous l'apporterai sur un plateau d'argent», écrit-il plus tard dans ses Mémoires.

Jean-Marie et Christine sont abandonnés par une partie de leur famille du côté Villemain, et par la justice, la police, l'Etat. L'inculpation de Bernard Laroche effraie les parents, Albert et Monique, car elle éclabousse Michel, le frère de Jean-Marie, qui apparaît comme l'un des informateurs de l'assassin. A l'inverse, la théorie fumeuse d'une bru maléfique conforte les hypocrisies familiales. Jean-Marie n'a jamais douté de Christine. Il en est sûr, c'est son cousin qui a enlevé et tué Grégory. La douleur le rend fou. Le 29 mars 1985, alors que Christine est hospitalisée, enceinte, il abat Bernard d'un coup de fusil et se rend. Le cours des investigations bifurque, appuyé par une campagne de presse à charge. Le 5 juillet 1985, sur la base d'expertises en écriture contradictoires, Christine est emmenée chez le juge d'instruction par des policiers fiers de leur prise. Onze jours plus tard, elle est libérée sous contrôle judiciaire.

Dans leur dérive, les parents de Grégory se raccrochent désespérément à l'amour. Celui de leur enfant supplicié. Celui qu'ils ont l'un pour l'autre. Celui de l'enfant à naître. Julien voit le jour le 30 septembre 1985. Alors que son père est emprisonné à Nancy, c'est lui qui aide sa mère à tenir. Quand Christine pleure la nuit, le nourrisson couché près d'elle la console et tous les soins qu'elle lui prodigue occupent ses longues journées d'angoisse. En décembre 1986, elle est renvoyée devant la cour d'assises

Bernard Laroche, cousin germain de Jean-Marie Villemain, le jour de son arrestation sur son lieu de travail.





Le clan Villemin fin octobre 1984, est rassemblé autour des grands-parents de Grégory, Monique et Albert (assis en tête de table). A leur droite : Ginette, la femme de Michel, un de leurs cinq enfants, tient son fils, Daniel, sur les genoux, Marie-Christine et Gilbert, un autre frère Villemin. A leur gauche, Jean-Marie et Christine, Michel et sa fille, Christelle. Debout au fond : Bernard Noël et sa femme, Jacqueline, la sœur de la fratrie.

des Vosges. De son côté, le juge Lambert prend un congé sabbatique pour «convenances personnelles». Ce même mois, le journal anglais «The Sunday Times» écrit : «Christine Villemain est devenue la femme la plus détestée de France.» L'enfer judiciaire semble sans limites... Jusqu'à mars 1987, quand la cour d'appel de Dijon confie un supplément d'information à un nouveau magistrat, Maurice Simon. Le juge, un homme expérimenté, reprend l'enquête à zéro. Il décortique chaque élément, chaque témoignage, les recoupe, reconstitue l'emploi du temps de Christine et de Bernard Laroche, minute par minute. Pour la première fois, l'affaire est instruite à charge... et à décharge. Une lueur d'espoir pour Christine. Elle est écoutée et elle reprend confiance. Tandis que les premiers pas de Julien l'entraînent de force vers la vie, Jean-Marie reconstitue dans sa cellule chaque minute de la tragédie. Le 24 décembre 1987, il sort de prison et peut enfin être librement Christine et Julien. Leur avenir judiciaire est en suspens, mais ils sont ensemble, loin des croassements du corbeau et du «loup qui hurle», comme le nomme le capitaine de gendarmerie Sesmat.

En juillet 1990, Julien accueille une petite sœur, Emelyne. «La présence de Julien nous a sauvés, l'arrivée d'Emelyne nous a redonné l'équilibre», écrit Jean-Marie. Le président Martin succède alors au juge Simon, gravement malade. Trois ans plus tard, à l'issue du supplément d'instruction qui démonte une par une les vingt-cinq charges qui pesaient sur Christine, la cour d'appel prononce un non-lieu «pour absence

totale de charge». C'est un verdict inédit qui rend à Christine son innocence et son honneur. La justice l'affirme : non ce n'est pas elle qui a tué le petit Grégory. Le soulagement est grand, mais les Villemin n'ont pas le temps de souffler ; le 3 novembre 1993 commence le procès de Jean-Marie pour le meurtre de Bernard Laroche. Le président de la cour d'assises présente ses excuses à Christine «au nom de la justice française». Jean-Marie est condamné à cinq ans de prison, dont un avec sursis. Son temps de détention provisoire effectué et les remises de peine lui permettent d'être libéré moins de deux semaines plus tard. Libre, après neuf ans de cauchemar. Définitivement. «On était ailleurs, écrira Jean-Marie. On n'entendait plus rien. [...] On s'embrassait, on se serrait comme des fous.»

L'existence des Villemin reprend son cours dans l'Essonne. Ils ont quitté le HLM d'Evry pour habiter une maison dans un village voisin. Christine a retrouvé sa dignité, Jean-Marie sa liberté, mais ils ne savent toujours pas qui a tué leur fils. L'enquête continue, les avocats des Villemin ont demandé la poursuite de l'information judiciaire contre X. Jean-Marie a commencé la rédaction d'un livre blanc, le récit de leur vie et du drame du 16 octobre, destiné à leurs enfants. Il ne veut plus de secret. Alors il lit (*Suite page 18*)



Bernard Laroche en février 1985, après sa sortie de prison, avec sa femme, Marie-Ange (debout), et sa belle-sœur, Murielle Bolle.

l'intégralité du dossier d'instruction, répertorie et catalogue tous les témoignages. Il est enquêteur à domicile, il veut comprendre la haine qui leur a pris Grégory, il veut le coupable, même s'il doit le démasquer au sein de sa propre famille. Dans les années 2000, plusieurs analyses ADN font espérer... Sans succès.

Jusqu'à ce 14 juin 2017, où Christine et Jean-Marie sont de retour à Dijon, convoqués par la juge d'instruction Claire Barbier qui, depuis 2008, mène les investigations. Accompagnés de leurs avocats M^e Chastant-Morand et M^e Moser, ils ont le temps de déjeuner au restaurant avant le rendez-vous. Soudain, les téléphones vibreront sur la table, les messages qu'ils reçoivent ravivent le passé : Murielle Bolle, Jacqueline et Marcel Jacob ont été placés en garde à vue et les parents de Jean-Marie, Albert et Monique Villemin, ont été entendus par les gendarmes. Etourdis, Christine et Jean-Marie se dirigent vers le palais de justice de Dijon. La juge leur fait part du rapport de la gendarmerie, 48 pages et un verdict : Bernard Laroche est bien l'auteur de l'enlèvement de Grégory et l'assassinat implique une deuxième équipe. « Les Villemin comprennent que le crime s'est fait en famille, nous raconte M^e Thierry Moser. Et surtout que Monique, la mère de Jean-Marie, sait beaucoup de choses et qu'elle a préféré protéger son fils ainé, Michel, et le cousin Bernard plutôt que de parler. »

« Il faut aussi se rappeler une déclaration frappante d'Albert Villemin au juge Simon : "Si je parle, je perds Monique !", dit M^e Moser. Dans le bureau de Mme Barbier, Christine et Jean-Marie s'effondrent, en larmes. Ils écoutent ce que la justice leur dit des résultats du logiciel de recherches AnaCrim et des analyses du département des sciences du comportement de la gendarmerie : « L'auteur des lettres n'est pas l'auteur du meurtre », « Michel Villemin pourrait avoir retardé la découverte du corps », « Bernard Laroche et Murielle Bolle n'ont été que les maillons d'un plan plus global ». Mais alors qui fait partie de la deuxième équipe, les auteurs du crime ? Là aussi, une réponse nouvelle : « [...] Les seules personnes à nourrir une haine inconsidérée contre cette famille sont issues de la famille Jacob. [...] Au vu des éléments en notre possession, le couple Marcel et Jacqueline Jacob mérite un intérêt particulier. » Ces derniers, le grand-oncle et la grand-tante de Grégory, ont été mis en examen le lendemain

pour « enlèvement et séquestration suivie de mort ». Qui sont-ils ? Pour le découvrir il faut repartir dans les Vosges, silloner la route qui mène d'Epinal à Gérardmer, rencontrer les habitants de ces villages ouvriers désertés par la jeunesse et interroger les derniers témoins. Il y a René Jacob, le frère aîné de Marcel, le parrain de Jean-Marie, un homme qui vit seul. Depuis que son frère a été mis en examen et placé sous contrôle judiciaire dans un autre département, il ne l'a eu qu'une seule fois au téléphone : « Il pleurait [...]. C'est un froussard, Marcel, il se pique à une rose, il va à l'hôpital. » René est persuadé de son innocence.

Jacqueline, l'épouse de Marcel, est une Thuriot, une famille du coin également, « un fort caractère », décrivent ceux qui la connaissent. « En 1985, elle aurait sauté de joie en apprenant l'incarcération de Christine », dit un avocat. Elle aussi est sous contrôle judiciaire dans un endroit tenu secret. Deux de ses beaux-frères, en colère, se laissent aller à la discussion tout en réparant leur voiture : « C'est n'importe quoi cette histoire ! Ils n'ont rien fait. On le sait que c'est un accident que la mère a caché... » Et tous confirment les écarts sentimentaux de Mme Jacob. Jacqueline a eu un amant, deux fois elle a quitté Marcel et deux fois elle est revenue. L'amant s'appelle Roger, il a récemment été entendu par les gendarmes. « Pourquoi est-elle revenue ? Le Marcel devait menacer de révéler quelque chose... » C'est Valérie qui parle, la fille unique de Marcel et Jacqueline, âgée de 49 ans. Elle vit dans un village voisin, mais ne parle plus à ses parents depuis le milieu des années 1980. Mariée et mère de famille, elle travaille dans une usine. Et elle n'a pas peur de raconter : « Mes parents étaient échangistes. Ils recevaient toujours le même couple, des gens du coin, plus jeunes. Ils m'ont tout dit quand j'ai eu 16 ans. Ils utilisaient même ma chambre ! » C'était en 1984, quelques mois avant le meurtre de Grégory. « C'est vrai. Et ils ont un appartement au cap d'Agde. Et alors ? Quel rapport avec le crime ? » s'agace leur avocat, M^e Giuranna.

Les Jacob vivent dans un pavillon, à côté de celui de Bernard Laroche. De chez eux, on a une vue plongeante sur la maison d'Albert et Monique Villemin. « Et sur la table de la salle à manger, il y avait toujours une paire de

Michel (à g.) et Jacky, dit « le bâtard », les deux frères aînés de Jean-Marie Villemin, en 1993. Tous deux sont décédés depuis.



jumelles», précise Valérie. Adolescente, elle ne supporte plus le comportement exhibitionniste de ses parents. Elle subit aussi la violence de son père, Marcel, ancien «blouson noir» dans sa jeunesse, qui lève la main sur elle. Alors Valérie se réfugie chez son fiancé. «Pour moi, ils sont comme morts depuis ce jour», dit-elle sans ciller. Le jour où ses parents ont été convoqués par le juge, Marcel reprend contact avec sa fille pour lui dire: «Si ça tourne mal, ne nous laisse pas tomber.» Et sa mère, Jacqueline, lui aurait écrit ce mot: «La vie est trop courte, il faut pardonner, ta mère qui t'aime.» «Pourquoi tout ça, ce jour-là, s'ils ont la conscience tranquille?» s'interroge Valérie. En juin dernier, les gendarmes retrouvent chez eux une lettre testament écrite par Marcel et datée de 2009 qui revient sur la mort de Grégory et précise «Je n'ai rien fait», accompagnée d'un mot justifiant leur alibi le soir du 16 octobre 1984. Pourquoi avoir gardé ces documents? M^e Giuranna, s'insurge: «On va au-devant d'un fiasco judiciaire! Je ne sais pas ce que l'on reproche à mon client. Son alibi avait été vérifié. Il va très mal.» En garde à vue, Marcel Jacob n'a quasiment rien dit. Jacqueline, elle, a répondu aux 250 questions des gendarmes. Toujours par la même phrase: «Je garde mon droit au silence.» La vieille dame serait une coriace. Une expertise en écriture lui attribue la rédaction des deux lettres anonymes de 1983; elle est moins formelle sur la lettre de revendication. «Jacqueline Thuriot, épouse Jacob, est une enfant naturelle, précise un avocat. Ceci pourrait peut-être expliquer la solidarité du corbeau avec Jacky, surnommé "le bâtarde".» Les Jacob, ces retraités à l'étonnant profil, cette nouvelle piste des enquêteurs est réfutée par certains.

Dans la vallée de la Vologne, le poison de la calomnie continue de se répandre sur les toiles cirées grasses des cuisines et le zinc des comptoirs. Comme si rien n'avait changé depuis 1984. Entre deux bouchées de pâté lorrain, on lâche le fond de sa pensée: «La mère, elle est louche...» Réhabilitée par la justice, dédommagée par l'Etat, Christine Villemin est toujours coupable sur la terre de son enfance. Elle le sait et c'est aussi pour cela qu'elle se bat, pour que la justice poursuive l'enquête. Elle a compris que le nom d'un coupable pèsera plus lourd dans l'opinion que son non-lieu de 1993.

Le couple Villemin vit toujours dans l'Essonne, ils ont une jolie maison aux abords d'une forêt. Ce n'est pas la campagne lorraine qu'ils chérissaient tant, mais c'est beau tout de même. Sous les bois protecteurs du Gâtinais, Christine et Jean-Marie marchent pendant des heures. A 59 et 57 ans, ils sont désormais grands-parents; leur fils Julien, 32 ans, a eu une petite fille. Enfant, il avait dit à ses parents: «Quand je serai grand, je serai heureux!» Il a tenu promesse et vit en région parisienne où il dirige une franchise de cinq magasins d'optique. Emelyne a 27 ans, elle est professeure agrégée de sciences naturelles. Agrégée! Depuis ses 22 ans, après être passée par Maths sup et Maths spé, où elle était l'unique enfant d'ouvriers, elle dont les parents, les grands-parents, les oncles et tantes n'ont jamais dépassé la 3^e. Leur benjamin,

baptisé Simon en hommage au juge qui leur a rendu l'espoir, n'a pas terminé ses études. Il veut être éducateur sportif. Leurs avocats, des amis qu'ils convient aux fêtes de famille, sont admiratifs: «Ils s'en tirent par le haut, dit M^e Chastant-Morand. Ils ont transmis des valeurs à leurs enfants, sans aucun esprit vengeur. Il y a en eux beaucoup de sagesse.»

«Du cœur et de l'intelligence, une grande humanité», résume M^e Moser. Jean-Marie est aujourd'hui en préretraite, après être redevenu contremaître, puis plusieurs fois promu. Christine a élevé ses trois enfants et elle a voulu retrouver un métier, elle qui n'avait jamais travaillé depuis sa dernière journée d'usine, le 16 octobre 1984. C'est un ami qui a pensé à elle pour gérer les relations clientèle d'une maison d'édition. L'ancienne ouvrière textile prend désormais le RER chaque matin pour se rendre sur la rive gauche parisienne. Dans les rues pavées, personne ne la reconnaît et, dans son travail, elle porte le nom de sa mère. La Vologne semble bien loin à Saint-Germain-des-Prés. «Elle est particulièrement douée dans le relationnel, elle écrit et parle par téléphone aux clients qui n'ont aucune idée de qui elle est. Et elle parvient à tisser de vrais liens», raconte son patron, soucieux de préserver sa tranquillité.

Christine et Jean-Marie découvrent le cœur de Paris au début des années 1990, quand ils publient «Le seize octobre», aux éditions Plon, situées rue Bonaparte dans le VI^e arrondissement. Laurent Beccaria participe à la confection de cet émouvant ouvrage, il se souvient du choc quand il les a rencontrés: «Ils étaient comme des rescapés, traversés par une expérience hallucinante. J'ai retrouvé le même genre d'état chez des survivants de camps de concentration.»

Pour la première fois, les amis de Christine et Jean-Marie, un cercle restreint d'intimes rencontrés après la mort de Grégory, ont accepté de parler d'eux. «Ils ont l'intelligence de la vie, commence une amie éditrice. Ils ont traversé les épreuves main dans la main. Ils savent aller à l'essentiel, ils ont abandonné le ressentiment. Et ils ont conscience que, dans leur malheur, ils ont eu accès à une connaissance, à un art de vivre, à un cercle nouveau.» Un jour qu'elle discutait avec Christine de son envie de faire le chemin de Compostelle, cette amie lui a demandé: «C'est quoi ton rêve?» «Que l'enquête aboutisse!» a répondu la mère de Grégory. «C'est quelqu'un d'enjoué, de chaleureux, poursuit un copain. Elle rit beaucoup. S'ils ne s'aimaient pas, ils seraient morts.» L'affaire est rarement évoquée, un peu plus depuis juin dernier, période difficile où tout a resurgi. Raoul Peck est aussi un ami, depuis qu'il a réalisé «L'affaire Villemin», six épisodes retraçant le drame pour France Télévisions. Le réalisateur haïtien nommé aux Oscars se souvient: «J'ai découvert un couple jeune et amoureux, pas aigri. Ce fut l'une des rencontres les plus incroyables de ma vie.»

Un dîner de fête est organisé le soir des résultats de l'agrégation d'Emelyne, en 2012. A peine dix convives, les plus proches, qui depuis le début ont cru en eux. On boit du champagne, Christine et Jean-Marie ont les yeux qui brillent, c'est la fierté et l'émotion. Malgré la mort, malgré la prison, malgré l'injustice, ils sont toujours debout. Le petit couple de Lépanges-sur-Vologne tient sa revanche: leurs enfants sont heureux. ■

Pauline Delassus et Grégory Peytavin

[PROFESSION LÉGISTE]



LA GÉNÉRATION DU DOCTEUR MARC EST LA DERNIÈRE À PRATIQUER À L'ANCIENNE, SCALPEL À LA MAIN, POUR DISSÉQUER LES CORPS ET EN FAIRE UNE LECTURE PRÉCISE À VERSER AUX DOSSIERS D'INSTRUCTION

MÉDECINE LÉGALE 2.0 AUTOPSIE DU MÉTIER

PAR ISABELLE LÉOUFFRE / PHOTOS PHILIPPE PETIT



*Bernard Marc, 56 ans,
extrait un corps de femme
de la chambre froide de
l'unité médico-judiciaire
de Marne-la-Vallée.*

DÉSORMAIS ON NUMÉRISE LES CADAVRES, ON LES RETOURNE SUR ÉCRAN, ON LEUR OUVRÉ LA BOÎTE CRÂNIENNE D'UN SEUL CLIC DE SOURIS

Sa chaleur humaine masque un être de sang-froid. Normal. La mort est son métier. Médecin légiste, le Dr Bernard Marc dirige l'unité médico-judiciaire (UMJ) du Grand Hôpital de l'Est francilien, à Marne-la-Vallée. De sa voix grave et lente, il égrène la routine qui l'absorbe sans relâche depuis trente ans : « La violence est la première cause de décès dans le monde. Chaque jour, à la demande d'un parquet, j'aborde des victimes vivantes ou mortes qui ont subi des exactions physiques ou psychologiques. » Nette comme un coup de bistouri, cette définition très doctorale de sa vocation dissimule un travail délicat et complexe.

Il est 17 heures. Une infirmière de son unité frappe à sa porte pour l'informer de son départ avec un autre médecin légiste sur une scène de crime. Ils sont six à se relayer, vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Le lendemain, ce sera au tour du Dr Marc d'assurer la permanence. La part d'ombre de l'être humain ne lui laisse aucun répit. Il achève juste l'examen médico-légal d'une personne frappée sur son lieu de travail : « Cette dame n'avait que quelques ecchymoses. Mais les dégâts émotionnels sont patents. » Il a d'abord fallu la mettre en confiance. « Dans son cas, la scène de crime se situe dans l'intime de la personne. L'examen ne doit pas être un traumatisme supplémentaire. » Grâce à l'empathie du Dr Marc, la femme a mis en mots le choc subi. Le médecin a ainsi pu l'examiner avec sérénité, il a photographié ses blessures derrière un paravent dans une salle ornée de peintures murales japonaises. Pour tous ces gens traumatisés, il a voulu une décoration raffinée qui contraste avec les couloirs austères de cet hôpital créé en 2013. « La victime vient trouver dans mon unité un relais avec les services sociaux et les associations. Elle peut aussi se faire aider par nos psychologues cliniciens. »

Fini le temps où le médecin légiste vivait un tête-à-tête solitaire et ininterrompu avec des cadavres en piteux état, quand il ne hantait pas les scènes de crime, l'air blasé, cigarette au coin des lèvres, comme le Dr Charles Paul dans les « Maigret » de Georges Simenon – il a d'ailleurs été le conseiller technique de l'écrivain. « Court sur pattes,

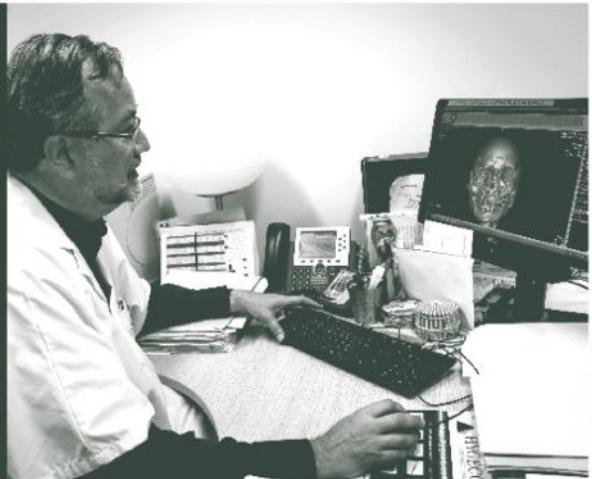
cet homme truculent a pratiqué des autopsies légendaires à l'Institut médico-légal de Paris, de la bande à Bonnot à Landru jusqu'au Dr Petiot, raconte Bernard Marc. Muni de qualités intuitives et humaines indéniables, il serait aujourd'hui dépassé par l'esprit d'équipe et par les avancées technologiques. »

Le Dr Marc est de cette vieille école en voie de disparition, qui dissèque encore les corps au scalpel. « De nos jours, on ne découpe plus. Les jeunes anatomopathologistes font de l'immunomarquage sur des biopsies grâce à un lecteur high-tech. De mon temps, la mort avait un intérêt chirurgical. Il s'agissait de savoir comment fonctionnait le corps humain. On était dans la continuité de l'acte médical. » Le Dr Marc aime s'inscrire dans la lignée de ces doyens de médecine, légistes depuis la Révolution française. Mais il participe activement à l'avènement de la médecine légale 2.0 qui éloigne physiquement des défunt. En 2005, à l'hôpital de Compiègne, il est en effet l'un des premiers à utiliser un outil révolutionnaire, la « virtopsie » ou autopsie virtuelle.

Il explique sa trajectoire au service du progrès : « Dans les années 1985-1986, à mes débuts de légiste, la biologie moléculaire, avec l'apparition des empreintes génétiques, devient l'outil essentiel pour la justice. Arrive ensuite la toxicologie où quelques gouttes de sang et d'urine permettent de poser un diagnostic. » Il s'enthousiasme : « Avec la virtopsie, je scanne le corps abîmé de la victime. Puis je le reconstruis en trois dimensions sur mon propre ordinateur. D'un seul clic de souris, je tourne et retourne le cadavre sur un écran. J'isole les tissus mous, je retire un os. Je peux même ouvrir la boîte crânienne ! J'ai gagné en précision et en temps. Un quart d'heure au lieu d'une heure minimum ! Je ne fais pas de dégâts car je ne dissèque plus. Je préserve ainsi les traces et les indices et je conserve le corps intact, ce qui est plus respectueux pour les familles. Nous avons en main un fichier qui permet d'éviter les exhumations. Autre avantage : le corps numérisé peut être envoyé à des légistes du monde entier qui réalisent à leur tour une autopsie virtuelle et donnent leur avis. »



Après avoir aidé les pompiers à sortir un noyé d'un étang proche du centre où il exerce, le médecin, qui a scanné le corps, procède depuis son bureau à une autopsie virtuelle. Cette pratique lui permet de gagner en temps et en précision.



Ce logiciel l'enchant. Durant sa carrière, Bernard Marc s'est toujours efforcé de prendre soin des morts autant que des vivants : « Ce n'est pas juste un morceau de chair, ça reste un individu. » Une démarche éthique autant que cathartique après une scène de crime particulièrement tragique. Il se souvient de cette affaire bouleversante : « C'était la maison de l'horreur. Le fils avait tué sa mère, son petit frère, mais a manqué son père. Un cas de démentie avec une violence calculée. Les victimes avaient été frappées à la face. On leur a rendu figure humaine, ce qui nous a permis de dépasser l'horreur et de faire un peu de bien aux familles. » L'afflux incessant de victimes ne décourage pas le médecin : « C'est très gratifiant de se dire que, chaque jour, je suis un peu utile à quelqu'un. »

Sensible à la souffrance d'autrui plus qu'à la mort, il redoute par-dessus tout l'accident de train tel celui de Bretigny-sur-Orge ou les attentats, comme en 2015. « L'accueil des familles dans la souffrance est très éprouvant, explique-t-il. Heureusement, les psychovictimologues des UMJ, praticiens de la médecine légale, sont à nos côtés ! » Il était là aussi pour la levée des corps des frères Kouachi, après l'assaut donné par le Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale à l'imprimerie où s'étaient retranchés les auteurs de l'attaque de « Charlie Hebdo ». « On a envoyé les plus expérimentés de notre unité, détaille le Dr Marc. La sérénité est importante. Un jeune pourrait être distrait de sa mission face à une mobilisation militaire importante. Il faut se concentrer sur les impacts, les lésions, sur ce qui a pu occasionner le décès. Ensuite, l'enquête commence. »

Avec la même décontraction, Bernard Marc passe de la scène de crime à la froideur de la salle d'autopsie, des consultations en traumatologie aux familles en deuil. Pour lui, l'autopsie n'est qu'un acte technique et chirurgical pratiqué dans un milieu aseptisé. Le pire, « ce sont les scènes de décès. Comme celle de ce gamin mort par manque de soins dont le petit frère, descendu du lit superposé, a retrouvé le corps rigide et froid au matin. Tout autour, un désordre de chambre d'enfant, de grosses peluches, des

jouets... On a envie de lui crier : "Réveille-toi !" » Il ajoute, sur un ton plus bas : « Cet enfant arrêté en plein vol, c'est plus dur à garder en mémoire qu'un corps désarticulé où la mort est si évidente qu'on en oublie la face vivante de la personne. » Avec l'expérience, le légiste admet que l'humain a pris le pas sur la technique.

Le téléphone toujours dans la poche de sa blouse blanche, le Dr Marc se tient prêt à partir à la première sonnerie : « Dans ma voiture j'ai en permanence ma trousse complète, un appareil photo, des vêtements de protection, des gants et des surbottes. » Pour se protéger psychiquement des scènes macabres, il se concentre sur son rôle. « On ne doit pas être le voyeur d'images insoutenables. Il faut prendre de la distance, ne pas être sur le corps mais sur l'utilité de ses actes, ce qui permet d'évacuer. Il faut être stable émotionnellement. Bon nombre des médecins légistes que j'ai rencontrés ont eu des troubles psychologiques. C'est un métier difficile, » reconnaît-il. Lui a trouvé deux parades. L'une à travers l'enseignement et l'écriture : il transmet pour prendre de la distance. « L'autre consiste à m'impliquer dans les actions de prévention de la violence. Il est bon que ma connaissance soit utile », dit-il.

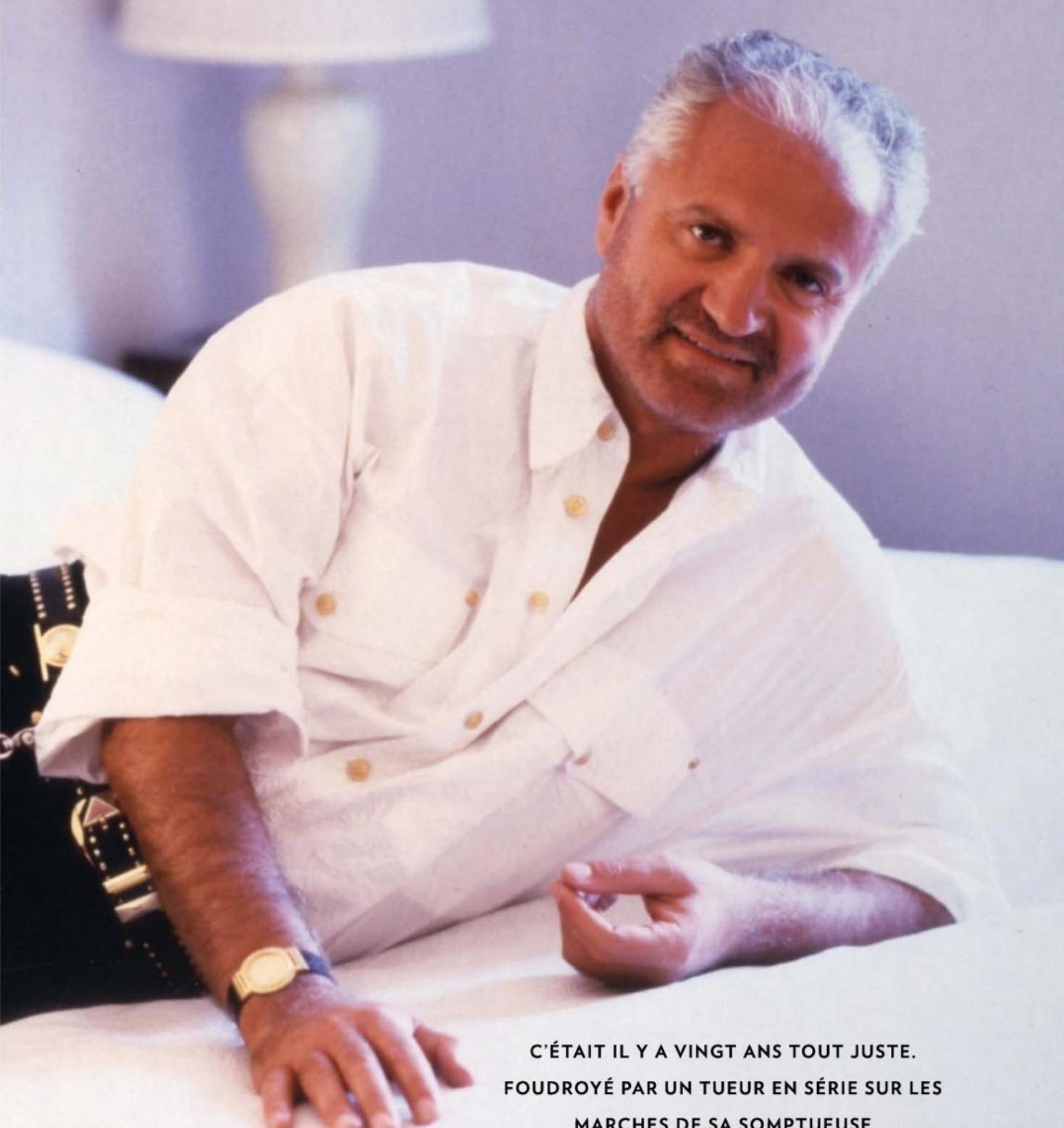
Quand le Dr Marc décroche enfin, il lit des auteurs classiques. « J'ai choisi un habitat calme, serein, à quarante-cinq minutes du boulot, ça m'aide. » Il y vit avec sa femme, cadre supérieur infirmier. Sa fille a pris son envol, elle « qui ne voulait surtout pas être médecin, dit-il en riant. Elle a vu la charge de travail qui, comme avec tout métier passionnant, est difficile à vivre pour la famille. » Aujourd'hui, il s'octroie quelques vacances, sans cartable ni ordinateur. « Non pas pour faire le vide, assure-t-il, mais pour améliorer le travail de l'équipe et me remettre en question. Notre spécialité bouge, la victimologie évolue. Et la technique de pointe est notre meilleure alliée. Grâce à sa justesse et à sa précision, si nous l'avions eue dès 1984, je suis presque sûr que nous aurions résolu l'affaire Grégory... » ■

A lire : « Le dictionnaire médico-psicho-légal », d'Isis Hanafy et du Dr Bernard Marc, éd. In Press.

[MEURTRE DANS LA JET-SET]

**DEUX BALLES
POUR
GIANNI VERSACE**

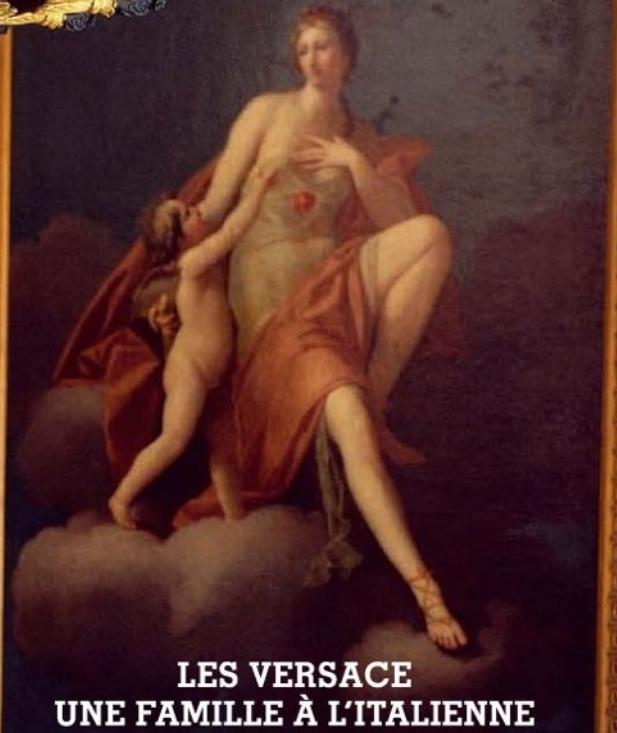




C'ÉTAIT IL Y A VINGT ANS TOUT JUSTE.
FOUDROYÉ PAR UN TUEUR EN SÉRIE SUR LES
MARCHES DE SA SOMPTUEUSE
VILLA, L'EMPEREUR DE LA MODE DISPARAÎT
BRUTALEMENT À MIAMI,
LA VILLE DE TOUS LES EXCÈS

PAR AURÉLIE RAYA





LES VERSACE UNE FAMILLE À L'ITALIENNE

*Le clan au complet en 1988. De g. à dr. : Paul Beck,
à côté de celle qui était alors sa femme, Donatella, Gianni et Santo, le frère ainé.
Ensemble, ils ont lancé la maison de couture en 1978 à Milan.
Après le meurtre du styliste, Donatella a repris son flambeau et Santo est
demeuré le P-DG de l'entreprise familiale.*



IL ARRIVE VERS 8 H 45, MONTE LES MARCHES,
S'APPRÈTE À TOURNER LA CLEF. IL ENTEND UN BRUIT SOURD
DERRIÈRE SON ÉPAULE, SE RETOURNE. PENDANT UNE
FRACTION DE SECONDE, VERSACE FAIT FACE À SON TUEUR,
ANDREW CUNANAN. L'HOMME TIENT UN PISTOLET
DE CALIBRE 40, DONT L'EXTRÉMITÉ TOUCHE LA JOUE
GAUCHE DU COUTURIER. IL TIRE



e matin, il allait rarement chercher les journaux. C'est Arthur, un des employés de maison, qui s'en chargeait. Mais, ce mardi 15 juillet 1997, Gianni Versace est en forme. Laissant son compagnon Antonio D'Amico se réveiller, il enfile un tee-shirt, un short, et fourre des liasses de billets dans sa poche. Direction le News Cafe, trois blocs plus loin, sur la même avenue, Ocean Drive, à Miami Beach. Il s'y attarde quelques minutes, achète «Vogue», «People», «Newsweek», «Entertainment Weekly» et «The New Yorker». Ses magazines sous le bras, il retourne chez lui, dans sa villa, Casa Casuarina. Il ne peut pas se tromper. L'emblème de sa marque, une tête de méduse, est partout : sur les grilles, le portail, les pots de fleurs... Il arrive vers 8 h 45, monte les marches, s'apprête à tourner la clef. Il entend un bruit sourd derrière son épaule, se retourne. Pendant une fraction de seconde, Versace fait face à son tueur, Andrew Cunanan. L'homme tient un pistolet de calibre 40, dont l'extrémité touche la joue gauche du couturier. Il tire. Versace, défiguré, s'écroule. Une deuxième balle l'atteint au cou. Antonio, alerté par les détonations, se précipite. Il voit Cunanan s'échapper au coin de la rue, une casquette sur la tête. Versace respire à peine, baignant dans une mare de sang. L'air est lourd. Un employé reste auprès de Gianni avec Antonio pendant que Charles Podesta, le cuisinier, appelle le 911. Les premiers secours et le transport du corps chaud, quelques minutes plus tard, au sein de l'unité de traumatologie Ryder de l'hôpital Jackson Memorial, n'y changeront rien : Gianni Versace est mort. Il avait 50 ans. Victime d'un serial killer.

Entre fin avril et début mai, Andrew Cunanan, jeune homme de 27 ans, a sauvagement assassiné quatre hommes, du Minnesota au New Jersey : son ancien amant et meilleur ami à coups de marteau, un autre ex-boyfriend de trois balles dans la tête, un magnat de l'immobilier de Chicago en lui fracassant le visage, le crâne et le corps, et un gardien de cimetière, pour lui dérober sa Corvette. Gay, paranoïaque, mythomane, consommateur compulsif de vidéos sadomasochistes, obsédé par la célébrité et l'argent, oisif au Q.I. de génie, Cunanan, Californien d'origine philippo-italienne, a atteint son pic de folie meurtrière à Miami.

Qui a-t-il voulu éliminer ? Le pape de la mode clinquante ? L'homosexuel qui l'aurait dragué ou rejeté un soir en boîte ? Le symbole de l'opulence extrême ? Il attendait sa proie, ce matin-là. Il n'y a pas de hasard, mais il n'y aura pas d'explication. Cunanan s'est *(Suite page 30)*



1



2



Fils d'un vétérant de la marine, élevé à San Diego dans la foi catholique, Andrew Cunanan (1) aimait jouer les enfants de chœur, selon sa mère. Il faisait déjà l'objet d'un avis de recherche du FBI (3). Il sera identifié grâce à la caméra de vidéosurveillance du Tides Hotel, situé à proximité de la villa, qui a filmé sa fuite (2).

suicidé d'une balle dans la bouche une semaine après les faits. La police a retrouvé son cadavre dans une maison flottante de Miami Beach, à quelques encablures de chez Gianni.

Miami, c'est la ville où il faut exhiber son triomphe. Lorsque le couturier débarque en 1992 dans cette cité gay, ouverte, bronzée, canaille, où les Cadillac et autres Thunderbird customisées brillent de mille feux, il s'extasie. « C'est là que ça se passe ! » Quoi ? Dans les années 1990, Miami ne symbolise plus l'eldorado des retraités en chaise longue et des mafieux cubains à tronçonneuse, mais celui des corps sculptés, de l'hédonisme en roller. South Beach abrite la plus grande concentration de mannequins et de stylistes venus ici, au soleil, pour des shootings sur le sable blanc frangé de vagues turquoise. Madonna a récemment acheté une villa dans le coin. Sylvester Stallone également. Los Angeles ? Fini, démodé, trop éloigné de l'Europe. Gianni veut dénicher une résidence à la hauteur de sa démesure. En ce début de décennie, il est la star des couturiers et le couturier des stars. Un homme qui a attaché les parties stratégiques de la robe de Liz Hurley avec des épingle à nourrice en or ne va pas s'offrir une bicoque ordinaire.



Sur Ocean Drive, au 1116, il tombe sur la seule maison particulière, entourée d'hôtels : l'Amsterdam Palace. Alden Freeman, philanthrope, architecte, héritier de la firme pétrolière Standard Oil, avait fait construire en 1930 cette réplique de la demeure la plus ancienne du Nouveau Monde, l'Alcazar de Colon, érigée à Saint-Domingue en 1510 par le fils de Christophe Colomb. Avec son compagnon, le paysagiste Charles Boulton, Freeman baptise l'endroit Casa Casuarina, d'après le nom d'un pin australien. Style colonial hispano-méditerranéen, immense portail en bois sculpté, cour intérieure dotée d'une fontaine et d'un donjon, observatoire avec toiture en bronze pour admirer l'océan... C'est grandiose. A la mort de Freeman, en 1997, la Casa est vendue à un certain Jacques Amsterdam. Celui-ci renomme modestement les lieux The Amsterdam Palace. Il transforme le tout en 22 appartements, loués à des artistes et à des jet-setteurs en quête d'atypique. Mais le palace, mal entretenu, s'effrite, vieillit, prend la poussière.

Et Gianni est venu, a vu, a vaincu. Il le rachète pour 3 millions de dollars. 1992 est l'année de son sacre : il présente sa première collection haute couture à Paris. Il peut bien dépenser, ce n'est que la juste récompense du travail fourni. Les grandes manœuvres de l'ère Versace commencent véritablement en 1993. Le créateur débourse 2,9 millions de dollars pour acquérir le Revere Hotel adjacent. Malgré les protestations de riverains, il obtient le permis de démolir cet établissement des années 1950. Il a besoin d'espace pour la piscine, le jardin et l'aile sud destinée aux invités. Un an de travaux, 250 ouvriers présents 24 heures sur 24. Gianni dépense 32 millions de dollars pour parvenir à ses fins, ériger un palais digne de ce qu'il incarne, lui, Gianni Versace I^e, nouvel empereur de la mode italienne après Giorgio Armani. Autant le style d'Armani s'apparentait à du minimalisme carré, aux tons neutres et taupe, autant celui de Gianni est flamboyant, rouge sang, jaune or, avec seins et formes valorisées à outrance. Gianni donne chaud. Gianni aime les stars, les top models, le show, les tissus zébrés. Vulgaire, ostentatoire ? Non, Versace !

La Casa Casuarina, c'est lui. Un délire méticuleux. Chargé. Des millions de pièces de mosaique sont importées d'Italie, entrelacées de fils d'or 24 carats, posées dans la piscine ou sur les sols des chambres dessinés d'après ses collections de foulards. « S'il constatait une erreur, ce perfectionniste ordonnait de tout refaire », dit une guide de la villa. Comme pour une robe, les petites mains ouvrières polissent les finitions, des heures durant. Les vases sculptés du XVI^e siècle côtoient chaises longues et coussins griffés Versace devant la piscine. Un bureau 1800 de chez Jacob Frères, un tableau néoclassique d'Antoine Dubost, des consoles Charles X en or moulu, des enfilades de colonnes, des dizaines de peintures d'anges dénudés, des plafonds aux fresques dignes de la Renaissance, des meubles Empire, une toilette à cuvette en or d'une valeur de 10 000 dollars, des bustes en marbre, tout se mélange sur trois niveaux... Une orgie de couleurs et de motifs néoromains, néogrecs, néoriches à force d'être néo-tout. (*Suite page 32*)

LA CASA

CASUARINA

FINIT PAR

RESSEMBLER AU

COUTURIER ET

À SON STYLE :

UN DÉLIRE

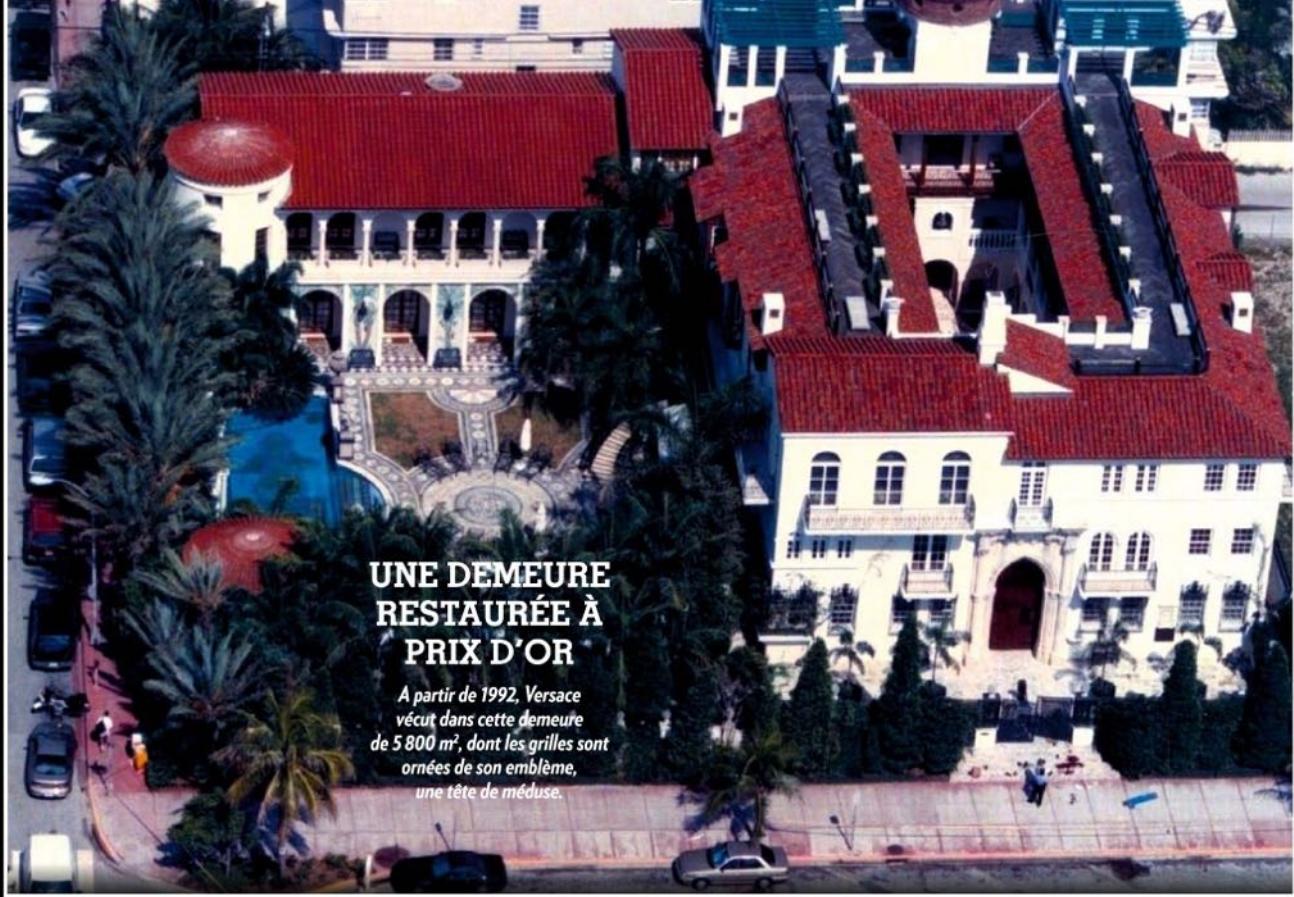
MÉTICULEUX,

DES COULEURS

FLAMBOYANTES,

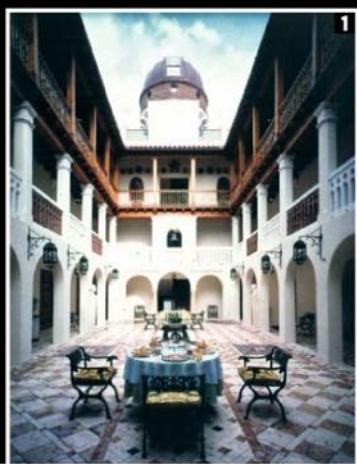
DES NUS

EXACERBÉS



Les fêtes qu'il donnait dans le patio d'origine (1) étaient célèbres. Tout comme la piscine longue de 16 mètres (5) en mosaïques ornées d'or pur, construite en Italie puis expédiée à Miami où 75 personnes œuvrèrent à son rassemblement. A l'époque meublée Empire avec des fresques coloniales, la chambre de maître (2) est devenue une suite d'hôtel de luxe, propriété du groupe VM South Beach

LLC, qui a acquis la villa pour 41,5 millions de dollars en 2013. Certains décors toujours existants ont été peints par le styliste lui-même. Partout, on retrouve sa patte. Jusque sous la coupole de l'observatoire, avec ses toiles et tapisseries inspirées du zodiaque (4).



Le médaillon méduse et des symboles de clés grecques sont partout, tel un tampon « made in Versace ». Superficie totale de la demeure : 5800 mètres carrés.

En 1977, « Vogue » Italie montrait ce petit couturier originaire de Reggio de Calabre, issu d'un foyer modeste, en famille. Ses parents, son frère Santo, sa sœur Donatella arborent des costumes sombres, des mines d'aristocrates blasés. Lui tenait des chiens noirs menaçants sur le perron d'une somptueuse résidence. La maison, les chiens, les vêtements avaient été empruntés pour la séance. Vingt ans plus tard, Versace habille la princesse Diana. Son meilleur ami s'appelle Elton John. Sa marque pèse 1 milliard de dollars. Si l'argent coule à flots, tout est possible. « Le monde vous appartient », la devise de Tony Montana dans « Scarface », de Brian De Palma, doit le faire méditer quand il se rase devant la glace de sa salle de bains en marbre. Versace mène, dans sa maison de Floride, la Casa, une existence sereine faite de repos, de sport. Et de fêtes. Il paraît qu'elles sont exceptionnelles, lascives, débordantes de jeunes éphèbes. Rumeur, rumeur... Versace ne boit pas, ne danse pas, ne fume pas. Il se contente de regarder et d'offrir l'hospitalité, avant de filer dans sa suite grand style avec Antonio. Il vit avec ce beau mannequin brun depuis 1982.



Le travail et la famille comptent davantage que les réceptions pour ce maniaque du détail. Santo, l'aîné, est son directeur financier, et Donatella, la petite sœur choyée, sa muse, son inspiratrice. Elle et lui s'assoient des heures sur un canapé de la Casa, siglé Versace, pour parler chiffons. La chambre de Donatella, dans l'aile sud, est la seule qui n'a pas de douche. La princesse ne trempe sa peau mordorée que dans une baignoire. Quand Madonna rend visite à Versace, elle dort dans ce décor rococo toc. Du haut de l'escalier impressionnant, au sortir de la suite, Donatella peut observer les nannies dans les nurseries, au rez-de-chaussée, destiné aux quatre neveux et nièces de Gianni. Celui-ci avait fait peindre des perroquets au-dessus de l'entrée de la chambre d'Allegra, sa nièce préférée. C'était l'animal fétiche de la gamine. Le temps du bonheur...

Contrairement à toutes les célébrités qui appliquent le principe de précaution « pour vivre heureux vivons cachés », Versace possédait une maison visible de la rue, située au cœur du bruit de la ville, face à la plage. En Europe, la fortune, surtout nouvellement acquise, est suspecte, génératrice de jalousies. Aux Etats-Unis, c'est une vertu. Le drame qui l'a frappé n'aurait pas pu se produire ailleurs. Gianni s'affichait, s'adaptait aux codes locaux. Il se déplaçait sans garde du corps. Il baguenaudait comme jamais il ne se le permettait à Milan. Il feignait d'ignorer l'autre Miami, sixième ville la plus meurtrière des Etats-Unis, et l'autre Amérique, mère patrie des tueurs en série armés. La dolce vita, l'été sans fin de Floride, a duré cinq ans, jusqu'au 15 juillet 1997. Le lendemain, les larmes coulaient pendant qu'on nettoyait la mare de sang séchée sur les marches de la Casa Casuarina.

Antonio D'Amico, l'ami de Gianni, a été prié par la famille de détailler, contre une rente mensuelle de 25 000 dollars. Allegra, la nièce si chouchoutée, a hérité de la moitié du groupe. Elle s'enfoncera dans l'anorexie. Donatella a repris les rênes de l'empire. Elle ne pouvait pas conserver la Casa, cette extension de la folie créative de son aîné. Le bijou a été « bradé » 19 millions de dollars, en 2000, à l'entrepreneur des télécoms Peter Loftin. Il a transformé le manoir en club privé avec boîte de nuit, soirées événementielles et visites à 25 dollars. Rachetée par le traiteur Barton G. Weiss, la Casa est maintenant appelée The Villa by Barton G. C'est un hôtel luxueux doté de 10 suites égyptienne, marocaine, romaine... Les fresques de l'époque Versace sont restées. Ces reliques d'un temps passé sont prisées des visiteurs fortunés. Le mobilier du couturier a été mis aux enchères chez Sotheby's en 2001. La vente a rapporté 10,2 millions de dollars. La « maison Versace » est une attraction touristique mondiale. La villa du meurtre, du sang, de la gloire fracassée, des rêves perdus d'Amérique. Le monde n'appartenait pas à Gianni Versace. ■

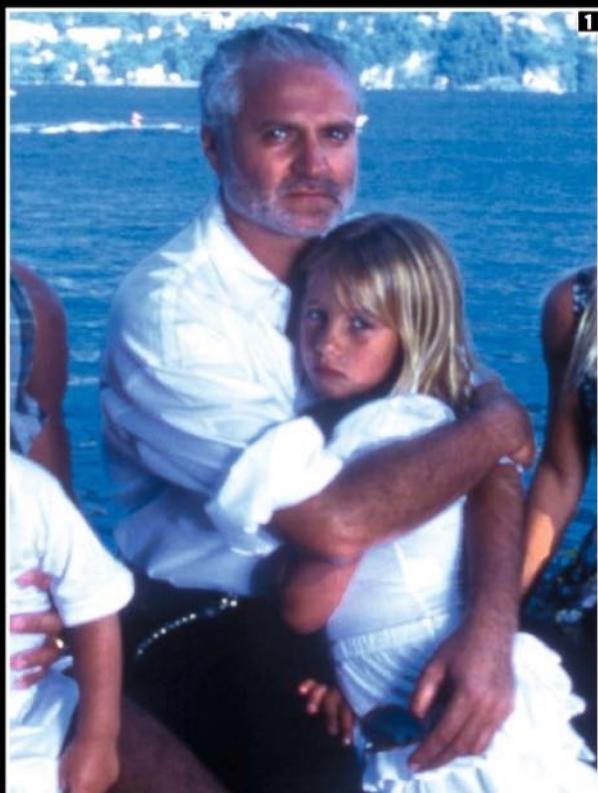
A LA MORT
DE GIANNI,
SON HÉRITAGE
EST D'AUTANT
PLUS DIFFICILE
À GÉRER QU'IL
A DÉSIGNÉ
ALLEGRA,
SA NIÈCE DE
11 ANS, COMME
LÉGATAIRE
UNIVERSELLE

Aurélie Raya



IL ÉTAIT UNE
ICÔNE
AU-DELÀ DE
LA MODE

L'ambiance est festive au Ritz, à Paris, en juillet 1996. Le couturier, entouré de ses mannequins – parmi lesquels Carla Bruni, Naomi Campbell, Linda Evangelista et Kate Moss –, vient de présenter sa collection haute couture.



Le créateur et sa « princesse », Allegra (1), en 1993 au bord du lac de Côme. A la mort de son oncle, l'aînée de Donatella hérite de la moitié de son empire. Plus tard, elle s'enfoncera dans l'anorexie. Elton John, (2) accompagné de David Furnish, son futur mari, est en larmes lors de la cérémonie d'adieu à Gianni Versace en la cathédrale de Milan, le 22 juillet 1997. À ses côtés, Lady Di, aux obsèques de laquelle il chantera six semaines plus tard.

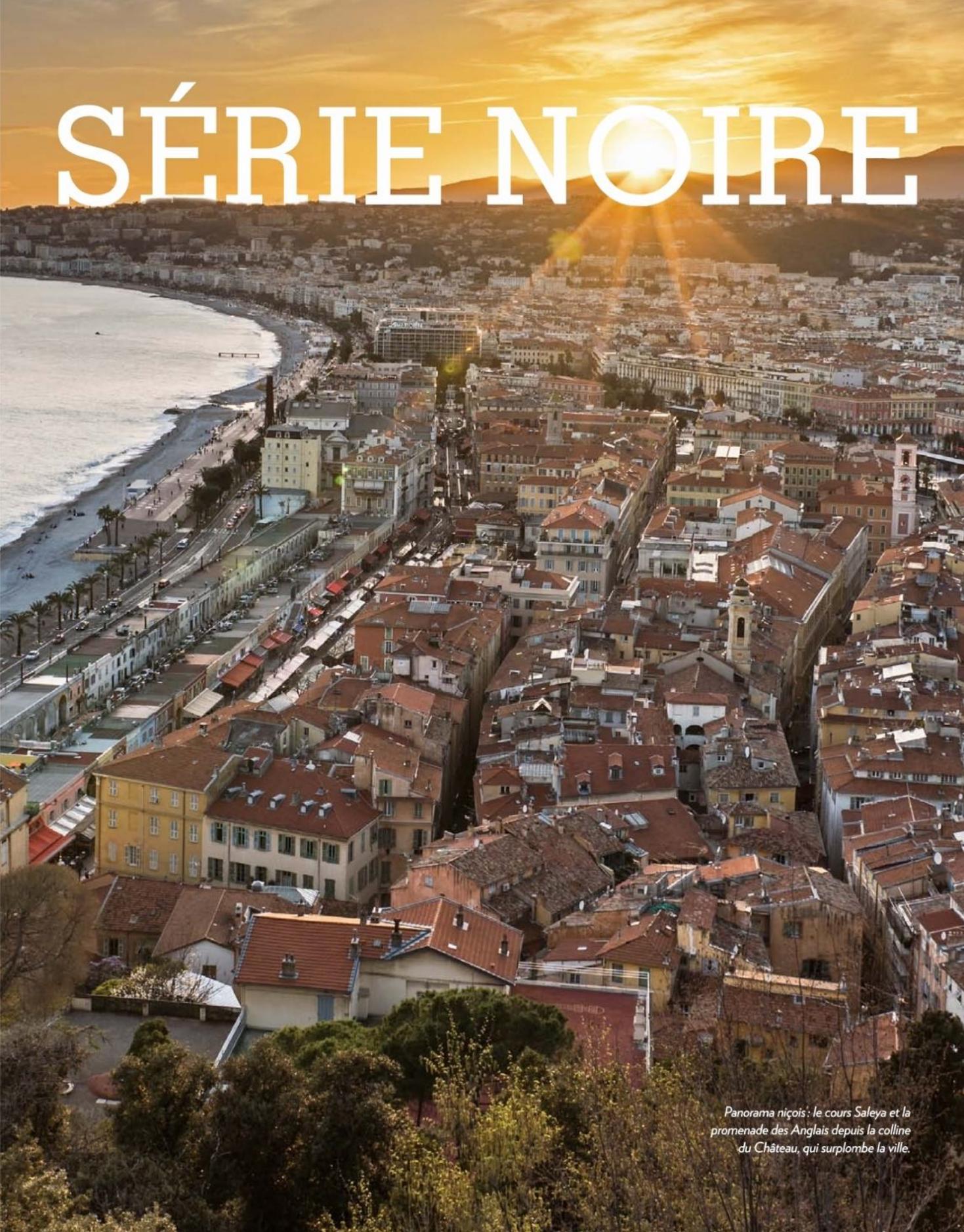
[DOSSIER]

T.A RIVIERA,

QUOI DE MIEUX QUE DES PALMIERS SUR FOND D'AZUR POUR PLANTER LE DÉCOR D'UN SOMBRE POLAR? SUR CETTE CÔTE QUE LE MONDE ENTIER NOUS ENVIE, SE MÈLENT MILLIARDAIRES, ACTEURS, ESCROCS, BRUTES ET BANDITS. DANS L'INVENTAIRE DES FAITS DIVERS QUI ONT DÉFRAYÉ LA CHRONIQUE, DE VINTIMILLE À MARSEILLE, ON RECENSE LES PIRES TURPITUDES DE L'HOMME. DU CAS OMAR RADDAD, QUI VERRA UN MALHEUREUX ILLETTRÉ CONDAMNÉ, AUX SECRETS DE L'ASSASSINAT DE L'HÉRITIÈRE MONÉGASQUE HÉLÈNE PASTOR, LES RIVAGES DE LA GRANDE BLEUE NOUS OFFRENT TOUT L'ÉVENTAIL DES AFFAIRES CRIMINELLES.



SÉRIE NOIRE

An aerial photograph of Nice, France during sunset. The sun is low on the horizon, casting a warm orange glow over the city. The coastline is visible on the left, with the beach and the Promenade des Anglais. The city is built on a hillside, with numerous buildings featuring red-tiled roofs. The architecture is a mix of traditional and modern styles. In the foreground, there are some green trees and bushes. The overall atmosphere is peaceful and scenic.

Panorama niçois : le cours Saleya et la
promenade des Anglais depuis la colline
du Château, qui surplombe la ville.

[CHRONIQUE
D'UNE ERREUR JUDICIAIRE]

PAR ARNAUD BIZOT

LA FORTUNE LUI AVAIT SOURI,
MAIS LA VIE L'AVAIT LAISSÉE SEULE.
LE 24 JUIN 1991, LA DÉCOUVERTE
DU CORPS MARTYRISÉ DE
GHISLAIN MARCHAL DANS SA PROPRIÉTÉ
DE MOUGINS MARQUE LE DÉBUT
D'UNE ÉNIGME MACABRE.
DES LETTRES DE SANG TRACÉES SUR
LA PORTE DE LA CAVE DÉSIGNENT
SON JARDINIER MAROCAIN

Ghislaine Marchal, dans le salon de sa maison, décoré Louis XV et Louis XVI, du mobilier provenant de son appartement parisien.



LE JARDINIER OMAR RADDAD

Le Marocain a 28 ans au moment des faits. Il est depuis huit ans au service de Ghislaine Marchal, qui le rémunère bien – 8 000 francs – et l'a même logé un temps, avec sa femme.



1



L'homme n'est pas aux abois. Il fume tranquillement une cigarette sur le balcon sans prêter attention aux véhicules de gendarmerie arrêtés en bas de son immeuble ce mardi 25 juin 1991 à Toulon. Omar Raddad est arrivé de Mougins, où il a travaillé la veille, pour fêter l'Aïd-el-Kébir avec sa femme, Latifa, et les siens. On sonne à la porte. C'est lui qu'on vient chercher. Considéré «en fuite», Raddad est placé en garde à vue à la brigade de Mougins. Il comparera plus tard, dans un documentaire, cette expérience à «une caméra cachée». (1) Pendant quarante-huit heures, il dort à peine. Au cours des auditions, lorsqu'il demande à s'asseoir, on lui avance une chaise, mais on s'amuse parfois à la lui retirer quand il s'apprête à s'y installer. Le major Georges Cenci⁽²⁾, chargé de l'enquête, lui présente la photographie des inscriptions, bientôt les plus célèbres des annales judiciaires: «Omar m'a tuer» et «Omar m'a t». Cent fois on lui demande pourquoi il a tué Ghislaine Marchal. Raddad est sidéré. Elle était comme sa seconde mère, répond-il dans un français approximatif. Il ne comprend pas toutes les questions qu'on lui pose. Il est étranger, analphabète, et on ne lui fournit pas de traducteur. Des témoins l'attesteront: le jardinier est capable de répondre «oui» à une question qu'il ne sait pas, par simple politesse. Ainsi, lorsque les gendarmes lui demandent s'il fréquente des prostituées ou s'il joue au casino, il acquiesce.

On l'interroge sur son emploi du temps du dimanche 23 juin. Il a jardiné jusqu'à midi chez Mme Pascal, voisine et amie de Ghislaine Marchal, chez laquelle il fait des extras. Puis, il est rentré chez lui, à Mougins, à cyclomoteur. En chemin, il s'est arrêté dans une boulangerie et, une fois arrivé, il a aperçu le gérant du supermarché Casino traverser la cour. Ensuite, il a grignoté avant de retourner chez Mme Pascal à 13 heures. S'il a travaillé ce dimanche, c'est pour se rendre le lendemain, lundi, à Toulon. Il oublie de dire qu'il a passé un coup de fil à sa femme, à 12 h 51, de la cabine proche de l'arrêt de bus. Un fait qui conforte son alibi. Les enquêteurs retrouveront la trace de cet appel en relevant toutes les cabines sur son chemin. Dans cette procédure, c'est quasiment le seul acte instruit à décharge. Le 27 juin, Omar Raddad est placé en détention pour homicide volontaire à la prison de Grasse.

Interrogée, la vendeuse de la boulangerie ne peut jurer de sa venue. Mais les enquêteurs ne se rendent pas dans la boulangerie voisine, située à 50 mètres... Le gérant du supermarché confirme qu'il était dans la cour à l'heure dite, mais il n'a pas vu Omar. Par ailleurs, deux voisins de Mme Pascal ont discuté longtemps au bord de l'impasse menant à la Chamade. C'est un passage obligé, le seul accès. Ils n'ont pas vu Omar passer: «Lors de notre audition, on voulait nous faire dire le contraire!» Ils seront mis sur écoute, avec les autres proches de la victime qui ont gardé de l'estime pour le jardinier. «Pourquoi défendez-vous l'assassin plutôt que votre amie?» leur dit-on. Enfin, aucune prostituée de la Croisette n'est certaine de reconnaître l'accusé. En revanche, les employés du casino confirmeront qu'Omar venait parfois jouer aux bandits manchots. Des sommes modestes.

Ghislaine Marchal, née de Renty, est une veuve fortunée, mère de Christian, son fils, issu d'un premier mariage, qui s'est soldé par un divorce. Son second mari, Jean-Pierre, décède en 1982 en lui léguant une fortune venue de son père, ami de Blériot, Renault et Panhard, fondateur de la société fabriquant les premiers phares de voitures. «Je ne prête mes yeux qu'à Marchal», disait la réclame. Sa sœur, Claude, est mariée au bâtonnier de Grasse, Bernard de Bigault du Granrut. Ce dimanche 23 juin 1991, Mme Marchal s'entretient au téléphone avec une amie, Erika, entre 11 h 29 et 11 h 48. Elles conviennent d'un déjeuner le lendemain. «Je te laisse, je dois me préparer pour aller chez Mme Koster», dit-elle en raccrochant. Elle ne s'y rendra

SON PRÉNOM EST LA SEULE CHOSE QU'OMAR, ANALPHABÈTE, SACHE Écrire



3

pas. Le lundi, Erika, qui attend en vain son amie, prévient la gendarmerie, laquelle investit la propriété.

Ghislaine Marchal est retrouvée dans sa cave, « allongée sur le ventre, bras et jambes tendus, un peignoir retroussé au-dessus des reins ». Inutile d'égrener la liste interminable des blessures qu'elle a reçues. Retenons treize coups de couteau : abdomen, poitrine, gorge et foie perforés ; cinq coups d'un chevron en bois, portés à la tête : bridge arraché, deux traumatismes crâniens avec œdème cérébral. Aucun des coups n'est mortel, Ghislaine a terriblement souffert. Cet acharnement traduit une haine excluant vraisemblablement le crime d'un rôdeur. Lundi 24 juin, le Dr Page, médecin légiste, est dépêché à la Chamade. Son procès-verbal est ainsi rédigé : « Arrivé à 20 heures sur les lieux [...]. Constatons un corps d'une rigidité complète [...]. Les yeux sont clairs. » Or, les cornées deviennent opaques huit à dix heures après le décès. Le médecin situe donc la mort « à plus ou moins six heures ». M^e Girard, son avocat, désormais épaulé de M^e Baudoux, exige aussitôt la libération d'Omar Raddad, puisque le 24 juin il était à Toulon.

Recevant le rapport qui situe le décès au lundi 24, le juge Renard a cette surprenante conversation téléphonique avec le Dr Page : « Mais comment ça se fait ? lui dit-il. Vous vous êtes trompé d'un jour dans votre rapport ! » Le légiste rédige alors un PV dans lequel il évoque une faute de frappe : « Il faut lire le 23 au lieu du 24. » L'autopsie, elle, sera effectuée le 28 juin. Et, le 1^{er} juillet, soit trois semaines avant la rédaction du rapport définitif, Ghislaine Marchal est incinérée « à la demande de la famille ». Un choix et une célérité qui étonnent plus d'un proche : « Ghislaine entretenait un magnifique caveau familial à Mougins. Elle détestait le feu, c'était presque une phobie. » Son corps, principale pièce à conviction, disparaît, rendant impossible toute contre-expertise. On aurait pu, entre autres, mesurer l'épaisseur de ses doigts, pour voir si elle correspondait à celle des lettres de sang. On ne le saura jamais. L'instruction devra se contenter d'expertises graphologiques sans valeur juridique et sujettes à caution. Dans ce dossier il y en aura douze, toutes discordantes. Celle de l'instruction conclut avec une certitude absolue que les mots, près du corps, ont été tracés par Ghislaine Marchal. L'évaluation s'appuie sur les lettres trouvées dans ses grilles de mots croisés. Or, la base, en graphologie, est de comparer des éléments comparables. Écrire sur du papier, en position assise, ou sur un mur, couchée dans le noir et dans une grande souffrance, ce n'est pas la même chose. Le chevron ne sera pas examiné. Dans la cave, scène du crime, aucun ADN, aucune trace ne prouvent la présence d'Omar. Pas de traces non plus chez lui, sur ses vêtements ou sous ses semelles, qu'il n'a pas nettoyées. Quant à l'arme blanche, « large de 2 centimètres et tranchant des deux côtés », on décrète qu'il s'agit du sécateur du jardinier, bien que celui-ci ne coupe que d'un seul côté. Et on ne s'étonne pas qu'ait disparu de son écrin, à la Chamade, un coupe-papier en argent... à double lame de 2 centimètres.

Lundi 24 juin 1991, un dénommé Salah El Ouamer, ouvrier tunisien, s'affaire sur un chantier voisin. À 15 h 30, il remarque qu'un 4x4 « genre Volvo ou



LA VICTIME

GHISLAINE MARCHAL

A 65 ans, cette veuve fortunée, déjà divorcée, est décrite comme un personnage à la fois charmant et cassant, doté d'un caractère solide et volontaire. Elle avait confié à des proches craindre pour sa vie.

1. En février 1994, à Toulon, Latifa Raddad, la femme d'Omar, avec leurs fils, Youssef et Karim, alors âgés de 5 et 8 ans.

2. Les gendarmes s'apprêtent à transporter Omar sur les lieux du crime pour une reconstitution, le 18 février 1992.

3. La victime avait dessiné elle-même les plans de sa villa, la Chamade, construite dans un paradis pour milliardaires, le quartier Saint-Barthélémy, sur les hauteurs de Mougins.



Range Rover» se gare devant chez Ghislaine Marchal. Un homme blond, la trentaine, lunettes noires, en descend et sonne au portail. L'ouvrier entend « Qui est-là ? », lancé depuis la maison par une voix féminine. Ce témoin vient déposer à la gendarmerie. Il est en situation irrégulière et on lui fait comprendre qu'il doit quitter au plus vite le territoire, sous peine de s'exposer à des ennuis. Il s'exécute. Qui se trouvait chez la victime le 24 juin à 15 h 30, quatre heures avant l'arrivée des gendarmes ? Ce mystère ne fera l'objet d'aucune investigation. Ghislaine Marchal employait quasiment à plein-temps une femme de ménage, Liliane Ronceveau. Lors de son audition, elle charge Omar, et déclare que sa patronne lui avait donné congé les 23 et 24 juin. « Elle m'a dit qu'elle partait en voyage », ajoute-t-elle. Sa déposition s'arrête là. Le juge et la police ne se demandent pas pourquoi Mme Marchal lui aurait dit s'absenter de Mougin alors qu'elle a programmé deux déjeuners. Il n'y a pas d'enquête sur cette femme de ménage dont les fréquentations, on le verra plus tard, auraient peut-être éclairé cette affaire sous un jour différent.

Ainsi avance l'instruction. Plusieurs témoins s'offusqueront de ne pas avoir été entendus. Le rapport de synthèse remis à la chambre d'accusation d'Aix-en-Provence fera sourire plus d'un criminologue. Sur certains points, il s'arrange des auditions. Ainsi, la boulangère est devenue certaine de ne pas avoir vu Omar, alors qu'elle a déclaré ne pouvoir se prononcer. Idem pour les prostituées. Selon le juge Renard en personne, « le dossier ne se fonde pas sur des preuves matérielles, essentiellement sur le comportement d'Omar Raddad ». Ses amis et ses employeurs le décrivent comme un homme affable, doux, avenant et calme. Mais il déconcerte juge et gendarmes par son impassibilité. Son attitude, atypique et réfléchie, est interprétée comme « une feinte » ; ses deux grèves de la faim et sa tentative de suicide, comme « une stratégie ». C'est à l'évidence un introverti « maître de lui », qui a sûrement « une part d'ombre », estiment-ils. Extrait du rapport : « Lorsqu'il décide d'aller à la Chamade, c'est donc pour solliciter de l'argent à Mme Marchal. Son refus ne lui laisse pas d'autre alternative, il doit, pour repartir avec l'argent, tuer Mme Marchal. Cela confirme le mobile [...] ». Pour le juge – qui sera démis de ses fonctions quelques années plus tard par le procureur de la République, Eric de Montgolfier – et le major Cenci, le crime profite donc à Omar Raddad. Certes, il demandait souvent des avances à sa patronne. Mais on retrouvera 2000 francs en liquide et des bijoux en évidence à la Chamade. Seuls ont disparu des objets en étain sans valeur, le fameux coupe-papier et, surtout, 26 pages arrachées au journal intime de Ghislaine Marchal. Cela n'interroge pas les enquêteurs, qui ne se pencheront pas sur la vie privée de la victime. Ils ne s'intéresseront pas à son initiation éventuelle à la secte de l'Ordre du temple solaire, rumeur insistante à l'époque. Aucune commission rogatoire n'est réclamée en Suisse, où Ghislaine Marchal possédait des comptes. On détruira aussi une pellicule, trouvée chez elle, contenant 11 images. « Elles n'apportent aucun élément positif au dossier », note le rapport. En termes juridiques, il s'agit d'une destruction de scellés.

Le procès d'Omar Raddad s'ouvre le 24 janvier 1994 devant les assises des Alpes-Maritimes. Il dure onze jours. Ses deux précédents avocats ont été remplacés par M^e Jacques Vergès. Celui-ci refuse de porter plainte pour violation du Code de procédure pénale, comme souhaitaient le faire ses prédécesseurs, M^e Girard et Baudoux. En face de lui, pour la partie civile, M^e Henri Leclerc, vice-président de la Ligue des droits de l'homme, judicieusement choisi par le bâtonnier du Granrut, parent de la victime, comme caution antiraciste. Les débats sont parfois houleux. « Omar, debout ! » lance un jour le président de la cour, Armand Djian. « Omar a un nom », réagit M^e Vergès. Et lorsque, Latifa Raddad dépeint la gentillesse de son mari, le président lui demande : « L'est-il aussi lorsqu'il égorgé le mouton ? » A la barre, les témoins de la défense sont malmenés. Mme Pascal, la voisine de 80 ans, est harcelée durant deux heures. Elle ne se démonte pas, raconte même ce mystérieux coup de fil anonyme,

VINGT-SIX PAGES ONT ÉTÉ ARRACHÉES DU JOURNAL INTIME DE LA VICTIME

2

qu'elle a reçu le soir de la découverte du corps : « Il en a fait de belles, votre jardinier, et elle l'a écrit avec son sang. » Or, le meurtre n'est alors connu que des seuls gendarmes. « Une plaisanterie indiscrète », estimera la cour. Xavier Le Poivre, expert cité par M^e Vergès, déclarera, après son audition : « J'ai eu du mal à m'exprimer face à une machine orientée. » Les spécialistes graphologues ne sont maintenant plus certains qu'à 70 % de la concordance des écritures. « Deux tiers coupable, un tiers innocent », ironise l'avocat de l'accusé. Aucune prostituée ne comparaît. Les gendarmes affirment ne pas les avoir retrouvées alors qu'elles ont, si l'on ose dire, pignon sur rue. « Dès qu'une piste ne concerne pas Omar, on la ferme », lance M^e Vergès.

Il est, bien entendu, question de la scène de crime. Allongée sur le dos, peignoir retroussé, il est peu vraisemblable que Ghislaine Marchal ait rampé jusqu'à la porte pour écrire la fameuse phrase. Sinon, le vêtement recouvrirait son corps. Mais, à supposer qu'elle l'ait fait, où sont les traînées de sang au sol indiquant un mouvement ? Nulle part. Et sur ses ongles, si elle a tracé les lettres ? Inexistantes. On n'y a relevé que de la poussière. Aurait-elle été déplacée par un tiers ? Les débats ne tranchent pas. Blessée comme elle l'était, comment imaginer qu'elle puisse lever le bras et écrire ces lettres bien droites dans l'obscurité ? Et comment cette femme combative, admettrait-elle sa propre mort, en dénonçant Omar au passé composé ? « C'est son testament », rétorque le juge Renard. Enfin, pourquoi et comment, dans son état, a-t-elle pu s'enfermer à l'aide d'un système bricolé avec un lit pliant de 12 kilos, le chevron et une barre de fer, compromettant ainsi l'arrivée d'éventuels secours ? Mystère. D'autant que la cave était fermée à clé de l'extérieur. Quant aux yeux restés clairs, le président Djian osera : « Un miracle. » Ce dernier choisira volontairement le dernier jour du procès pour faire venir, dans le prétoire, les portes et leurs inscriptions sanguines. Les jurés les regardent comme des étendards accusateurs. Sous leurs yeux, la trace d'une main, des cheveux, presque l'ombre d'un visage, l'évidente agonie.

Le procureur requiert dix-sept à vingt ans de réclusion criminelle. Les délibérés durent six heures trente. Le 2 février 1994, à une voix de majorité, les jurés condamnent Omar Raddad à dix-huit ans de réclusion assortie de circonstances atténuantes inexplicables au regard de l'atrocité du crime. Elles témoignent sans doute d'une grande hésitation de leur part. « On a été travaillé au corps par le président », confiera l'un d'eux au magazine « VSD ». « Le doute, flagrant, n'a pas profité à l'accusé », s'insurge encore l'académicien Jean-Marie Rouart (voir encadré, p. 43). « Dans cette affaire, poursuit-il, la justice a perdu tous ses repères éthiques. La machine judiciaire ne voulait pas rendre sa proie. Plus qu'une erreur, c'est un complot. On a protégé un secret ! » Rouart se rend à Mougins en 1994 et retracera dans un livre ⁽³⁾ le déroulement minutieux des erreurs et manipulations qui menèrent à la condamnation d'Omar. Il parvient aussi à réunir, la même année, un comité de soutien. Des personnalités prestigieuses y adhèrent, dont les écrivains Jean d'Ormesson et Henri Troyat, Albin Chalandon, ancien garde des Sceaux, Sabine Mariette, alors présidente du syndicat de la magistrature et M^e Thierry Levy. En 1997, l'académicien organise un colloque à l'Institut de criminologie, à Paris. Pièce après pièce, l'instruction y est



L'AVOCAT

JACQUES VERGÈS

Il est choisi par le roi du Maroc, Hassan II, qui suit de près le dossier, pour défendre Raddad au procès qui s'ouvre en janvier 1994. Il plaidera avec modération pour ne pas effrayer les jurés.

1. Des pièces à conviction sous scellés sont présentées lors du procès devant les assises des Alpes-Maritimes, qui s'est ouvert le 24 janvier 1994.

2. Omar Raddad, assis dans le box des accusés, écoute les propos de M^e Vergès, son défenseur.



LA FEMME DE MÉNAGE

LILIANE RONCEVEAU

Employée de Ghislaine Marchal, cette femme aux relations douteuses charge Raddad et tient des propos contradictoires au juge et à son ami sur son emploi du temps le jour du meurtre.



Liliane Ronceveau avec Pablo,
son petit ami d'alors.

démontée par d'éminents experts. Et du livre de Jean-Marie Rouart sera tiré un film⁽⁴⁾ qui changera l'état d'esprit de l'opinion publique.

Jacques Vergès de son côté demande à Roger-Marc Moreau, patron de l'agence Criminalistes Consultants, d'investiguer dans la région. Ce dernier y passera presque trois ans, jusqu'en 1998. Une contre-enquête⁽⁵⁾ qui va dévoiler des éléments capitaux, ignorés lors du procès. Ainsi, la cave. Alors que les gendarmes ont certifié qu'il était impossible de reconstituer, depuis l'extérieur, le système supposément bricolé par Ghislaine Marchal, il y parviendra aisément. Il fait ensuite longuement parler la femme de ménage : « Un personnage prolix, volubile, qui donne mille détails sur tout, mais souvent se contredit. » Sa contre-enquête établit que Ghislaine Marchal la soupçonnait de vol. En 1995, le détective retrouve surtout Pablo, son compagnon à l'époque. « Je suis content que vous veniez me voir. Personne ne m'a interrogé. » Liliane, se souvient Pablo, lui dira, le dimanche 23 juin au matin, qu'elle part travailler chez Mme Marchal, contrairement à sa déposition. « Elle m'a menti, elle avait un amant. » Il s'agit d'un certain Pierrot, personnage violent, souvent ivre, déjà condamné pour meurtre. Les enquêteurs savaient-ils que ce Pierrot connaissait la Chamade, où il a déménagé des meubles, en 1991 ?

Le limier de M^e Vergès se rend au bar Le Sofra, fréquenté par Liliane Ronceveau. Le patron de l'estaminet lui confie que celle-ci avait des conciliabules fréquents et animés avec Pierrot. « Un jour, la veille d'ailleurs de son suicide, confie-t-il à Roger-Marc Moreau, Pierrot, soûl, s'est vanté d'avoir tué Mme Marchal. » Quelque temps après le crime, la femme de ménage s'offrit des bijoux, des soins esthétiques coûteux et acheta une automobile à sa fille. Face à Jean Ker, journaliste d'investigation à Paris Match, Liliane se souviendra subtilement du coupe-papier en argent : « J'ai oublié d'en parler aux gendarmes. Enfin... Un proche de la famille m'a demandé de ne pas l'évoquer. »

Moreau fait aussi parler Mimoun Barkani, l'ancien majordome des époux Marchal, resté dix ans à leur service. Mimoun est l'oncle d'Omar Raddad. C'est lui qui l'a présenté à Mme Marchal, après le décès de son mari. « J'ai appris la nouvelle du meurtre à la télévision, confie-t-il au reporter, alors que je portais un plateau dans le salon de mes nouveaux patrons. J'ai lâché le plateau en disant à voix haute : "Je sais qui a fait ça !" » Il raconte ensuite qu'un jour, il entendra Mme Marchal appeler au secours depuis son salon. « Je me suis précipité et elle m'a dit "Ce n'est rien" en se grattant le cou. A l'évidence, le proche, qui lui rendait visite ce jour-là, avait entrepris de l'étouffer. Cet homme est un chasseur. Il pratique cette tradition qui consiste à écrire sur les cartons avec le sang des animaux tués. Une fois, il a tenté d'écraser Mme Marchal avec sa voiture. Il avait avec elle des différends violents pour des questions d'argent. Il en demandait sans cesse. Mme Marchal m'a même dit un jour : "S'il m'arrive quelque chose, tu sauras qui c'est." Elle avait peur et souhaitait me reprendre à son service. » Les gendarmes diront à Mimoun Barkani : « Votre témoignage ne sera pas crédible, vous êtes l'oncle de l'accusé. » Et il n'y aura aucune investigation sérieuse sur ce proche. Le journaliste Jean Ker, lui, retrouvera cinq autres témoins à qui Ghislaine Marchal avait également confié craindre pour sa vie. Aucun ne figure au dossier d'instruction, aucun ne parlait d'Omar.

Fin 1995, le roi Hassan II, en voyage officiel en France, entretient le président de la République, Jacques Chirac, de cette « affaire personnelle ». En 1996 Omar Raddad est gracié. Il sort de prison le 4 septembre 1998, après plus de sept ans de détention. Depuis 2001, il passe ses jours à attendre une révision de son procès. Handicapé à 80 %, il ne travaille pas et n'est pas en grande forme. « J'ai été gracié, pas innocenté, dit-il. Dans ma tête, je suis toujours en prison. » ■

Arnaud Bizot

¹. « *Omar m'a tuer*, l'affaire Omar Raddad », documentaire de Karl Zéro et Chris Laffaille, réalisé en 2011. ². « *Omar l'a tuée* », de Georges Cenci, éd. L'Harmattan.

³. « *Omar, la construction d'un coupable* », de Jean-Marie Rouart, éd. de Fallois.

⁴. « *Omar m'a tuer* », film de Roschdy Zem, réalisé en 2011. ⁵. « *Omar Raddad, contre-enquête pour la révision d'un procès manipulé* », de Christophe Deloire et Roger-Marc Moreau, éd. Raymond Castells.

OMAR RADDAD

UNE TÉNÉBREUSE AFFAIRE

Paris, le 8 octobre 1998.
Son avocat, Jacques Vergès,
et Jean-Marie Rouart
entourent Omar Raddad, qui a
été libéré un mois plus tôt.



PAR JEAN-MARIE ROUART, DE L'ACADEMIE FRANÇAISE

L'ÉCRIVAIN
JEAN-MARIE ROUART
*Il a créé un comité de soutien
au jardinier marocain dès 1994.*



Voilà plus de vingt-cinq ans que l'affaire Omar Raddad suscite des interrogations. Rarement autant de livres, d'articles, d'émissions de télévision et même un film de Roschdy Zem, « Omar m'a tuer », ont remis en cause une condamnation. Des écrivains, des avocats, des juges, réclament depuis lors un nouveau procès. Il est inhabituel de voir l'opinion se passionner à ce point pour la cause d'un homme qu'elle juge injustement condamné.

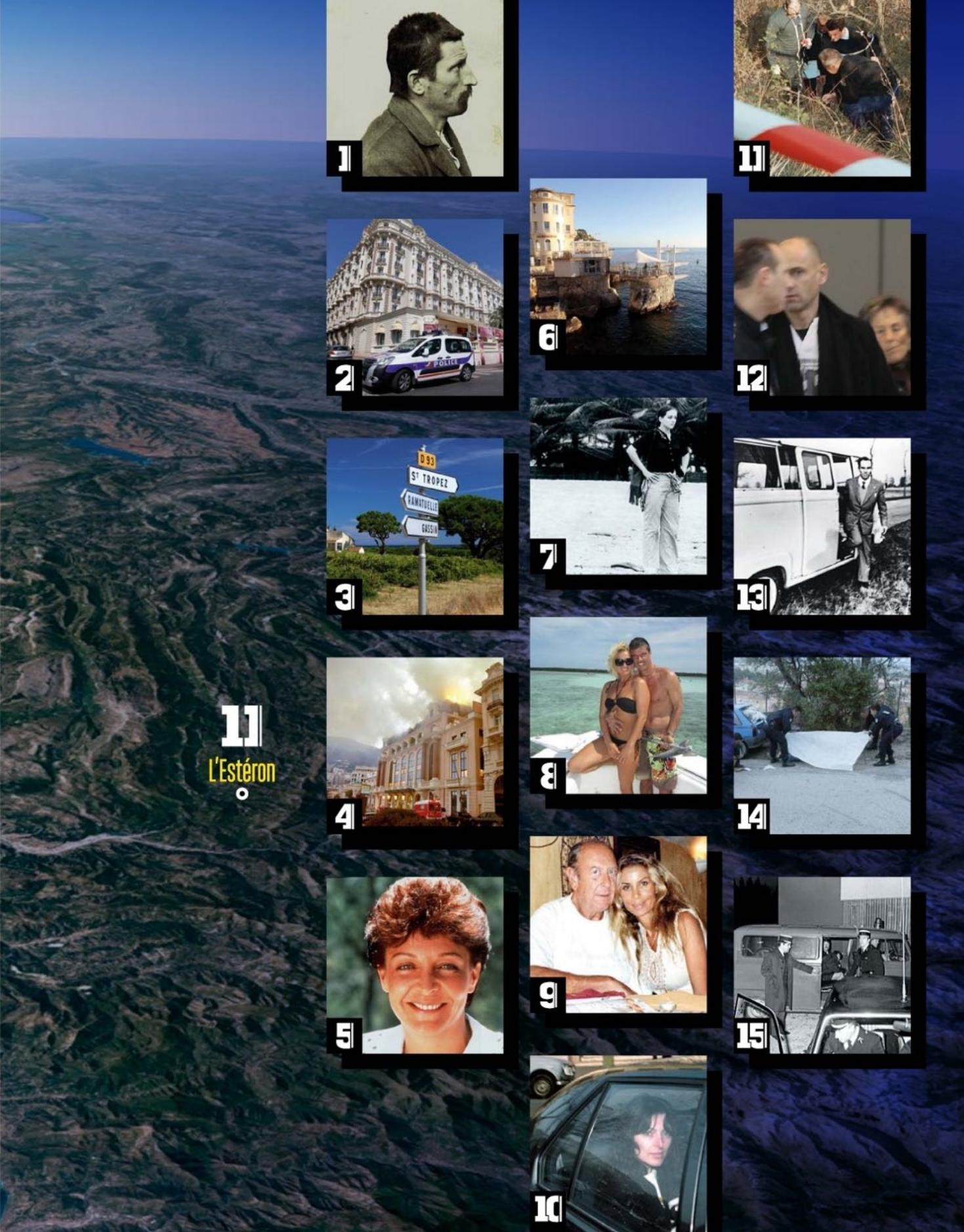
La justice, la Cour de révision de la Cour de cassation, n'avait pas jugé jusqu'alors qu'un fait nouveau ait été de nature à ouvrir un nouveau procès. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. À la suite des requêtes de M^e Sylvie Noachovitch, qui est maintenant l'avocate d'Omar Raddad, le procureur de Nice a fait procéder à une recherche d'ADN sur un chevron de bois, demeuré dans la cave de la propriété de Mme Marchal, la victime, et pouvant être considéré comme l'une des armes du crime. Cette recherche a fini par aboutir : non seulement l'ADN d'Omar Raddad n'apparaît pas, mais y figure l'ADN d'un homme classé au fichier de la grande délinquance. On pourra imaginer que, devant une telle découverte, la justice prenne enfin conscience de sa surdité devant les appels qui n'ont cessé de lui être adressés sur l'innocence d'Omar Raddad. Pourtant, depuis près d'un an, c'est le silence. Ni le procureur de Nice ni le ministère de la Justice ne réagissent. Les demandes de M^e Noachovitch sont laissées sans réponse.

On s'interroge. On ne peut s'empêcher, en effet, devant tant de mauvaise volonté, de se poser des questions : est-il vraiment si difficile pour les juges d'admettre qu'ils ont pu se tromper ? Ou bien est-ce la vérité qui menace de déranger ? De quoi a-t-on peur ? Il n'y a que la lumière d'un nouveau jugement qui écartera les doutes sur cette ténèbreuse affaire. D'autant plus ténèbreuse qu'on semble s'acharner, contre toute évidence, à ne pas vouloir percer son mystère. ■

[LES GRANDES AFFAIRES]
CÔTE D'AZUR
FAITS DIVERS
À LA CARTE

CES QUINZE HISTOIRES CRIMINELLES ONT MARQUÉ
LA RÉGION, DU DÉBUT DU XX^e SIÈCLE À NOS JOURS. CHACUNE
TRISTEMENT SINGULIÈRE, TOUTES EMBLÉMATIQUES.





1



11



2



6



12



3



7



13

11
L'Estéron
o

4



8



14



5



9



15



10



PAR POPELINE CHOLET

1 LE JACK L'EVENTREUR DU SUD

Pour la plupart, le nom d'Henri Vidal évoque le beau visage du partenaire à la vie et à l'écran de Michèle Morgan. Mais, en 1901, c'est un homonyme de l'acteur qui a fait trembler la France par de sordides méfaits. Comme Jack l'Eventreur hantant le quartier de Whitechapel, à Londres, cet assassin jette son dévolu sur des prostituées. Nice, Beaulieu, Marseille... Vidal sillonne la Côte d'Azur en train et, submergé de pulsions qui le dépassent, frappe à coups de couteau. Il blesse deux filles, en tue une autre ainsi qu'une jeune vendeuse de chaussures dans un wagon reliant Nice à Èze. Condamné à mort en 1902 par la cour d'assises des Alpes-Maritimes, il voit sa peine commuée l'année suivante. On l'envoie au bagne de Cayenne exécuter, à perpétuité, des travaux forcés. Il meurt en 1906, emporté par une maladie. Les psy d'aujourd'hui auraient sans doute fouillé dans son passé, mis au jour ses rapports difficiles avec sa mère... Son nom, lui, s'inscrit dans l'histoire comme celui d'un des premiers tueurs en série français.



2 FESTIVAL DE CASSE AU CARLTON

Le 28 juillet 2013, un homme surgit dans l'un des salons du Carlton, célèbre palace de Cannes. En quarante-cinq secondes à peine, il file à pied, emportant avec lui pour 103 millions d'euros de bijoux et bat le record du casse du siècle. Les trois vigiles présents sur les lieux n'ont pas eu le temps de réagir. Les employés qui étaient en train d'installer les joyaux dans les vitrines blindées pour l'exposition « Extraordinary Diamonds » sont médusés. La sécurité était-elle déficiente ? Pourquoi une porte-fenêtre était-elle restée ouverte ? Et pourquoi la police n'avait-elle pas été prévenue de la tenue de cet événement exceptionnel organisé par le joaillier Lev Leviev ? On murmure que des complicités internes ont permis le casse, on relève des anomalies au niveau de la sécurité, des assurances. Le public, lui, voit en l'habile cambrioleur, toujours pas été arrêté à ce jour, le digne héritier d'Arsène Lupin.



1. *Les coupures de presse de l'époque reconstituent les crimes commis en 1901 par Henri Vidal (photo p. 45), hôtelier d'Hyères.*

2. *Le 28 juillet 2013, les enquêteurs de la P.J. devant l'hôtel Carlton, à Cannes, où viennent d'être volés pour 100 millions d'euros de bijoux.*

3. *Barbara Coll était belle, elle aimait la fête, Saint-Tropez et les stupéfiants... jusqu'à ce qu'on la retrouve sans vie sur la route des plages, en août 1993 (photo p. 45).*

3 BARBARA COLL, SUR LA PLAGE ABANDONNÉE

Une bulle s'échappe de ses narines. Son visage masqué par une mèche brune est tourné vers la plage de Pampelonne où elle a disparu vers midi, deux jours plus tôt. De loin, à l'aube de ce samedi d'août 1993, au bord de la route reliant Saint-Tropez à Ramatuelle, on pourrait croire que la jeune femme dort. Ses vêtements sont pliés, ses bottines posées au sol. Les vigiles de la Lorada, propriété de Johnny Hallyday, absent cette nuit-là, qui l'ont découverte, la trouvent « belle » lui donnant « 30 ans à peine ». Elle en a 39, porte un nom d'héroïne, Barbara Coll, a les poumons remplis d'eau salée, et son sang contient un cocktail de drogues et d'alcool. Cette jeune Britannique, qui élève sa fille seule, a été un temps barmaid dans le petit port le plus célèbre du monde, avant de le fuir pour retrouver une vie plus saine. Cet été-là, elle est revenue, juste pour s'amuser... Une enquête pour meurtre est ouverte. Des noms de personnalités sont cités, on évoque des fêtes incroyables organisées dans des villas somptueuses, des trafics d'armes, des dealers. Ailleurs, l'histoire n'aurait pas fait autant de vagues...



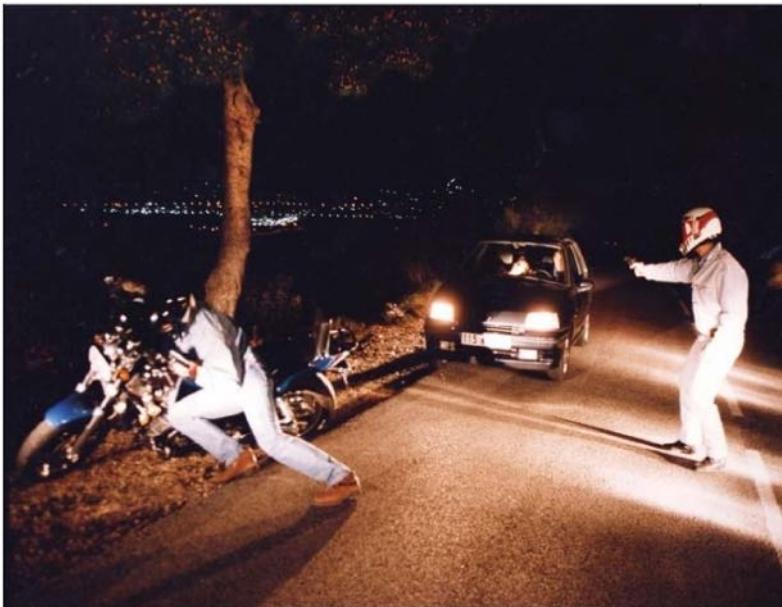
4

MORTEL INCENDIE À MONACO

C'est dans une mise en scène théâtrale qu'Edmond Safra, l'un des hommes les plus riches de Monaco, trouve la mort, la nuit du 3 décembre 1999. A côté de son corps, gît celui de Viviane Torrente, son infirmière.

Tout cela parce que Ted Maher a voulu passer pour un héros. A 44 ans, cet Américain, qui a connu un parcours professionnel tout aussi chaotique que sa vie sentimentale, vient d'entrer au service de Safra en tant qu'aide-soignant. Atteint de la maladie de Parkinson, le milliardaire syrien vit pratiquement reclus dans son appartement de 1000 mètres carrés, gardé comme une forteresse.

Maher échafaude un plan afin de se faire passer pour un sauveur aux yeux de son patron. Un soir, profitant de l'absence du chef de la sécurité, il simule un hold-up, déclenche un incendie et met Edmond Safra et Viviane Torrente à l'abri. Il prévient ensuite la police, mais n'a pas prévu que les flammes se propageraient si vite. Les secours mettront plus de trois heures pour atteindre la salle de bains dans laquelle se sont enfermés Edmond Safra et l'infirmière. On les retrouve morts, asphyxiés. Ted Maher finit par avouer sa responsabilité quarante-huit heures plus tard.



5

L'AFFAIRE YANN PIAT

Deux tueurs à moto. Six balles de calibre 38 dont deux mortelles. Un mode d'action digne de la mafia. Pour la première fois, ce 25 février 1994, sur la route du mont des Oiseaux à Hyères, une députée française est exécutée sur contrat. Il s'agit de Yann Piat, célèbre pour ses prises de position contre la collusion entre banditisme et politique dans le Var. A l'époque, on brûle les brasseries et on «fume» les gérants de clubs comme on allume des barbecues l'été. Filleule de Jean-Marie Le Pen, Yann Piat a troqué la bannière du FN contre celle de l'UDF. Sa permanence a été plastiquée et elle reçoit régulièrement des menaces de la part des gros bras de Jean-Louis Fargette, le parrain du Var. Celui-ci est abattu en 1993. A ses obsèques, une rumeur assassine se met à courir accusant à tort Yann Piat.

Les exécuteurs de cette dernière seront identifiés et condamnés : six jeunes loups du banditisme emmenés par Gérard Finale, tenancier d'une brasserie à Hyères. Finale se serait senti pousser des ailes pour remplacer le défunt caïd et Yann Piat aurait constitué un obstacle. Un crime de sang pour asseoir une suprématie criminelle sur la région. Et s'ils avaient plutôt agi sur ordre d'un parrain plus puissant ou d'un rival politique de la députée ? On ne sait toujours pas.

4. Ted Maher a été condamné à dix ans prison pour avoir provoqué l'incendie (photo p. 45) dans lequel ont péri Edmond Safra et son infirmière.

5. Paris Match a reconstitué l'assassinat de la députée varoise Yann Piat (photo p. 45) par deux tueurs à moto le 25 février 1994.

PAR MARGAUX ROLLAND



6 JACQUELINE VEYRAC OU LE RAPT RATÉ DE L'HÉRITIÈRE

Un pied nickelé en guise de ravisseur, une Renault Kangoo comme planque et une millionnaire niçoise... le combo parfait pour un rapt raté, attribué à Giuseppe Serena, chef étoilé et commanditaire de l'enlèvement de Jacqueline Veyrac, en octobre 2016.

Bâillonnée, les yeux bandés, la riche héritière, gérante du légendaire Grand Hôtel de Cannes, va végéter quarante-huit heures sur un matelas miteux au fond d'une fourgonnette blanche avant de parvenir à se libérer. Deux jours au cours desquels elle croise pêle-mêle des petits brigands, un ancien paparazzi et un ex-soldat britannique. Le casting est varié ! Le scénario rocambolesque a commencé à s'écrire quelques années plus tôt.

A l'époque, Giuseppe, installé à Nice, gère La Réserve, un restaurant en bord de mer appartenant à la famille Veyrac. En 2009 l'affaire est mise en liquidation et le chef en aurait conçu une forte rancoeur. Avec la rançon qu'il est soupçonné d'avoir voulu soutirer à Jacqueline Veyrac en l'enlevant, Serena souhaitait honorer ses dettes. En attente de son jugement, lui et ses six hommes de main encourent la réclusion criminelle à perpétuité.

7

QUI A TUÉ AGNÈS LE ROUX ?

Amour, argent, manipulation... Tous les ingrédients sont réunis pour une énigme digne d'un épisode de la série « Dallas ». Et cette affaire donne lieu à l'un des plus extraordinaires feuilletons judiciaires du XX^e siècle. A la Toussaint 1977, en pleine guerre des casinos niçois, Agnès Le Roux, héritière du Palais de la Méditerranée, disparaît à bord d'une Range Rover blanche. Son corps et sa voiture ne seront jamais retrouvés. Renée Le Roux accuse aussitôt l'amant de sa fille, Maurice Agnelet, avocat à la réputation sulfureuse. Pour comprendre, il faut remonter quelques mois en arrière. Agnès, belle brune fortunée et un brin suicidaire trahit sa famille par amour pour Agnelet chargé de la séduire. Elle vend ses parts du casino familial au concurrent direct, Jean-Dominique Fratoni, patron du Ruhl à Nice. Amoureuse naïve, elle transfère, le 30 juin, le fruit de la vente, soit 2 millions de francs, sur un compte commun qu'elle partage avec son cher et tendre. Erreur fatale... Quatre mois plus tard, la jeune femme se volatilise. Le clap de fin de cette histoire sans cadavre ni témoin intervient trente ans plus tard, en 2014, quand Maurice Agnelet, jamais passé aux aveux, est finalement condamné à vingt ans de réclusion.



8

LE FLIC, LA RUSSE, LE YACHT...

Le rosé de Provence coule à flots sur la terrasse ensoleillée de l'Eden Plage, un restaurant proche du Cap-d'Ail. En ce dimanche du mois de juin 2013, André Muhlberger, quinquagénaire au physique de play-boy, rejoint à la nage le « Joïka », le yacht d'un de ses amis russes. Il a pour habitude de se pavanner au bras de sa dernière conquête, une pulpeuse trentenaire biélorusse. Mais, pour une fois, sa carrure et sa taille n'attireront pas l'attention.

L'ex-grand flic, qui a dirigé pendant six ans la police monégasque, est broyé sans témoin par les hélices d'un bateau. Son corps flotte sur les vagues, deux grosses entailles sur le crâne, une jambe sectionnée. Accident ou assassinat ? La réputation de la victime alimente toutes les rumeurs... Il sera question d'un mystérieux hors-bord qui l'aurait sciemment percuté puis d'un commando d'hommes de main à la solde de mafieux venus de l'Est. Pour ses détracteurs, celui que l'on surnommait « la Mule » sur le Rocher s'est laissé griser par une certaine dolce vita locale, à en perdre la tête. Pourtant, c'est la thèse de l'accident qui est retenue.

6. Jacqueline Veyrac, la discrète propriétaire du Grand Hôtel de Cannes (photo p. 45), a été enlevée en pleine rue, à Nice, le 24 octobre 2016.

7. Maurice Agnelet est condamné en 2014 pour le meurtre d'Agnès Le Roux (photo p. 45), dont on n'a jamais retrouvé le corps.

8. Le cadavre d'André Muhlberger (photo p. 45), est repêché au large du Cap-d'Ail.

9

LORD ANTHONY ASHLEY-COOPER, JUSQU'AU BOUT DE LA NUIT

Lord Anthony Ashley-Cooper, 66 ans, comte de Shaftesbury, dixième du nom, aime les douces nuits de la Côte d'Azur. Et aussi les femmes à l'écoute. La jeune Jamila Ben M'Barek ne se le fait pas dire deux fois. Celle qui se rêvait princesse des « Mille et Une Nuits » est « promue » Lady Shaftesbury en 2002. Mais leur mariage ne dure pas. Le flamboyant millionnaire a deux visages : le jour, il excelle dans son rôle de parfait gentleman, la nuit, il renoue avec ses démons. La fête, les filles légères, l'alcool...

Le 4 novembre 2004, installé dans une chambre du Hilton, à Cannes, il vide le minibar avant de partir pour une de ces virées dont il a le secret. On ne le reverra pas vivant. La fortune du riche jet-setteur, ses tendances dépressives font de lui une proie idéale. Sa dépouille est retrouvée cinq mois plus tard dans un vallon à Théoules-sur-Mer. Très vite les soupçons se portent sur Jamila. Un mobile est avancé : l'argent ! Avec Mohamed, son frère, la jolie trentenaire a mis au point un guet-apens qu'elle tente de faire passer pour une « bagarre d'ivrognes ». Verdict : vingt ans de réclusion.



9. Lord Anthony Ashley Cooper (photo p. 45) avec Jamila, son épouse, qui sera condamnée à perpétuité pour avoir prémedité son assassinat.

10. Hélène Renaux, considérée comme « la taupe » dans l'affaire du hold-up de la Banque de France, arrive au palais de justice de Toulon, en 1993.

10

TOULON : LE CASSE DES AMANTS TERRIBLES

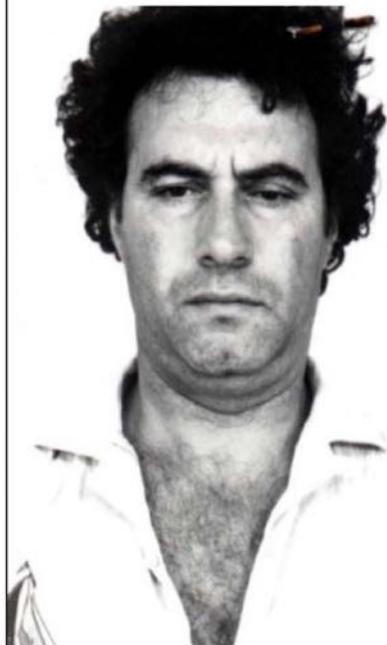
C'était un coup de maître avec un butin de 160 millions de francs dont 5 millions seulement seront récupérés. Par amour pour Jean-Claude Lopiccolo – Gino pour les intimes – un petit truand, la belle Hélène, employée modèle de la Banque de France de Toulon, livre les plans de la salle des coffres. Les deux amants, qui rêvent d'en finir avec leur vie ordinaire, échafaudent leurs projets d'avenir à l'ombre des platanes avec Marc Armando, cerveau présumé de l'opération. Plans des bâtiments, système de sécurité, procédures d'ouverture des coffres : le moindre détail est étudié. Le jour J, le 16 décembre 1992, une équipe de deux personnes se faisant passer pour des livreurs de champagne piège un gardien de la banque, le prenant en otage pour pouvoir pénétrer dans l'immeuble. Une dizaine de braqueurs se glissent dans le bâtiment avant de repartir avec 4 mètres cubes de billets de 100 francs. Les tuyaux d'Hélène étaient béton. Deux mois plus tard, à force de fuites et de bavardages, le commando tombe dans les filets de la police. Gino et Hélène sont aujourd'hui libres, mariés et partagent leur vie entre Toulon et le Brésil.

PAR CAROLINE PETIT

11 | LE TRIPLE MEURTRE DE L'ESTÉRON

Six bras, six jambes, trois bustes éviscérés. Un véritable puzzle humain... Voilà ce qu'un agent de la DDE découvre le 18 mars 1999 dans la vallée de l'Estéron. L'affaire est non résolue à ce jour, bien que les restes macabres soient identifiés. Il s'agit de Francis Ben Mokhtar, trafiquant de drogue de notoriété internationale, de sa compagne et de leur garde du corps, tués par balle avant d'être démembrés.

L'autopsie révèle qu'ils ont avalé et digéré le même ultime repas. Un dîner servi par leur ami Michel Pinneteau, fromager à Juan-les-Pins, qui est très vite suspecté. Parce qu'il savait que Ben Mokhtar cachait son cash dans une glacière jamais retrouvée. Parce qu'il manie les couteaux avec dextérité et que les enquêteurs le désignent comme détenteur de l'arme du crime. De nombreux indices l'accablent, mais son avocat, le ténor du barreau Eric Dupond-Moretti, jouant sur la frêle carrière de l'accusé, obtient son acquittement.



12 | LES « BOUCHERS » DE NICE

Un meurtre sans cadavre n'est pas pour autant un crime parfait. En 1998, à l'ombre de la promenade des Anglais, un trio machiavélique opère : Rosso, dit « le penseur », Onfray, « l'exécutant », et Alexandra, « la caution morale ». Abusée sexuellement par son beau-père depuis qu'elle a 13 ans, cette dernière s'en est ouverte à Rosso, son compagnon d'alors. Fou de rage, il propose de l'éliminer. Onfray, une connaissance un peu fragile, est chargée de se débarrasser de la victime, Michel Renard. Le corps est réduit en purée au mixer avec tant de minutie qu'on ne le retrouvera jamais.

Pour mieux s'innocenter, Alexandra signale la disparition de son beau-père. L'enquête piétine, jusqu'au jour où, onze ans plus tard, depuis la prison où, de larcins en braquages, il multiplie les séjours, Rosso, pris de remords, avoue tout, accablant Onfray. Les deux hommes sont condamnés à trente et vingt-huit ans de réclusion criminelle, Alexandra à cinq ans avec sursis.

13 | LA CÔTE A SON LANDRU

La couverture est parfaite, le plan l'est moins. Jean-Baptiste Navarro, 47 ans, use de sa profession de courtier en immobilier à Mougins et Antibes pour se rapprocher de riches veuves et assouvir sa cupidité. Élegant, charmant, il passe pour l'homme de confiance idéal auprès de ces retraitées fortunées. Il ne l'est pas. Ses manigances consistent à vendre les luxueuses maisons de ses clientes, à empocher l'argent puis à les éliminer en faisant passer leur mort pour accidentelle. Deux femmes succombent à ses violences, avant qu'il ne tombe à son tour dans la nasse. Aveuglé par l'appât du gain, il se croit intouchable et ne voit pas la menace qui le guette. En 1967, c'est sa maîtresse qui le dénonce.



11. Michel Pinneteau, soupçonné d'un triple homicide dans la vallée de l'Estéron (photo p. 45), est acquitté grâce au talent de son avocat.

12. Luc Onfray est accusé d'avoir tué Michel Renard, puis broyé son corps, en 1998.

13. Derrière sa façade de courtier digne de confiance, le quadragénaire, Jean-Baptiste Navarro cachait un meurtrier motivé par le seul appât du gain, qui s'en prenait à de riches veuves.



14 ALBERT, LE SANGLIER DES MAURES

Pour Albert Millet, aimer c'est tuer. Il est fou. Fou d'amour et le crime passionnel lui colle à la peau. Fernande, Gisèle, Chantal... Elles ont été ses amoureuses. Leur erreur? S'être lassées. Leur châtiment? La mort. A Hyères, de 1954 à 2007, celui que l'on surnomme « le sanglier des Maures » parce qu'il a la peau dure a vécu de liaisons sentimentales, de meurtres et de prison. Tueur en série au destin hors norme, « Albert le fou » passera quarante-cinq années de sa vie derrière les barreaux.

Il tue une première fois, en 1954, la tante de Paulette, qui s'oppose à leur passion : vingt ans de réclusion. En 1979, il assassine Fernande qui vient de l'éconduire après six ans de romance : vingt-deux ans. En 2001, il rencontre Gisèle. Il y croit, elle le quitte. Alors il tente de la tuer elle aussi : sept ans de prison... En 2007, le voilà sous le charme de sa voisine, Chantal. Mais sa jalousie maladive l'emporte. Il abat un de leurs amis et la blesse grièvement. Cette fois-ci, il ne sera pas jugé. Son existence s'achève comme elle a commencé, dans un bain de sang : il se suicide à 78 ans.

14. Le 19 novembre 2007, rue Neuve, à Hyères, on évacue le corps de Christian Fernandez, la dernière victime du « sanglier » Albert Millet.

15. Juin 1983, Tommy Recco attend le verdict aux assises de Draguignan. Arrêté en 1980, son affaire était instruite par le parquet de Toulon (photo p. 45).

15 PERPÈTE POUR GERONIMO

Quand les foudres divines s'acharnent sur une famille corse... Sur les onze enfants Recco, quatre vont mourir, un finira en prison pour double meurtre tandis qu'un autre, Joseph-Thomas, dit Tommy, se révèle un redoutable tueur en série... Sept personnes vont périr de ses mains, dont une fillette.

En 1960, Tommy fracasse le crâne de son parrain après un coup de sang ; il est condamné à mort, peine commuée en réclusion criminelle à perpétuité puis gracié par le général de Gaulle. C'est son premier crime. À sa sortie, en 1977, l'appât du gain le pousse à récidiver. Il exécute d'une balle dans la tête chacune des trois caissières d'un centre commercial de Béziers pour braquer la salle des coffres. Il n'est alors pas soupçonné. Un mois plus tard, il tue un habitant de Carqueiranne avec lequel il a un différend, la fille de celui-ci, âgée de 11 ans, ainsi qu'un voisin venu à leur rescoussie. Il sera finalement jugé à Draguignan en 1983 pour ces deux triples meurtres lors d'un procès théâtral dont il se fait le héros. Se clamant « innocent comme le Christ », celui que l'on surnomme le « diabolique Geronimo » en raison de sa longue chevelure noire est condamné à perpétuité.

A 83 ans, le sanguinaire Tommy Recco est le plus vieux détenu français. Il est incarcéré depuis maintenant trente-quatre ans.



La police technique et scientifique inspecte le monospace criblé d'impacts de balles dans lequel se trouvaient Hélène et son chauffeur.

A. dr. : l'héritière monégasque en compagnie de son fils, Gildo, le 30 novembre 1999, lors du Business Angel Forum de Monaco.



[AFFAIRE PASTOR]

UN SCÉNARIO EN

HÔPITAL L'ARCHET DE NICE, MARDI 6 MAI 2014, 19 H 10. UN HOMME FAIT FEU SU



BÉTON

UR LA VOITURE DE LA MILLIARDIÈRE HÉLÈNE PASTOR



PAR CAROLINE MANGEZ

Dehors, il fait un soleil de plomb. A l'intérieur de la petite chapelle du cimetière de Monaco, l'atmosphère est glaciale. Ce matin du 28 mai 2014, on enterrer avec discrétion Hélène Pastor, 77 ans, abattue trois semaines auparavant à Nice. Les héritiers du plus colossal empire immobilier de la principauté se dévisagent en silence. Ils constituent la «deuxième famille princière» du Rocher, selon un adage local qu'ils réfutent, soucieux de rester à leur place. Se retrouver sous les feux de l'actualité à cause du meurtre de «tante Hélène» les mortifie. Au premier rang, Gildo, son fils, en fauteuil roulant, entouré de son épouse, de leurs enfants et de son père, Claude Pallanca, reste impassible. Pas un regard, pas un mot ne sont échangés avec sa sœur aînée, Sylvia, qui se tient pourtant derrière lui avec son mari, Wojciech Janowski. Pour ce dernier, la défunte, réputée dure et sévère, n'éprouvait que du mépris.

Alors qu'elle gisait blessée mais encore consciente dans sa chambre de l'hôpital niçois Saint-Roch, elle avait refusé sa visite. «Dès qu'elle a aperçu le mari de Sylvia au seuil de sa porte, Mme Pastor l'a sommé de quitter la pièce», se souvient une infirmière. Pourtant, Hélène Pastor aussi a aimé *(Suite page 55)*



ILS INCARNAIENT LE RÊVE MONÉGASQUE

L'élégance des années 1970... Victor Pastor, frère d'Hélène, en compagnie de la princesse Grace, au pied de l'immeuble Schuykill, bâti par la famille. C'est là que vivaient la victime ainsi que son beau-fils.

en son temps un roturier polonais, un serveur, rencontré lors d'un cocktail donné par Aristote Onassis. Elle avait tout juste 18 ans. Pas plus que le prince Rainier n'appréciera plus tard l'idylle de sa benjamine, Stéphanie, avec son garde du corps Daniel Druet, Gildo, le père d'Hélène, ne tolère ce coup de foudre. Issu d'une lignée de modestes maçons italiens, Gildo est un paterfamilias qui achève de bâtir le rêve monégasque de Rainier, l'extension de la principauté sur la mer, et fait ainsi la fortune de sa famille. Il souhaite pour sa fille unique un beau mariage, digne d'un roman d'Edith Wharton.

Hélène fugue. On la croit à l'étranger, elle se cache en fait avec son amoureux dans un appartement près de Monaco. Ils se marient en secret. Elle tombe enceinte. Bientôt, le serveur polonais, accusé de « petits trafics », est interpellé. Puis il disparaît. Entretemps, Sylvia Ratkowski-Pastor est née. Unique preuve de cette passion, celle que l'on surnomme affectueusement « Sissi » porte le nom d'un père dont jamais plus on n'entendra parler. Hélène rentre dans le rang en épousant Claude Pallanca, un dentiste monégasque réputé, « bien sous tout rapport ». Avec lui, elle aura un fils, Gildo. « Mais elle n'a jamais oublié son premier amour », confie un proche du clan. A lui, comme à d'autres quasi-inconnus rencontrés par hasard, Hélène, fragile et solitaire, confie qu'elle a « porté le deuil » de cet homme pendant huit ans. Sa disparition subite lui laisse le sentiment que son premier époux est mort. Mais elle n'évoque le sujet qu'à l'extérieur de son cercle familial.

Ceux qui ont connu Hélène le savent : tout l'agace chez Wojciech Janowski, cet autre Polonais sans fortune dont s'éprend Sylvia après l'échec de son mariage avec un fils d'industriel de Turin, beaucoup plus au goût de la famille. Gildo, le patriarche, s'est éteint depuis longtemps, mais l'esprit italien des Pastor lui a survécu. Et Hélène, qui l'a pourtant subi, cultive à son tour ce mode de pensée. Elle voit d'un mauvais œil sa fille reproduire son propre parcours sentimental. Et, en dépit de la naissance d'une petite-fille, Lara, en 1996, Wojciech, dont la présence la renvoie à son amour interdit, ne trouvera jamais grâce aux yeux de l'héritière. Elle ne supporte pas que ce type en quête de reconnaissance

sociale, rondouillard et mielleux, jusqu'à friser l'obséquiosité, se prétende son gendre. Janowski a beau se donner des allures de notable respectable dans ses manteaux-redingotes qu'il affectionne, jouer les charmeurs dans les soirées du Tout-Monaco, en faire des tonnes sur ce titre de consul honoraire de Pologne acquis en 2007, rien n'y fait. Pour le clan, il reste et demeure une pièce rapportée qui vit aux crochets de Sissi. Reçu à la cour, au palais, il dupe son monde. Pas les Pastor.

Né le 15 août 1949 dans une famille ruinée par la guerre, Wojciech Janowski s'installe à Londres au début des années 1970. Il prétendra avoir obtenu un diplôme en économie à Cambridge sans jamais pouvoir en fournir la preuve. On sait, en revanche, qu'il est croupier à Monte-Carlo, lorsqu'il rencontre Sylvia, à la fin des années 1980. Même si elle tient serrés les cordons de la bourse, Hélène assure au couple un train de vie pharaonique. Il s'installe à l'avant-dernier étage du Schuykill, l'un des immeubles de la famille. Hélène veille au grain depuis le penthouse qu'elle occupe, juste au-dessus. Chaque mois, elle remet à ses enfants, en guise de salaire, un chèque de 500 000 euros.

LE GENDRE EST ARRÊTÉ APRÈS SIX SEMAINES D'ENQUÊTE

Elle appelle ça, « une chouquette ». Studieuse et sérieuse, Sissi travaille dans l'ombre de sa mère à la gestion des immeubles dont celle-ci a hérité en 1990 : six gratte-ciel prestigieux et quelque 90 000 mètres carrés de bureaux. Un patrimoine estimé au bas mot à 12 milliards d'euros, rapportant 22 millions d'euros de loyers par an.

Wojciech, pour ne pas avoir l'air oisif sans doute, crée des sociétés, jamais florissantes et largement financées par sa femme. Sur les quelque 6 millions d'euros de rente annuelle qu'Hélène Pastor verse à sa fille, 80 % seraient partis directement sur les comptes de Wojciech. En 2011, l'envie lui prend de se lancer dans le pétrole. Par le biais de Hudson Oil, société canadienne spécialisée dans la prise de participations dans le secteur de l'énergie, il rachète une raffinerie polonaise. Elle ne redémarrera jamais. À la même époque, Sylvia apprend qu'elle est atteinte d'un cancer du sein. Réalise-t-il qu'il se trouvera démunis s'il devait arriver malheur à son épouse ? Janowski confie à Pascal Dauriac, leur coach sportif, son désespoir de voir Sylvia « harcelée » par sa mère. A demi-mot, il la rend responsable de

la maladie de Sissi. Généreux avec Dauriac, il lui prête une Twingo, lui offre des vacances et des cadeaux. Ce dernier déclarera, en garde à vue, avoir supervisé le recrutement de l'équipe de bras cassés chargée de supprimer Hélène Pastor. Montant du contrat : 140 000 euros. Peu de chose, comparé à la fortune de leur cible.

Le 6 mai 2014, Sylvia, qui se rend chaque jour avec sa mère au chevet de son demi-frère Gildo, évoque un empêchement pour ne pas l'accompagner. Hélène part donc seule de Monaco, dans un monospace Lancia Voyager aux vitres teintées conduit par Mohamed Darwich, 64 ans, dévoué chauffeur et majordome. Des témoins diront avoir aperçu celui-ci, vêtu de sa veste galonnée, se dégourdir les jambes pendant plus de deux heures, sur le parking de l'hôpital l'Archet, à Nice. Aux environs de 19 heures, on le voit encore ouvrir la porte avant droite à sa patronne. A l'arrière, Belle, une chienne berger des Pyrénées, aboie, heureuse de revoir sa maîtresse. Le monospace démarre. Sur le trottoir d'en face, un homme aux aguets fait signe à un complice. Le guet-apens est en place. A 19 h 10, le véhicule franchit le portail de l'hôpital pour s'engager au pas sur la route de Saint-Antoine-de-Ginestière, en direction de la promenade des Anglais. Le visage en partie caché par une casquette sur laquelle est inscrit « Monaco », le deuxième homme sort un fusil à canon scié, bondit sur la voiture puis fait feu à deux reprises côté passager. Les munitions font exploser la vitre, Hélène Pastor est touchée au visage et au cou, son chauffeur, au thorax et à l'abdomen. Très grièvement blessés, ils décéderont tous les deux.

Grâce à des témoignages et à l'exploitation des images de caméras de surveillance, la P.J. de Marseille, chargée de l'enquête, remonte très vite un certain nombre de pistes. Plus de 3 millions d'appels téléphoniques sont analysés. Le 23 juin 2014, au terme de six semaines de recherches dont certaines portent sur les finances de l'entourage, une vingtaine de personnes sont interpellées, parmi lesquelles Sylvia et Wojciech Janowski. En garde à vue ce gendre loin d'être idéal passe rapidement aux aveux. Il avance, comme mobile, avoir voulu protéger « Sissi » de la tyrannie dévastatrice de sa mère. Puis il se rétracte, prétendant avoir menti pour innocenter sa femme sur laquelle planent de lourds soupçons, ou encore expliquant avoir mal compris le sens du mot « commanditaire ». Au final, il charge le coach sportif, l'accusant d'avoir tout fomenté.

Depuis, Wojciech Janowski est incarcéré aux Baumettes, à Marseille, où il attend son procès prévu début 2018. Nul ne sait ce qu'il plaidera lorsqu'il prendra place dans le box des accusés. Sylvia, elle, comparaîtra à ses côtés pour avoir livré un faux témoignage dans le but de le blanchir. Il n'est pas certain que le reste du clan Pastor se précipite pour assister à cet épilogue, sombre et pathétique. ■

Caroline Mangez

[DIABOLIQUE]



TRES CHERS ROBERT

PATRICIA DAGORN

L'EMPOISONNEUSE AVAIT
UNE PRÉDILECTION POUR LES VEUFS
AU PRÉNOM DÉSUET

PAR PAULINE DELASSUS

Tany [LE BEAU GOSSE] Zampa

PAR JEAN-MICHEL CARADEC'H

La décrépitude d'un parrain

Avec son clan, il a régné sur Marseille pendant près de vingt ans : meurtres, boîtes, filles, stup, rackets... Féroce et habile, il incarnait une aristocratie de la pègre. Sa route est jalonnée de cadavres, mais sur le Vieux-Port, on pardonne tout au voyou à la belle gueule



A g.: Avec un flic après l'audition,
retour penaud en cellule.

A dr.: Gaëtan, jeune. A 20 ans, il n'imaginait pas
finir ses jours au fond du trou.

Tany Zampa

Lorsque les gardiens le ramènent dans sa cellule à 18 heures, ce 23 juillet 1984, l'homme a les yeux hagards, le visage mangé de tics et le dos voûté comme celui d'un vieillard. A 51 ans, «Tany» Zampa n'a plus rien à voir avec le flamboyant voyou qui, huit mois auparavant, négociait sa reddition avec les policiers de la brigade de répression du banditisme (BRB) venus l'appréhender dans un bungalow de Fos-sur-Mer. «M'arrêter un dimanche. Là, vous me surprenez!» avait-il plastronné devant les fonctionnaires.

Après cinq jours d'audience devant la 6^e chambre correctionnelle de Marseille – transformée pour l'occasion en Fort Chabrol –, il n'est plus que l'ombre de lui-même : recroquevillé dans son box, sa figure émaciée à la Buster Keaton n'apparaît que lorsqu'il répond laconiquement aux questions du président Albertini. Le «Grand» – il mesure 1,90 mètre – en a pris un coup, physiquement et psychiquement. Il déconne. Dès son incarcération, il se plaint de violents maux de tête, prétend entendre des voix, accuse les tuyauteries de lui transmettre des messages de mort et hurle qu'on veut l'assassiner. Il écrit au directeur de la prison pour qu'on le change de cellule, sous prétexte que la sienne – qui donne sur la rue – va être la cible d'une attaque à la roquette depuis l'immeuble d'en face. Ses avocats demandent bientôt une expertise psychiatrique : les médecins ne décèlent qu'une simple altération névrotique due à une fixation. Zampa affirme qu'il s'est livré – après une longue cavale – contre la promesse que sa femme, Christiane, ne serait pas inquiétée. Et elle est là dans le box, à ses côtés, comme son avocat et d'autres complices dans une affaire financière, où la découverte de comptes truqués, de bilans



Ambitieux,
le gamin de la Cayolle
veut s'imposer
parmi les «grands».

maquillés et de reconnaissances de dettes a mis au jour une partie de l'empire clandestin du caïd marseillais. «Tany est tombé fada», ricane-t-on sur le Vieux-Port. «Il simule», prétendent les plus marioles.

Le jour de l'ouverture du procès, Zampa en rajoute une couche : il se jette tête la première contre un pilier du palais de justice de Marseille. Bilan : une grosse bosse, mais le gendarme auquel il était menotté a une épaule luxée et quinze jours d'arrêt de travail. Le soir même, il récidive en tentant de s'ouvrir les veines avec un petit canif émoussé. Une simple estafilade, mais qui émeut la chancellerie. L'administration pénitentiaire décide de le faire surveiller en permanence, en plaçant dans sa cellule un autre détenu, Marc-Robert Schandeler dit «Bob», un ancien videur du Krypton, une boîte de nuit aixoise, fleuron de l'empire Zampa. Sa mission : réconforter son ancien patron et l'empêcher de se donner la mort. Une tâche que Schandeler ne va pas remplir avec toute la vigilance souhaitée... Ce soir-là, une demi-heure après que Gaëtan a réintégré sa cellule, le gros bras se met à tambouriner à la porte : «Au secours ! Venez vite, Tany vient de se pendre !» On trouve le «Grand» suspendu à une corde à sauter fixée à un tuyau de chauffage, les pieds encore coincés dans le radiateur. Zampa est inanimé et son visage bleuit : il a le larynx enfoncé. Un interne accouru en toute hâte tente une trachéotomie improvisée. Trop tard. Zampa n'est pas mort, mais l'étranglement a détruit ses cellules nerveuses, et c'est un légume que le Samu emmène à l'hôpital.

Que s'est-il passé au cours de cette demi-heure ? Bob prétend qu'il lisait un livre sur son lit et qu'il somnolait lorsqu'il a été alerté par les râles de son codétenu. Il n'a

«rien vu, rien entendu» des préparatifs de Zampa qui, de surcroît, lui a chipé sa corde à sauter. On se demande d'ailleurs pourquoi elle est restée dans la cellule d'un détenu avec des tendances suicidaires ! Bob a-t-il laissé son ex-patron faire une nouvelle tentative ? Mystère. L'ancien videur sera abattu quelque temps après sa remise en liberté, le 21 décembre 1989, à Montpellier, où il s'était mis au vert. Le seul témoin des derniers moments lucides de Zampa emportera son secret dans la tombe.

Lors de la reprise des débats au palais de justice le lendemain de la tentative de suicide, le président accorde à la – presque – veuve, Christiane, la liberté provisoire que Gaëtan réclamait pour elle depuis des mois.

Après avoir grandi et vécu comme un loup solitaire, Gaëtan Zampa meurt sans gloire, le 16 août 1984, après une longue agonie, à l'hôpital Salvator de Marseille. Les circonstances de son décès ajoutent un chapitre de plus aux énigmes sanglantes qui ont accompagné l'existence du dernier des grands caïds du milieu marseillais.

La vie de Gaëtan Zampa débute comme un conte de mauvaises fées, tant elles sont nombreuses à se pencher sur son berceau. Il voit le jour le 18 mars 1933. Son père, Mathieu, d'origine napolitaine, est un voyou marseillais qui a démarré sa «carrière» avant guerre, sous Carbone et Spirito, pour se mettre ensuite sous la tutelle des frères Guérini. Propriétaire du bar La Ruche, il est spécialisé dans le «trafic des Blanches» vers l'outre-mer. Sa mère, Lucia, est native des Pouilles, haut lieu des mafias italiennes. Le mois de mars étant un mois maléfique, on attend le 1^{er} avril pour déclarer le petit Gaetano à la mairie. Il grandit à la Cayolle, dont la population est constituée de vagues migratoires successives d'Italiens, d'Indochinois, de juifs d'Europe centrale et d'Afrique du Nord, de Maghrébins... Sa petite enfance se déroule à l'ombre de l'énorme chantier de construction de la prison des Baumettes, qui démarre l'année de sa naissance pour s'achever en 1939. Gaëtan n'a que 7 ans lorsqu'il tombe brusquement malade après avoir bu l'eau polluée d'une fontaine. Il survit mais gardera à vie un zozotement, handicap majeur pour un futur cador.

Impétueux et ambitieux, il apprend à mesurer ses rares paroles, cachant ainsi ce défaut de prononciation en économisant ses mots. Beau garçon à défaut d'être beau parleur, il fait ses classes auprès des dames, en mettant quelques-unes sur le trottoir dans le quartier Saint-Lazare de Marseille.

Le proxénétisme, s'il nourrit son homme, ne suffit pas à ses appétits qui le poussent à gravir les échelons de la «voyouterie». Il présente des dispositions pour le métier : il est courageux, violent et sans pitié, mais aussi réfléchi et calculateur.

Les Trois Canards

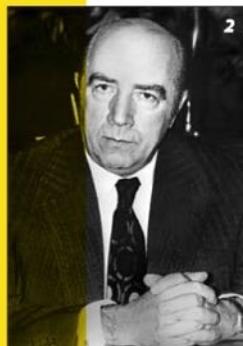
En 1953, se produit un épisode qui va marquer les esprits. Gaston Defferre se présente aux municipales, sous les couleurs de la SFIO, pour reconquérir la mairie de Marseille tenue depuis 1945 par le Parti communiste français puis par le Rassemblement du peuple français. Lors d'un meeting, le candidat est acculé par des militants du PCF très hostiles, et son service d'ordre, fourni par les frères Guérini, est sur le point d'être submergé. Zampa, qui en fait partie, brandit alors une mitrailleuse (en plastique) et tient en respect les manifestants surexcités. Les Guérini parviennent ainsi de justesse à exfiltrer Defferre. L'exploit fait le tour de la cité phocéenne, mais lorsque le futur maire reçoit le jeune homme pour le féliciter, «Tany» lui lance : «Vous êtes en dette avec moi. Ne l'oubliez pas !» Une réplique de voyou que celui qui deviendra le ministre de l'Intérieur de François Mitterrand en 1981 gardera en mémoire lorsqu'il le fera poursuivre et arrêter trois ans plus tard.

Le Marseille d'après-guerre, c'est la belle époque pour le milieu : prostitution, jeux, marché noir, reconstruction avec l'aide américaine du plan Marshall, racket et premières filières de la drogue. Gaëtan va prospérer sur ce terreau fertile solidement tenu par le milieu local traditionnel, que tente d'infiltrer la Camorra. Pour éviter un affrontement fratricide, les Italiens décident finalement d'aller tenter leur chance dans la capitale. En 1955, la bande des Trois Canards, du nom d'un cabaret parisien, accueille ce fils de Napolitain peu loquace mais efficace, qui va faire ses classes dans le racket des boîtes de nuit à Pigalle. Avec habileté et férocité, il s'impose dans le business préféré de la mafia, la «protection», jusqu'à diriger la redoutable bande des «Napos». Marcel Francisci, l'empereur des cercles de jeu, impressionné par ses talents, lui confie la gérance du Cercle Montmartre. Zampa garde néanmoins un pied à Marseille où il est devenu le propriétaire du Réal, un hôtel de passe.

Mais il n'a pas vocation à devenir un «rentier» du crime organisé, il vise



1. et 2. Les filles, les jeux... Dans le Marseille de l'après-guerre, le clan Guérini prospère.
3. La «belle» époque de la French Connection.



l'aristocratie. Dans la nuit du 31 décembre 1960, Tany réalise un casse mémorable à la Caisse d'allocations familiales des Bouches-du-Rhône, qui lui rapporte un butin de 160 millions de francs... et son inscription au fichier du grand banditisme en tant qu'un des « chefs de la pègre marseillaise ». Ce n'est un secret pour personne que Zampa est l'organisateur du casse, mais aucune preuve ne peut être retenue contre lui.

Une Jaguar et des flingues

En 1965, Robert Blément, ancien commissaire de la Direction de la surveillance du territoire (DST) reconvertis dans le crime organisé à Paris, est assassiné sur ordre d'Antoine Guérini. Ce Corse, associé de Marcel Francisci, tente de s'implanter à Marseille avec l'aide de Gaëtan Zampa. Dans le même temps, une « dénonciation anonyme » permet à la police au cours d'*« un banal contrôle »* sur le Vieux-Port, de découvrir des armes dans la Jaguar de Tany, qui est « lourdement condamné à six ans de détention pour ce délit et incarcéré à la prison de Haguenau. Il y épouse une jeune Marseillaise, Christiane Convers, en 1966, et fait (déjà) une série de tentatives de suicide qui mèneront à son internement psychiatrique à l'hôpital de Strasbourg, en 1968. Dès lors, il effectue le tour des maisons d'arrêt : il sera successivement détenu à l'hôpital des prisons de Fresnes, à la prison de la Santé à Paris, et à la centrale de Poissy. Ça ne l'empêche pas de continuer à diriger ses affaires.

En 1967, Antoine Guérini est abattu, vraisemblablement par Jacky Imbert dit « le Mat », sur ordre de son ami Tany et avec la bénédiction du milieu qui n'a pas pardonné le meurtre de Blément. C'est le début de la fin pour le clan Guérini qui se fait dépouiller de ses fleurons à Marseille par le trio constitué de Zampa (depuis sa prison), de Jacky le Mat et d'un troisième larron, Francis Vanverberghe, dit « le Belge », tous vétérans de la bande des Trois Canards. La libération de Gaëtan Zampa en 1970 – il est cependant interdit de séjour à Marseille – va provoquer une redistribution des ressources dans l'empire du crime. L'histoire se répète indéfiniment, toujours selon le même scénario, seuls les protagonistes changent au fur et à mesure que leur nom est gravé sur les stèles des cimetières.

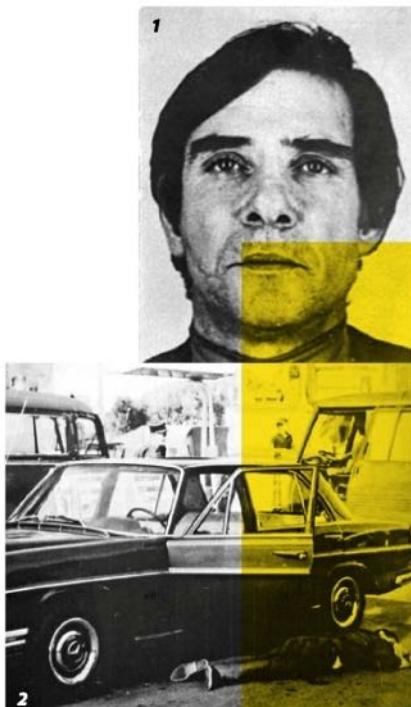
Le Grand et le Belge s'embrouillent à propos d'une cargaison d'héroïne et la guerre

éclate. Zampa tire le premier et fait abattre plusieurs hommes du Belge qui riposte en faisant exécuter les tireurs. Zampa réagit en tuant successivement trois hommes de Vanverberghe. L'affrontement atteint son point culminant en mars 1973 avec la fusillade du Tanagra. Une équipe du Belge, lourdement armée, fait irruption dans le bar, tuant trois hommes dont Lomini, un lieutenant de Tany, et la gérante. Francis Vanverberghe est arrêté à Paris, inculpé pour des délits mineurs et condamné à trois ans de prison. Il en fera onze après avoir été condamné, pendant sa détention, pour trafic de drogue sur dénonciation d'un repenti aux Etats-Unis. Pendant le conflit qui l'opposait au Belge, Gaëtan Zampa s'était prudemment réfugié en Italie. Il aurait mieux fait d'y rester : dès son retour à Marseille, les policiers l'arrêtent en possession d'un « malheureux » Smith & Wesson qui l'expédie huit mois aux Baumettes.

Le Grand se méfie dorénavant autant de ses amis que des forces de l'ordre. Jacky Imbert, qui s'était « retiré des affaires », sort de sa retraite et se lance dans le milieu hippique. L'ancien jockey, associé à Pierre-Désiré Allaire, s'est reconvertis dans l'élevage et l'entraînement de chevaux de trot attelé, fondant un haras près d'Aix-en-Provence où Alain Delon et Mireille Darc ont mis en pension 15 pur-sang. Imbert s'y illustre en gagnant 29 courses comme gentleman driver et devient champion de France de sulky en 1973. Las, en décembre de la même année, il est chassé des hippodromes après le scandale d'une course truquée, le prix Bride abattue (le bien nommé), où 22 parieurs – dont lui-même – se sont partagé un gain de 5 millions de francs en misant sur la victoire de trois tocards.

Le Mat revient à Marseille. Zampa prend rapidement ombrage des velléités de son ex-associé et, quelques embrouilles plus tard, décide de résoudre définitivement le problème. Le 1^{er} février 1977, trois motards criblent Jacky Imbert de balles, à Cassis, alors qu'il descend de sa BMW et le laissent pour mort. Mais l'un des tireurs relève la visière de son casque avant de redémarrer : c'est Tany Zampa. Or Jacky respire encore. Il est opéré en urgence à l'hôpital de la Timone. Les chirurgiens retirent 22 balles de son corps et le miraculé y gagne un nouveau surnom : « l'Immortel ».

Zampa, lui, est passé en mode clandestin. Le loup se sent traqué. Il ne dort plus deux fois dans le même lit, se fait accompagner d'une escorte armée pour ses déplacements



1. Jacky le Mat,
son meilleur ennemi.
2. L'heure de la « retraite »
pour Antoine Guérini.
3. Le bar Le Tanagra
conserve encore
les impacts de balles.



et effectue de fréquents séjours en Italie. Le mitan marseillais retient son souffle.

Le Mat termine à peine sa convalescence que la guerre éclate le 3 mars 1977 avec le meurtre de Gaby Regazzi – l'un des trois motards –, abattu sur la tombe de son fils. Les morts s'entassent des deux côtés. Jacky est arrêté alors qu'il se trouve, armé, à proximité du domicile de Gaëtan. Pendant les six mois d'incarcération que lui vaut son arrestation, les hostilités se poursuivent. En un an, douze hommes seront victimes de cet affrontement fratricide sous le regard goguenard des policiers, qui s'en frottent les mains. A sa sortie de prison, Imbert met les voiles à bord de son bateau « Le Kallisté ». Il investit dans la Caraïbe et en Italie, loin de Marseille où Tany Zampa semble avoir gagné la partie. Mais le dernier soubresaut de leur conflit sera sanglant. Le 3 octobre 1978, dix personnes sont froidement abattues dans le Bar du Téléphone par trois hommes encagoulés. Ce massacre provoque le départ instantané de toute la voyoucratie marseillaise, qui file se mettre au vert. Qui a fait le coup ? Sur les dix hommes assassinés, seuls quatre sont connus des services de police pour des délits mineurs, les autres sont des consommateurs, et le patron du bar n'est qu'un simple commerçant. Malgré les efforts des enquêteurs, cette tuerie reste inexplicable, il n'y a pas la moindre rumeur parmi les indicis, ni la moindre piste. Le milieu semble tout aussi tétonisé que la criminelle. Parmi toutes les hypothèses, la plus simple est la plus vraisemblable : il pourrait s'agir d'une bavure. Des tireurs mal renseignés, une erreur de localisation ou de cibles... Il y a bien des bavures policières, aucune raison que les voyous soient plus à l'abri.

Cependant, le magistrat chargé d'instruire l'affaire n'aura jamais le loisir de clore son dossier. Pierre Michel est assassiné, lui aussi, le 21 octobre 1981 alors qu'il circule à moto boulevard Michelet. Deux motards l'exécutent de trois balles, dont l'une dans la nuque, et parviennent à s'enfuir. Ce juge de choc instruisait les dossiers les plus chauds de Marseille. Ses méthodes musclées, son langage direct, sa connaissance du milieu et son efficacité en faisaient le magistrat le plus craint du gangstérisme. Les pistes ne manquent pas, il y en a même trop. Le juge Michel s'est fait des ennemis mortels dans toute la pègre. Mais de là à le faire assassiner... un tabou a été brisé. Il semblerait que ce soit son acharnement à empêcher une révolution de la « French Connection » qui lui ait valu sa condamnation à mort. La mafia italienne aurait exigé sa tête. Et, qui est l'œil



1. Le juge Michel achève d'une balle de 9 mm dans la nuque.
2. Du gros calibre pour « le Libanais », trop gourmand.
3. Le bar du Téléphone : dix cadavres et une énigme.
4. Des fleurs et des couronnes pour la fin d'une époque.



de la mafia à Marseille, sinon Tany Zampa ? Même si aucun indice n'a pu être relevé contre lui, il est ouvertement désigné comme le commanditaire du crime. Face à ces accusations, Zampa sort du bois et poursuit en justice tous ceux, journalistes ou écrivains, qui évoquent cette hypothèse. Puis, fidèle à son habitude, il part se réfugier en Italie, laissant son empire fragilisé. Faute de preuve, il n'est pas poursuivi, mais ses jours sont comptés.

Le 6 octobre 1983, trois hommes à moto abattent Gilbert Hoareau, dit « le Libanais », sur la Canebière. Cet associé de Zampa aurait voulu s'émanciper et l'aurait fait savoir en ouvrant, au rasoir, un large « sourire » sur la gorge d'un des hommes du Grand. Tany n'aurait pas apprécié. Alors que l'enquête criminelle patauge, la brigade financière du SRPJ frappe comme l'éclair. Elle perquisitionne au domicile du mort et c'est le jackpot : une bonne partie de la comptabilité occulte de l'empire Zampa est découverte.

Deux semaines plus tard, 21 personnes, toutes des proches de Tany dont Christiane, sa femme, et Philippe Duteil, son avocat, sont interpellées. Ce coup de filet s'accompagne de perquisitions dans une douzaine d'établissements à la mode contrôlés par Zampa et ses acolytes. Abus de biens sociaux, faux en écriture, infraction sur les sociétés... Ces délits financiers et fiscaux semblent bien dérisoires au vu de la réputation criminelle de leur auteur. Mais, tout comme pour Al Capone à Chicago dans les années 1930, c'est ce qui va faire tomber Tany Zampa. Un mandat d'arrêt international est délivré contre lui. Zampa se rend, ultime tentative pour que sa femme – qu'il avait utilisée comme prénom – soit épargnée. Le piège a refermé ses mâchoires d'acier sur la patte du loup. Il n'y survivra pas. ■

Jean-Michel Caradech





[TÊTE D'AFFICHE]

SPAGGIARI

UNE TRUFFE DANS LES ÉGOUTS



IL PRÉTENDAIT ÊTRE LE CERVEAU
DU CASSE DU SIÈCLE ET IL ENTRETIENDRA
SA LÉGENDE TOUT AU LONG DE
SA CAVALE. LES AVENTURES DE CE TRUAND
FLAMBOYANT PERMETTRONT AUX VÉRITABLES
ORGANISATEURS DU BRAQUAGE
DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE NICE, EN 1976,
DE S'EN TIRER À BON COMPTE

PAR JEAN-MICHEL CARADEC'H



1976 : en cavale en Espagne, Albert Spaggiari est retrouvé par les journalistes Arnaud Hamelin et Hubert Lassier. Méconnaissable, le visage transformé par la chirurgie esthétique, il fait le clown en sortant d'une bouche d'égout en plein Madrid.



Le juge Richard Bouaziz soupire en regardant l'épais dossier que sa greffière a déposé sur son bureau. L'affaire du casse de Nice. Un spectaculaire cambriolage de la chambre forte de l'agence de la Société générale, pendant le week-end des 17 et 18 juillet 1976, qui a rapporté aux malfaiteurs un butin estimé à 50 millions de francs (31 millions d'euros actuels). C'est moins l'importance de la somme – conséquente – que les circonstances de l'opération qui ont enflammé la presse et le public. Pour parvenir à ses fins, l'équipe de casseurs a emprunté un sinuieux parcours de 3 kilomètres le long d'une rivière souterraine, aboutissant aux égouts de la ville. Puis ils ont creusé 8 mètres de tunnel jusqu'au mur en béton armé de la chambre forte, épais de 1,80 mètre. Un labeur acharné qui a duré près de trois mois pour transporter le matériel dans le dédale souterrain, excaver et étayer le tunnel à la main, et percer l'ultime obstacle au burin.

Pour le juge Bouaziz, force est de constater que si le modus operandi a été établi par la minutieuse enquête de la police judiciaire, le butin, lui, a disparu et les auteurs de ce « casse du siècle » se sont volatilisés.

Tous, sauf un. Un certain Albert Spaggiari, photographe de noces et banquets, est arrêté au mois d'octobre à l'aéroport de Nice de retour du Japon. Il y accompagnait Jacques Médecin, le maire de la ville, car il est (aussi) le photographe municipal. Spaggiari a été dénoncé par deux petits malfrats qui tentaient de négocier maladroitement des lingots d'or provenant de la Société générale et dûment estampillés. Ils se mettent à table et désignent leur commanditaire comme le cerveau de l'affaire. Les policiers sont perplexes. Si l'homme est connu pour grenouiller dans les milieux d'extrême droite, il ne fait pas partie du grand banditisme, et les enquêteurs doutent qu'il ait pu chapeauter une opération de cette ampleur. La perquisition de son domicile, une bergerie dans l'arrière-pays niçois baptisée Les Oies sauvages, leur permet néanmoins de découvrir, enfouis dans le poulailleur, 6 millions de lires italiennes et une importante cache d'armes. Il y a de quoi équiper un petit commando: quatre pistolets automatiques, un fusil-mitrailleur, des munitions, des grenades et onze pains d'explosif. Le passé de parachutiste en Indochine, de militant de l'Organisation armée secrète (OAS) et les contacts avec les extrêmes droites française et italienne de Spaggiari resurgissent et orientent les soupçons sur la piste brune. D'autant que, quelques jours après le casse, «en voyage» à Miami, il a pris contact avec la CIA pour offrir ses services à l'agence du renseignement des Etats-Unis. Se présentant (déjà) comme le cerveau du casse de Nice,

il se propose entre autres pour dévaliser des ambassades ou pour faire sauter le siège du Parti communiste français, place du Colonel-Fabien, à Paris. Les services secrets américains le cataloguent rapidement comme un mythomane, au mieux comme un provocateur, et s'empressent de signaler sa démarche à leurs homologues français.

C'est cet homme qui attend en ce moment dans l'antichambre du juge pour une énième audience. Spaggiari a déjà avoué sa participation au casse et même revendiqué en être l'instigateur et l'organisateur. Le «cerveau». Ce titre flatteur qui le propulse à la une de la presse nationale lui vaut une certaine considération à la prison des Baumettes, à Marseille, où il est incarcéré depuis cinq mois. Interrogé par la PJ, il a d'abord nié comme il se doit, puis s'est rapidement affalé. Mieux, il s'est répandu sur cette entreprise souterraine, fournissant aux enquêteurs un luxe de détails. Il avoue même son noble mobile: le financement d'un groupe de «patriotes» italiens d'extrême droite, la Catena (la chaîne), ayant pour objectif de combattre le terrorisme des Brigades rouges. (La Catena est en fait le nom d'un réseau nazi qui a organisé la fuite en Amérique du Sud de dignitaires du III^e Reich après la défaite allemande de 1945.) En racontant que l'arsenal retrouvé dans sa bergerie est destiné à cette mystérieuse organisation, inconnue en Italie, Spaggiari se pose en militant-délinquant politique, et refuse avec hauteur de donner le nom de ses complices. L'opinion publique est impressionnée par l'exploit spectaculaire du «gang des égoutiers» et par ce bandit atypique qui a signé son forfait d'une formule énigmatique, «Ni armes ni violence et sans

(Suite page 68)

haine», griffonnée dans la chambre forte. Hâbleur, rusé, mythomane avec des «opinions politiques wagnériennement nostalgiques», selon le mot de l'écrivain Jean Cau, Spaggiari atteint la renommée improbable d'un héros de roman populaire. Arsène Lupin revisité par Céline. Il va parachever sa légende le 10 mars 1977 dans le cabinet du juge Bouaziz, où il a demandé à être entendu pour de «nouvelles révélations».

A 15 heures, encadré par deux gendarmes, Albert Spaggiari pénètre dans le bureau accompagné de son avocat M^e Jacques Peyrat, compagnon de Jean-Marie Le Pen à la Légion étrangère en Indochine et, à l'époque, secrétaire départemental du Front national en région niçoise. Comme il est d'usage, on retire à Spaggiari ses menottes pour l'audition et, d'emblée, il déclare être prêt à faire des déclarations mettant en cause des «personnalités politiques locales». Arguant de leur caractère sensible et confidentiel, il demande qu'on fasse sortir son escorte. Le juge Bouaziz par naïveté – ou parce qu'il ne le prend pas au sérieux – accède à la requête. Spaggiari lui tend alors une petite liasse de notes griffouillées, dont une sorte de plan peuisible que

ON LE FOURRE DANS LE COFFRE D'UNE VOITURE ET ON LE TRANSPORTE JUSQU'À SA PLANQUE, UN APPARTEMENT PROCHÉ DU QUAI DES FERRYS

le magistrat peine à déchiffrer. D'un mouvement naturel, Spaggiari se lève obligeamment pour l'éclairer. Rapide et déterminé, il passe derrière le bureau, ouvre la fenêtre et saute dans le vide. M^e Peyrat, «abasourdi», a le temps de glapir «Ne fais pas ça, Albert!», se dédouanant de toute connivence. Il assurera ensuite avoir pensé que son client voulait se suicider! Quant au juge, tétonisé, il reste vissé sur son fauteuil. L'ancien para du 3^e régiment de parachutistes coloniaux sait se réceptionner d'un saut de 6 mètres. Il a visé une voiture garée dans la rue, dont le toit, en s'enfonçant, amortit sa chute. Un roulé-boulé et, indemne, il saute à l'arrière d'une puissante moto Kawasaki pilotée par un complice, et s'enfuit. Non sans un dernier salut à l'intention du juge et de son avocat, penchés à la fenêtre. Le bonjour d'Albert.

Spaggiari, dit «Bert», vient de franchir une nouvelle étape vers la notoriété. La presse relate avec gourmandise l'exploit et l'opinion publique applaudit ce pied de nez accompli «sans armes ni violence» à la face des autorités impuissantes. Le Robin des bois moderne se paie le luxe d'envoyer un chèque de 5000 francs à l'infortuné propriétaire de la voiture-trampoline.

Alors que toutes les polices bloquent les frontières, contrôlent les automobilistes aux sorties de la ville et agitent leurs informateurs, Albert est tranquillement

planqué à Nice. Il a des amis. Un puissant réseau se met à son service, celui des anciens de l'OAS, antigaullistes nostalgiques de l'Algérie française, ainsi que les amicales d'ex-paras. Où Spaggiari serait-il mieux en sécurité sinon à Nice? Le maire, proche de l'extrême droite, est son employeur et c'est un refuge d'anciens cadres de l'OAS dont Gilles Buscia – condamné à mort et amnistié, qui deviendra chef de la police municipale en 1996 après l'élection de Jacques Peyrat à la mairie. Quant à ce dernier, officier du 1^{er} BEP (bataillon étranger de parachutistes) et ex-militant de l'OAS – où il était chargé des filières d'exfiltration vers l'Italie –, il a fondé et préside le Club de parachutisme de Nice, où se retrouvent d'anciens militaires mobilisables pour les campagnes électorales musclées.

Ce sont d'ailleurs deux ex de l'OAS, Robert Desroches et Michel Bruzeau-Grillé, dit «le Toc», rencontré en prison en 1962, qui organisent son évasion. Le Toc conduit son passager jusqu'à un parking souterrain à côté du palais de justice. Spaggiari y est fourré dans le coffre d'une voiture et transporté jusqu'à sa planque, un appartement dans le quartier cossu du parc Vigier, à proximité de l'embarcadère des ferrys pour la Corse. Sa cavale va durer douze ans. Il y fignolera son mythe. Sollicité par les éditeurs, il écrit le roman de sa vie et récrit sa vie comme un roman. Il en sera le héros et le héraut. Car Albert Spaggiari a des prétentions littéraires. Il est l'auteur d'un manuscrit rédigé aux Baumettes dans les années 1960 alors qu'il y purgeait une peine de quatre années pour ses activités clandestines à l'OAS: un journal à plusieurs voix des «exploits» d'un groupe de paras en Indochine.

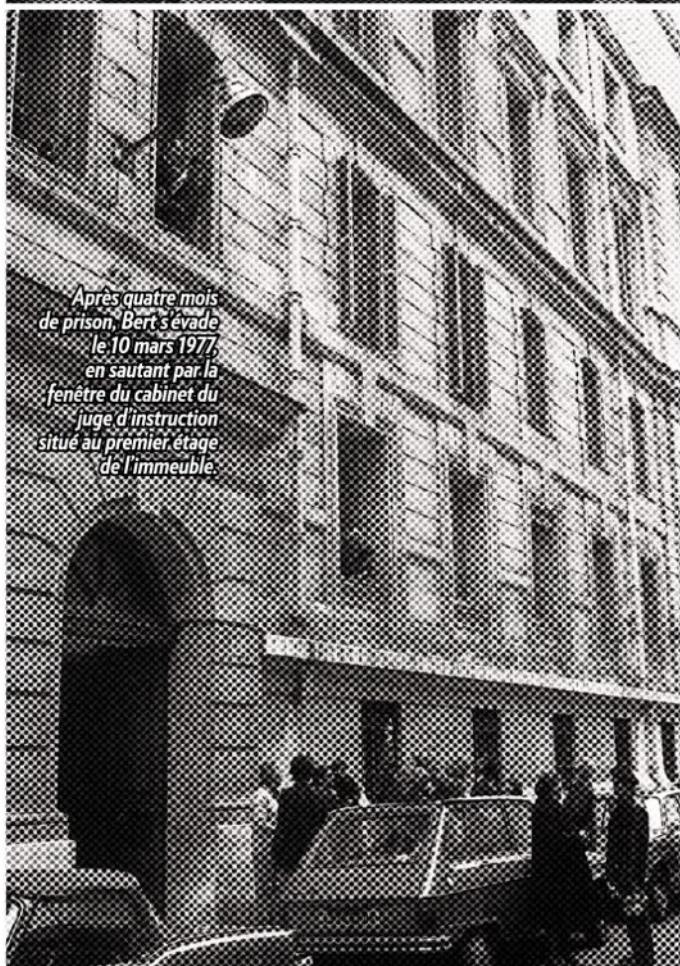
Apocryphe, ultra-violent, à la limite du supportable, «Faut pas rire avec les barbares», c'est «La 317^e section» en mode gore. Le texte sera publié en 1977 par les éditions Robert Laffont comme un «témoignage».

Avec «Les égouts du paradis» (éd. Albin Michel), Spaggiari signe en 1978 un vrai roman policier, relatant à sa manière le casse de Nice. Il rend d'ailleurs hommage à un autre auteur de polar, Robert Pollock, auteur de «Tous à l'égout!», dont il reconnaît s'être inspiré pour imaginer son projet. Pour le réaliser, en revanche, il a, à l'origine, bénéficié d'une indiscretions: celle d'un conseiller municipal employé à l'agence de la Société générale de Nice, qui lui révèle que la banque n'a pas jugé utile d'équiper sa chambre forte d'un système d'alarme, plaçant – un peu trop – sa confiance en son épais coffrage. Exalté par cette information, Spaggiari loue aussitôt un coffre et y place un gros réveil à la sonnerie stridente réglé pour déclencher, pendant la nuit, tout système acoustique ou sismique. Il répète l'opération à plusieurs reprises et, fort de sa découverte, se lance dans la constitution d'une équipe.

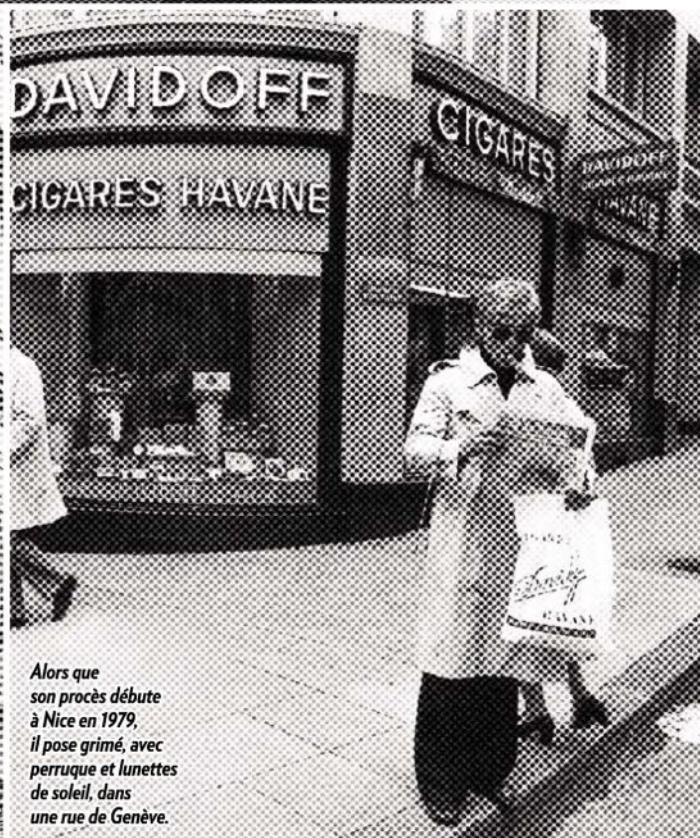
Malgré ses deux séjours derrière les barreaux, Bert n'a pas l'étoffe d'un casseur de haut vol. Il est seulement l'auteur en 1953, d'un minable hold-up en Indochine, celui d'un bordel de Hanoi, le Milk Bar, (*Suite page 70*)



Le 30 octobre 1976,
lors de la reconstitution
du casse de la Société
générale. Albert
Spaggiari, entouré de
policiers, est accompa-
gné de son avocat,
M^e Jacques Peyrat (à sa
droite).



Après quatre mois
de prison, Bert s'évade
le 10 mars 1977,
en sautant par la
fenêtre du cabinet du
juge d'instruction
situé au premier étage
de l'immeuble.



Alors que
son procès débute
à Nice en 1979,
il pose grimé, avec
perruque et lunettes
de soleil, dans
une rue de Genève.

dont il braque la caisse un 31 janvier. «L'ignoble marchand de chair humaine» qu'il détrousse n'a aucun mal à reconnaître le coupable : Spaggiari est, avec ses camarades, un client assidu ! Condamné à cinq ans de prison, renvoyé de l'armée, expulsé d'Indochine, il purge sa peine aux Baumettes, à Marseille. A sa sortie en 1957, il s'exile au Sénégal où il devient... perceur de coffres pour le compte de la société Fichet-Bauche, dont certains clients distraits ont perdu la clef ou la combinaison de leurs coffres-forts. Il rentre en France en 1960 et adhère, en pleine guerre d'Algérie, à l'OAS pour le compte de laquelle il exécute des missions subalternes. Il se vantera plus tard d'avoir reçu l'ordre d'abattre le général de Gaulle, mais prétendra que sa mission aurait été, «à [son] plus grand regret», annulée au dernier moment. La vérité est moins prestigieuse. Il se fait prendre lors d'une descente dans l'imprimerie clandestine de l'OAS à Villefranche-sur-Mer, où il est chargé d'imprimer des tracts. Sa manie de collectionner les armes à domicile lui coûte quatre ans ferme aux Baumettes, alors que ses complices s'en tirent avec du sursis.

Ces séjours en détention lui ont permis

DÉSORMAIS, CE SONT LES HOMMES DU CAÏD ZAMPA, QUI PRENNENT LES CHOSES EN MAIN. SPAGGIARI N'EST PLUS QU'UN SIMPLE «APPORTEUR D'AFFAIRE »

de côtoyer des voyous, mais pas suffisamment de grosses pointures. La première équipe qu'il recrute pour «son» cambriolage, des bras cassés, renonce devant l'ampleur de l'ouvrage. Dans son récit, Spaggiari explique qu'il embauche alors une autre bande qui va lui permettre de toucher enfin le Graal. Il y adjoint même un personnage féminin, une pute au grand cœur surnommée Mado, bien sûr, qui prodigue aux vaillants tunneliers le réconfort de ses services bénévoles tout en se faisant aussi cantinière dévouée. Lui se dépeint en chef charismatique de cette entreprise, dont il règle avec talent et minutie tous les détails.

Le livre est un succès et Albert Spaggiari, réfugié en Argentine, en savoure tout le miel que l'exil teinte d'un peu d'amertume. «Absent de Paris», il est tenu éloigné de tous les priviléges de la notoriété. Ce à quoi il va tenter de remédier en multipliant les interventions provocatrices avec la complicité d'un de ses amis missus dominicus des réseaux giscardiens en Afrique et pigiste occasionnel pour Paris Match puis «VSD» : Christian Séguin, dit Hubert Lassier. Grossièrement grimé, affublé de costumes de comédie, Spaggiari est photographié dans différentes capitales d'Europe et d'Amérique du Sud. Il signe ces «cartes postales» publiées de ses empreintes digitales. Au fil des ans, ses interventions dans la

presse se font plus grotesques, et la sortie d'un nouveau livre pourtant assortie, en juin 1983, d'une interview télévisée clandestine avec Bernard Pivot pour «Apostrophes», peine à entretenir sa célébrité... et ses finances.

Le cerveau du casse du siècle est sans un rond ! La cavale coûte cher. Et, semble-t-il, Spaggiari a dépensé tous les millions de son forfait. Il se plaint amèrement de ses anciens complices qui ne lui auraient pas versé l'intégralité de sa part. La vérité est ailleurs. Plusieurs spécialistes du milieu ont déjà mis en cause son rôle dans l'affaire. Le coup de grâce à sa «mémoire» viendra en 2010 (après sa mort) avec la publication d'un livre signé Amigo, le pseudonyme de Jacques Cassandri, un vieux voyou marseillais qui décide de révéler «La vérité sur le casse de Nice». Il donne le nom du véritable cerveau, Jean-Claude Migozzi, dit «le Gros», bras droit de «Tany» Zampa, le parrain marseillais.

C'est la fameuse deuxième équipe à qui Spaggiari a proposé l'opération. Désormais, ce sont des «hommes de poids» qui prennent les choses en main. Spaggiari est relégué au simple rôle d'«apporteur d'affaire».

Le Gros et Amigo effectuent eux-mêmes les repérages et engagent une dizaine de complices – tous de la bande de Zampa – qui procèdent au creusement du tunnel et au perçage de la chambre forte. Spaggiari, qui ne doit toucher qu'une demi-part pour son rôle d'informateur, réclame une part entière. Elle lui est accordée à condition qu'il participe à la dernière opération : le forçage de 371 coffres individuels (sur 4000) pendant le fameux week-end de juillet 1976. L'arrestation puis les déclarations tonitruantes de Bert, qui revendique la paternité du casse – «Ça nous arrangeait bien», raconte Amigo – brouillent l'enquête de la police et seuls quelques comparses seront inquiétés et «légèrement» condamnés. L'équipe qui a mis bourgeoisement son butin à l'abri suit avec amusement les aventures rocambolesques de «la Truffe», comme ils l'ont ironiquement surnommé.

Spaggiari, ruiné et malade, va tenter un dernier coup en 1986, avec son ami Hubert Lassier : ils prétendent avoir retrouvé et interviewé Joseph Mengele, le médecin nazi, bourreau d'Auschwitz, disparu en Amérique du Sud depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Ils proposent leur «scoop» à plusieurs magazines qui refusent de l'acheter, tant sa réalisation grossièrement maladroite sent l'arnaque. Bien leur en prend, Mengele est mort noyé au Brésil en 1979, sept ans plus tôt : ses restes ont été authentifiés par les services israéliens de recherche des criminels de guerre en 1985.

Abandonné par la presse et le public, Albert Spaggiari, atteint d'un cancer de la gorge, s'éteint le 8 juin 1989 en Italie, après avoir vainement tenté de revenir en France pour y mourir. Sa compagne rapatriera clandestinement sa dépouille à Hyères, auprès de sa mère, mettant, après douze ans de cavale, un point final et pathétique au «Journal d'une truffe», titre de son dernier ouvrage. ■

Jean-Michel Caradec'h



1. L'un revendique le « casse du siècle », à Nice, l'autre l'attaque du train postal Glasgow-Londres, en 1963. Paris Match a l'idée d'organiser, en 1982, un bras de fer entre Albert Spaggiari (à dr.) et le gangster anglais Ronnie Biggs, à Rio de Janeiro, où ils sont tous les deux en cavale.

2. Furieux que des gangsters marseillais s'attribuent la paternité du cambriolage qui a fait sa légende, Bert s'en plaint dans une lettre envoyée à Match. Pour l'authentifier, il y appose ses empreintes et glisse quelques Polaroids dans l'enveloppe.

3. Spaggiari meurt d'un cancer de la gorge en Italie, le 8 juin 1989. En cachette, sa compagne ramène son corps en France, chez sa mère qui vit à Hyères, où il sera inhumé selon son souhait.

Bonjour Benjamin Aunis,

C'est dans un "Daily News", renommé
poubelle de Central Station qu'
appris la nouvelle : force de
Marseillais - Je veux dire recroque
à qui va continuer la vieille bistro
Société générale - Nice avec preuve
ma carte d'identité à l'époque", la
meilleure
je de la gare
d'eau, que d'
les accro
et la disse
sé dans l'
les pouv
on de la j
gauze
lant To
mazam
te et
pas pe
pi
mon

Bon Bourse
du pays de cavale
Bert



3

[TUEUR EN SÉRIE]

GARY RIDGWAY LE MONSTRE DE LA GREEN RIVER



Le «mug shot» – portrait d'identification judiciaire, dans l'argot des flics américains – du tueur, pris le 30 novembre 2001, jour de son arrestation.

Les bords d'une rivière longue de 100 kilomètres dans le nord-ouest des Etats-Unis en guise de terrain de chasse. Pendant vingt ans, époux tendre et attentionné le jour, il y a abandonné ses proies, des femmes toujours

DE NOTRE CORRESPONDANT À NEW YORK,
OLIVIER O'MAHONY



jeunes, souvent prostituées, la nuit, après les avoir achevées.



Le corps de Wendy Lee Coffield, prostituée mineure, repêché le 15 juillet 1982, sera le premier d'une longue série.

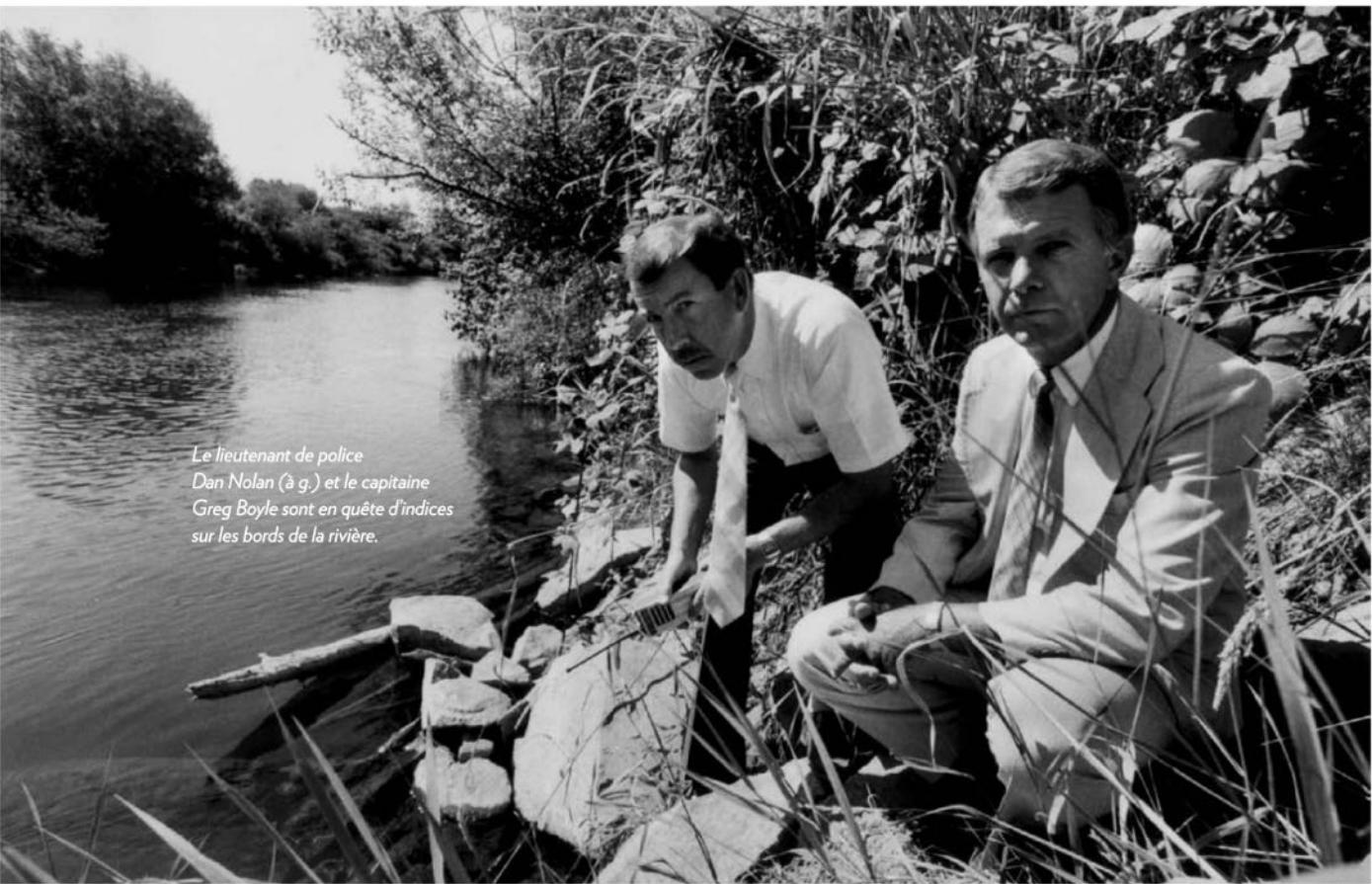
Employé modèle, un peu taciturne mais «bon camarade»... Sous des dehors

Ce soir de juillet 1982, Gary Ridgway patrouille le long du «strip». Avec ses hôtels de passe qui bordent le boulevard, l'endroit, situé à côté de chez lui et de l'aéroport de Seattle, le «SeaTac», est bien connu des amateurs de prostituées. Quand il voit Gisele Lovvorn, une «professionnelle» de 17 ans, il s'arrête et la fait monter à côté de lui. Elle découvre un petit garçon sur la banquette arrière, ce qui l'étonne un peu. «C'est mon fils, Matthew», explique son client. Elle est loin de se douter que ce gosse de 6 ans est au cœur d'un stratagème visant à endormir sa méfiance. Quand Ridgway gare son pick-up Dodge à côté d'un bois, il se retourne vers le gamin et dit : «Reste ici, sois sage. On va faire un tour et on revient.»

Avec Gisele, il s'enfonce dans l'obscurité, se déshabille et s'offre une levrette, sa position préférée. Puis, une fois soulagé, les choses sérieuses commencent. «J'ai l'impression que Matt s'approche de nous», souffle-t-il. Intriguée, Gisele redresse la tête. Ridgway profite de ce moment d'inattention pour lui enrouler une chaussette autour du cou et serrer de toutes ses forces. La jeune femme tente de se débattre, puis s'effondre, étranglée. Il se rhabille et retrouve l'enfant étonné de le voir revenir seul. «La dame est rentrée chez elle, lui répond-il. Elle habite à côté.» Le lendemain, Gary Ridgway

revient sur la scène de son crime. Il prend le cadavre dans ses bras, enfonce son sexe dans le vagin de sa victime inerte. Il expliquera plus tard aux enquêteurs que la nécrophilie, c'est bien les jours où il n'arrive pas à trouver de «gibier».

Gary Ridgway est le plus grand serial killer de tous les temps. «Il a été condamné pour 49 meurtres, mais je pense qu'il en a commis entre 60 et 65», confie Dave Reichert à Paris Match. Cet ancien shérif, aujourd'hui député républicain de l'Etat de Washington, a mené l'enquête depuis le début, quand le premier cadavre, celui de Wendy Lee Coffield, 16 ans, a été découvert sous un pont par deux adolescents, un après-midi de juillet 1982, flottant dans un cours d'eau appelé Green River. Reichert connaît l'affaire par cœur et lui a consacré un livre : «Chasing the Devil» («Chasser le diable», éd. Little, Brown and Company). Les victimes ont toutes le même profil : des femmes, très jeunes, prostituées, droguées, fugueuses, sans amis ni proches capables de témoigner ou de réclamer le corps. En général, elles ont déjà disparu depuis plusieurs semaines quand elles sont retrouvées, mortes, soit dans la Green River, soit dans un bois le long de Pacific Highway South, nom officiel du «strip». Au début de l'enquête, Dave Reichert,



*Le lieutenant de police
Dan Nolan (à g.) et le capitaine
Greg Boyle sont en quête d'indices
sur les bords de la rivière.*

de M. Tout-le-Monde, Ridgway dissimule un tempérament psychopathe

pense, comme ses collègues, que le coupable sera rapidement démasqué. Mais il se rend compte que l'adversaire demeure insaisissable.

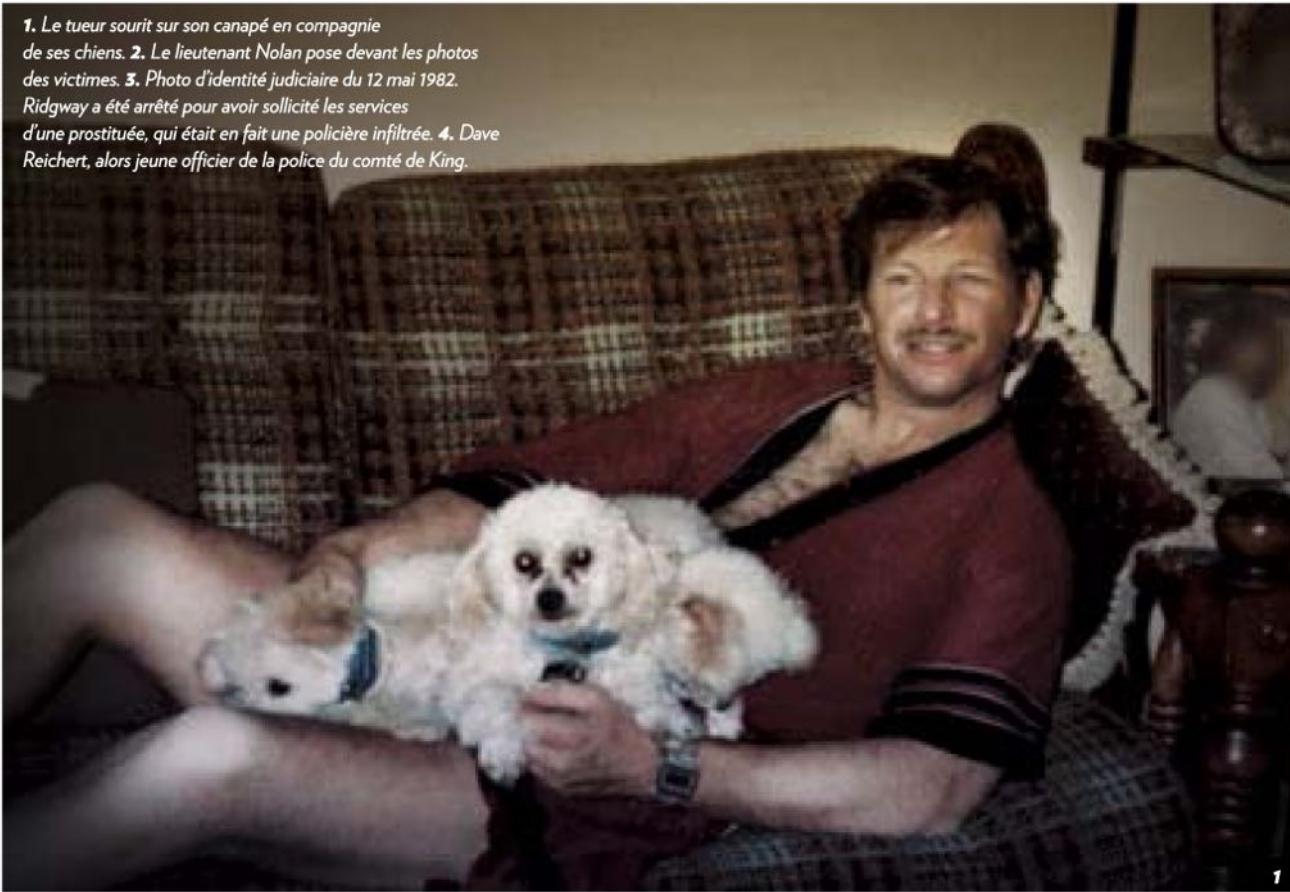
Le nom de Gary Ridgway apparaît pourtant vite. C'est le boyfriend d'une prostituée, Marie Malvar, qui le signale à la police dès le mois de mai 1983. L'homme a reconnu, dans une rue, le pick-up dans lequel il a vu monter sa petite amie, quelques jours plus tôt. Les flics vont donc sonner à la porte de Ridgway. Celui-ci nie, admettant seulement fréquenter parfois des prostituées. «Oui j'ai déjà été arrêté à cause de ça, mais ça n'est jamais allé plus loin», déclare-t-il, sur le ton de celui qui n'a rien à se reprocher. Le corps de Marie est introuvable. Les policiers se méfient du copain qu'ils prennent pour un proxénète. Ils ont même recours à une séance d'hypnose pour faire remonter des souvenirs précis. En vain. Ils estiment son témoignage «très vague». Dommage. Marie Malvar est bien une victime de Gary Ridgway. «Je l'ai étranglée chez moi, avouera-t-il après son arrestation. Elle s'est beaucoup débattue, j'ai même pensé me passer de l'acide sur le bras pour cacher les blessures qu'elle m'avait faites.» Pour brouiller les pistes et faire croire qu'elle avait quitté le pays, il lui a subtilisé son permis de conduire qu'il a «égaré» au SeaTac. Les enquêteurs retrouveront le

squelette de Marie enterré dans un ravin boisé, pas très loin de chez son assassin.

En 1984, Ridgway manque se faire prendre une deuxième fois, à cause d'une prostituée qui a réussi à s'enfuir, Rebecca Garde Guay. Elle est sa seule survivante connue. Il l'a rencontrée un soir pluvieux de novembre 1982, le long du strip. Elle lui a proposé une fellation pour 20 dollars. «D'accord, mais dans les bois», lui a-t-il répondu. Rebecca s'est méfiée: «Tu ne serais pas le tueur de la Green River, par hasard?» Dans le coin, tout le monde le sait, un assassin rôde, et il vise les tapineuses, généralement mineures. Rebecca a 19 ans, elle a besoin d'argent pour acheter sa dose de drogue quotidienne. Ridgway ne ressemble pas à l'image qu'on se fait d'un meurtrier. Il est de taille moyenne, porte une petite moustache, c'est M. Tout-le-Monde. Il a juste de grosses mains puissantes et de très petits yeux étranges. Pour tranquilliser Rebecca, il lui montre sa carte professionnelle de la compagnie Kenworth Trucks, le garage où il repeint des camions depuis plus de dix ans. Son nom s'étale en toutes lettres: Gary Leon Ridgway. Puis il lui confie ses problèmes de couple. «Encore un homme marié qui n'en peut plus de sa femme», se dit Rebecca, rassurée.

(Suite page 76)

1. Le tueur sourit sur son canapé en compagnie de ses chiens. **2.** Le lieutenant Nolan pose devant les photos des victimes. **3.** Photo d'identité judiciaire du 12 mai 1982. Ridgway a été arrêté pour avoir sollicité les services d'une prostituée, qui était en fait une policière infiltrée. **4.** Dave Reichert, alors jeune officier de la police du comté de King.



Ridgway est soupçonné dès 1983. D'un sang froid à toute épreuve malgré

Une fois dans les bois, il baisse son short. Elle s'agenouille pour le satisfaire, mais subitement, il la plaque par terre, tête la première, puis se jette sur elle. Son bras commence à lui enserrer le cou « parce que, dira-t-il plus tard, elle [lui] a mordu le sexe ». Rebecca hurle : « Arrête, je ne veux pas mourir ! J'ai une famille ! » Elle réussit à projeter son agresseur contre un arbre. Etourdi, il la laisse s'enfuir. Deux ans après les faits, Rebecca se décide à aller voir la police, pour tout raconter. Les flics convoquent Ridgway illico. Il est soumis au détecteur de mensonges. « On avait pourtant le meilleur expert pour ce genre de tests », se souvient Dave Reichert. Mais Gary Ridgway est un animal à sang froid. Il dira plus tard aux enquêteurs, en bâillant : « J'ai juste été moi-même ce jour-là. » Le test est censé détecter la plus petite émotion, un battement de cœur trop rapide, une goutte de sueur qui perle quand on ment. Ridgway est « incapable de ressentir la moindre empathie envers ses victimes, il les traite comme des déchets », résume Reichert. Le tueur est chanceux, aussi : le jour de sa convocation, il a bénéficié sans le savoir d'une incroyable bavure policière. L'enquêteur chargé de le questionner ignore que le suspect a déjà été interrogé un an auparavant au sujet de la disparition de Marie Malvar. Le dossier avait été traité par un autre service de police. S'il l'avait su, le résultat aurait

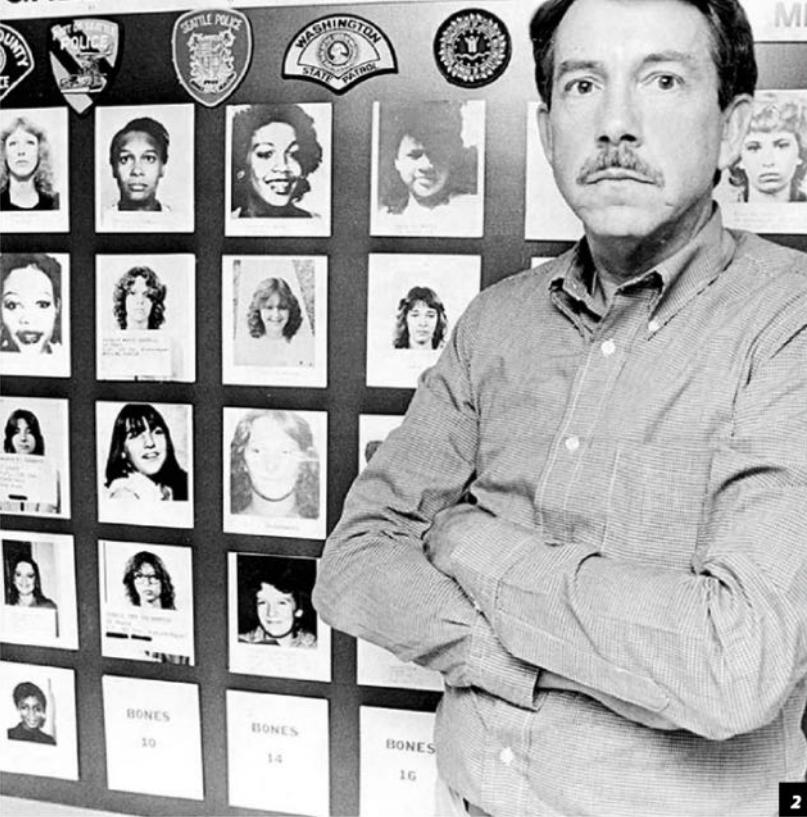
peut-être été différent... Ridgway sort conforté de la garde à vue : le voilà rétrogradé au rang de « suspect peu probable ».

« Il avait beau avoir un quotient intellectuel inférieur à la moyenne et avoir décroché son bac avec difficulté, il était malin et savait parfaitement se fondre dans la masse, se souvient Dave Reichert. Il avait aussi une connaissance hors pair du terrain. » L'homme est un ancien soldat de la marine américaine, employé modèle de la



Kenworth Trucks, peut-être un peu taciturne mais « bon camarade », selon Jim Bailey, son collègue et meilleur ami. Les enquêteurs connaissent ses zones d'ombre : Marcia, sa deuxième femme, leur a révélé son appétit sexuel insatiable, son goût pour le « bondage » et les parties fines en plein air. Elle leur a aussi dit qu'il avait un jour menacé de lui « coudre le vagin » pour l'empêcher de le tromper. Un fantasme, qui leur échappe totalement. Quand les flics retrouvent

GREEN RIVER VICTIMS



2



3

un Q.I. inférieur à la moyenne, il ne craque pas lors des interrogatoires

trois prostituées mortes avec des pierres placées dans le sexe, ils ne font pas le lien avec le témoignage de Marcia.

L'enquête piétine et, pour la police locale, c'est humiliant. La presse rebaptise « task farce » cette « task force » (force opérationnelle) créée pour démasquer celui qu'on appelle alors « le tueur de la Green River ». Le shérif doit démissionner, remplacé par Dave Reichert. Certains détectives sombrent dans la dépression. En 1987, à l'occasion du cinquième anniversaire de la découverte du premier corps, de nouveaux inspecteurs sont recrutés. L'un d'eux, Matt Haney, se plonge dans le dossier et se rend compte de ce qu'a raté le collègue qui a passé Gary Ridgway au détecteur de mensonges trois ans plus tôt. Le 8 avril 1987, il débarque au domicile du suspect muni d'un mandat de perquisition. Celui-ci l'accueille poliment, comme d'habitude, sans manifester la moindre inquiétude. La maison est fouillée de fond en comble, mais on ne trouve rien. Le policier préleve cependant un échantillon de salive, au cas où. « Mais à l'époque, les techniques d'extraction de l'ADN n'étaient pas au point. Notre seul espoir, c'était le progrès de la science », raconte Dave Reichert. Il va falloir attendre quatorze années, durant lesquelles Gary Ridgway continuera sa route macabre, assassinant des dizaines de femmes en toute impunité.

Celle qui va le faire tomber s'appelle Carol Christensen. Elle est serveuse au Barn Door Tavern, un bar de l'aéroport de Seattle. Son corps est retrouvé le 8 mai 1983 dans un bois de Maple Valley. Elle est encore habillée. Après l'avoir étranglée, Gary Ridgway a déposé deux truites sur sa poitrine, une bouteille de vin vide sur son abdomen, et des saucisses dans ses mains. Lors de ses aveux, Ridgway déclarera aux enquêteurs qu'il a essayé de les enfumer avec cette sinistre mise en scène, digne du film « L'ultime souper ». Il laisse cependant aussi une goutte de sperme sur le cadavre de Carol, qui le confondra en 2001 à la lumière d'un test ADN enfin disponible. « Quand nous avons reçu les résultats, le 10 septembre 2001, nous étions tous au bord des larmes. Mais il fallait encore l'arrêter, se souvient Dave Reichert. Je suis rentré chez moi et je n'ai rien dit à ma femme, ce qui a été très dur. »

L'interpellation a lieu le 30 novembre 2001. Gary Ridgway ne laisse rien paraître et n'oppose pas la moindre résistance. A sa femme Judy, qu'il a épousée en 1988, il jure qu'il s'agit d'une erreur judiciaire. Elle le croit, tout comme son frère, son ami Jim Bailey et même son avocat, Mark Prothero. « Il était si doux, si inoffensif, je n'arrivais pas à croire que je défendais un criminel », écrira plus tard (*Suite page 78*)



Malvar



Christensen



Authorlee



Wims



Antosh



Coffield



Lovvorn



Bonner



Chapman



Hinds



Rois



Naon



Ware



Thompson



Butram



Mills



Milligan



Meehan



Estes



Rule

En août 2003, on procède à la reconstitution d'un des crimes du tueur.



Ridgway n'a gardé aucun objet en lien avec ses crimes. Il dit que tout

ce dernier dans son livre «Defending Gary» («Défendre Gary», éd. Jossey-Bass). En se plongeant dans le dossier, l'homme de loi découvre néanmoins que, derrière la façade amène, se cache un véritable monstre. Dans l'Etat de Washington, de tels crimes mènent tout droit à la chaise électrique. S'il avoue, s'il aide les enquêteurs à retrouver les corps qu'il a enterrés – permettant ainsi aux familles de faire leur deuil –, peut-être pourra-t-il échapper à la peine capitale. Devant l'insistance de son avocat, Gary Ridgway finit par se mettre à table. Il accepte de décrire son rituel effrayant au shérif Reichert. «Il se levait très tôt, vers 3-4 heures du matin et disait à sa femme étonnée qu'il partait au boulot. En réalité, il allait "à la chasse", tuait ses "proies", puis se rendait au travail, parfois avec les cadavres dans son pick-up. Et il profitait de la pause déjeuner pour aller les enterrer. Le soir il rentrait chez lui comme si de rien n'était», se souvient le policier.

Comment en vient-on à commettre des actes aussi atroces ? « Les serial killers ont souvent un rapport malsain avec leur mère, répond Dave Reichert. Celle de Gary Ridgway l'a perturbé en s'exhibant nue devant son fils adolescent, sous la douche, suscitant son désir. » Mais Ridgway est un tueur en série pas comme les autres : dénué

*Le 18 février 2011
au centre régional
de justice de Kent, dans
l'Etat de Washington,
huit ans après son arrestation,
le monstre reconnaît
un homicide de plus :
celui de Becky Marrero.*





est gravé dans sa tête, mais n'avoue les meurtres qu'au compte-gouttes

d'ego et de charisme, contrairement à un Hanibal Lecter, le psychopathe machiavélique du « Silence des agneaux », il ne garde ni photos ni objets lui rappelant ses actes. Tout est gravé dans sa tête. Il a raconté aux inspecteurs avoir pris goût aux prostituées pendant son service militaire dans l'U.S. Navy, aux Philippines. Il avait 20 ans. Il s'est dit « fier de [sa] carrière de tueur en série », domaine dans lequel il considère avoir « excellé ». Et jubile d'avoir réussi à jouer au chat et à la souris avec les forces de l'ordre pendant près de deux décennies. Après ses aveux, il les a menés sur les scènes de ses crimes pour les aider à collecter des preuves. « Je le sentais excité de revenir là où il avait tué », se souvient Dave Reichert.

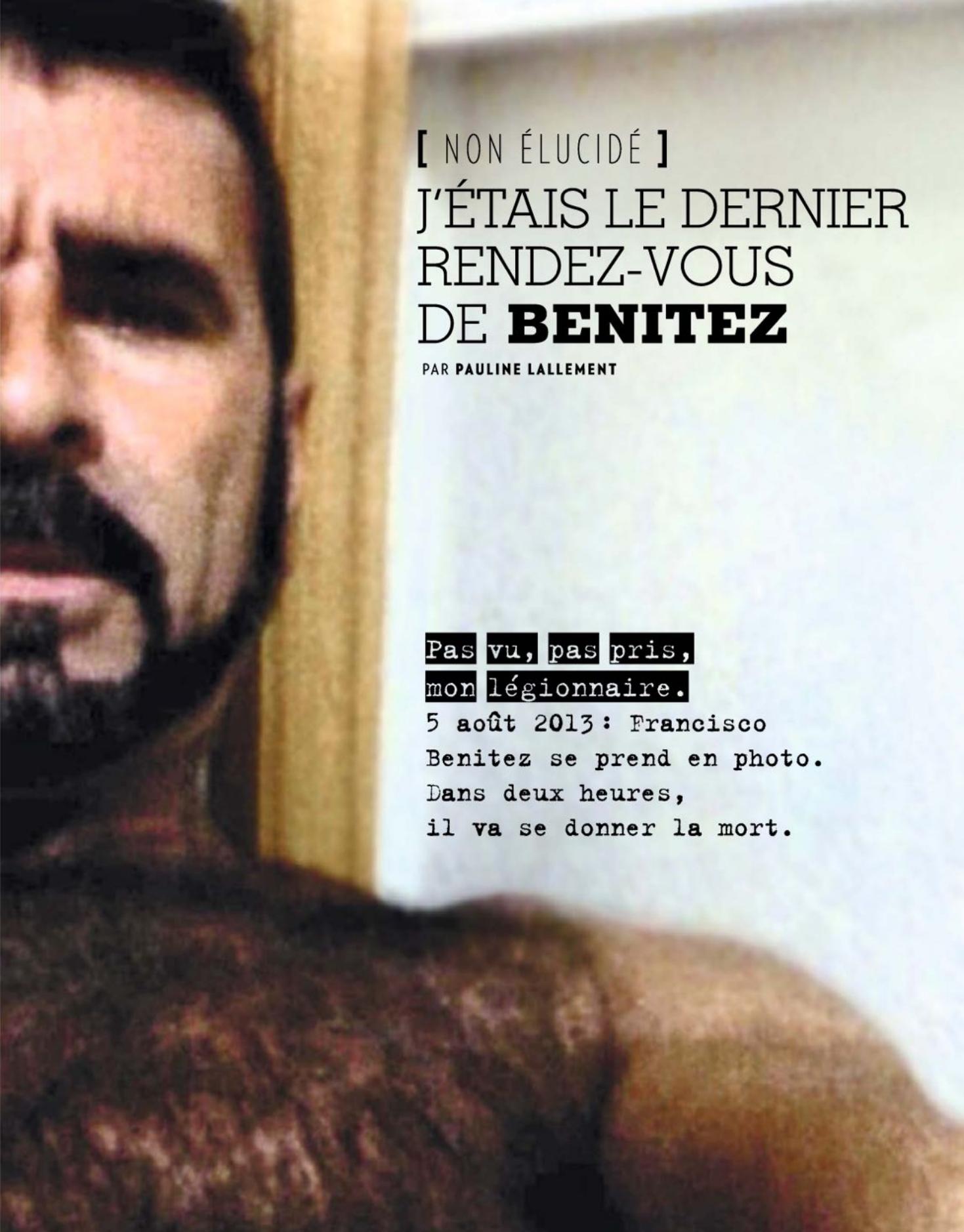
Pennie Morehead est la dernière personne à lui avoir parlé. C'est une proche de Judy, la dernière épouse du tueur – elle en a divorcé en 2002, un an après son arrestation. Ensemble, les deux femmes ont écrit un livre, publié en 2007, pour tenter de comprendre : « Green River Serial Killer. Biography of an Unsuspecting Wife » (« Tueur de la Green River. Biographie d'une femme qui ne se doutait de rien », éd. Branden Books). A la suite du procès, Judy est devenue alcoolique, sans domicile fixe. Aujourd'hui âgée de 73 ans, elle se réfugie dans la religion, sa bouée de survie.

Après la parution du livre, Pennie Morehead a demandé à rencontrer Ridgway dans sa prison pour l'interviewer. Il a accepté, sans doute dans l'espoir de renouer avec sa femme. « C'était étrange. Il ne parlait que de lui, de ses problèmes de calvitie. Il était obnubilé par sa santé et semblait avoir peur de la mort », confie-t-elle à Paris Match. « Il n'a jamais exprimé le moindre remords, se définissait comme une victime, ce qui me dégoûtait. J'ai fini par couper les ponts. Il avait envie de parler avec moi comme si j'étais une bonne copine, je n'en voyais pas l'intérêt. »

Aujourd'hui, Gary Ridgway croupit à l'isolement, dans sa cellule du pénitencier de Walla Walla. Il a été condamné 48 à perpétuité sans remise de peine possible. Matthew, son fils, qui lui servait d'appât pour attendrir et mettre en confiance les victimes, a changé de nom et ne veut plus entendre parler de son père. Gary le tueur est un prisonnier modèle. Pendant la journée, il passe des heures entières à regarder les murs de sa cellule. « Il revit mentalement les meurtres de ses victimes, comme un DVD qu'il se passe en boucle », raconte Dave Reichert. Il pense sans doute à Wendy, Gisele, Marie, Carol et toutes celles dont le supplice et la mort étaient devenus sa terrifiante raison de vivre... ■

Olivier O'Mahony





[NON ÉLUCIDÉ] J'ÉTAIS LE DERNIER RENDEZ-VOUS DE **BENITEZ**

PAR PAULINE LALLEMENT

Pas vu, pas pris,
mon légionnaire.

5 août 2013 : Francisco Benitez se prend en photo. Dans deux heures, il va se donner la mort.



eux jours que je m'adresse à ce répondeur. Tous les projecteurs sont braqués sur Francisco Benitez, le père, qui se tait. Son silence depuis la disparition d'Allison, sa fille, et de Marie-Josée, son épouse, il y a presque trois semaines, le rend suspect.

Samedi 3 août 2013, je tente un ultime texto : « M. Benitez, nous avançons sur votre portrait. Votre parcours est exemplaire à la Légion après plus de vingt ans de missions. Allons droit au but : tout le monde vous accuse. Votre métier et votre silence ne jouent pas en votre faveur. Nous restons joignables à toute heure, contactez-nous. » Dimanche 4 août, 8 h 42, un SMS. Sa réponse, telle quelle : « Bonjour Mme Lallement je suis entrant de vous préparer une série de photos et commentaire que je vous faire parvenir. [sic] » Il écrit comme il parle. Nous entamons le dialogue. Il conclut : « Je vous fait confiance, et pas salir notre famille. [sic] » A 12 h 18, il appelle sur mon portable. Un accent espagnol à couper au couteau : « Vous êtes à Perpignan ? On va se rencontrer en fin de journée. » A 17 h 30, il me fixe rendez-vous, place de Catalogne : « Dans un quart d'heure. » Assise sur un banc, j'attends. Mon rythme cardiaque s'est accéléré. Je tiens un scoop peut-être, mais son ton me glace... »

Mon portable sonne à nouveau : « Dirigez-vous vers le feu rouge en face de vous et attendez-moi là. » Il m'observe de loin. Je le cherche dans la foule. Sera-t-il seul ?

Une Laguna noire s'approche, la porte côté passager s'entrouvre. Je n'ai pas d'autre choix que de m'y engouffrer. Je devrais avoir peur, c'est lui qui semble effrayé. Je n'ai toujours vu Francisco Benitez qu'en photo. Là, amaigri, tassé sur son siège, on dirait un autre. Je referme la portière. Sans dire un mot, il démarre, roule encore 500 mètres avant d'arrêter la voiture dans une ruelle déserte. Il se tourne enfin vers moi. Pendant qu'il me dévisage, les larmes lui montent aux yeux. « Je suis à deux doigts de tout exploser », balbutie-t-il. Un légionnaire qui pleure, ça surprend... Il inspire lourdement, m'intime l'ordre, comme si j'étais l'un de ses soldats, d'écouter sans l'interrompre. Francisco Benitez ouvre un iPad, l'appareil contient une vidéo. Il commente : « C'est Lydia, ma grande fille, qui a filmé. » Ses mains tremblent, il s'y reprend à deux fois pour lancer la séquence. Maladroit, il prend même par erreur une photo de mes pieds en manipulant la tablette que je tiens dans mes mains. Ça commence. Le bruit de la circulation est trop fort. Il ferme les fenêtres, le toit ouvrant, coupe le moteur. Nous voilà complètement isolés. Avec sa barbe mal taillée et son regard éperdu, c'est un homme aux abois.

Le document enregistré dure deux minutes. On entend en fond sonore les sanglots de Lydia qui filme. Face caméra, Francisco Benitez remercie les amis qui le soutiennent mais se dit blessé par les commentaires : « Les gens qui me connaissent savent qu'Allison, c'est ma vie... Légionnaire ou pas légionnaire, c'est une histoire de cœur. Il y a beaucoup de choses qui nous passent par la tête, on tient, on tient, mais c'est trop dur et on est à la limite d'exploser. » Toujours ce mot, brandi comme une menace. En se revoyant à l'image, il s'effondre. Je ne suis pas beaucoup plus âgée que sa fille. Je tente de le réconforter : « M. Benitez, j'ai reçu des témoignages me prouvant que vous êtes un père aimant et attentionné. » Dans un français approximatif, il explique que l'absence de sa femme et de sa fille, parties le 14 juillet,



Un selfie d'Allison avec sa mère, le 5 mai 2013, deux mois avant leur disparition.



Eric Barbet, le frère de Marie-Josée, me remet ce cliché du couple. C'était en 2011, il venait de s'installer à Perpignan. Le temps du bonheur.

était l'affaire de deux ou trois jours au plus. Il parle surtout d'Allison. Il refuse de me parler de son épouse, précisant juste qu'ils sont «un couple normal, avec des hauts et des bas». Il me demande de conserver l'iPad, m'en fournit les codes et me remet une clé USB rouge. Dessus, il a copié des photos d'Allison à tous les âges. Aucune de Marie-Josée, sa femme. «Je ne donnerai ce témoignage à personne d'autre. Demain,appelez ce numéro et dites que vous avez l'iPad de M. Benitez.» Dans la berline, il essuie son visage inondé de larmes avec la paume de sa main. Je m'apprête à descendre, il propose de me raccompagner. Il a toujours ramené sa fille. Il me dépose là où je lui ai demandé. Sans un mot. Puis, la Laguna noire disparaît.

Le soir, par texto, nous restons en contact. Je l'informe de la mise en ligne de la vidéo sur parismatch.com. Il m'écrit : «Merci à vous. Je trouve quelqu'un d'honnête et de bien. Et ça, c'est important pour le métier que vous faites.»

Le lendemain à 8 heures, c'est la police judiciaire de Perpignan qui me prévient : Francisco Benitez a mis fin à ses jours dans sa caserne. Sous le choc, je compose le numéro que ce dernier m'a laissé la veille. «Poste d'information de la Légion étrangère de Perpignan, bonjour ?» répond mécaniquement un homme. Je prétexte une erreur de numéro, raccroche, ne sachant pas quoi dire. A cet instant je réalise que tout était planifié : la vidéo, notre rencontre, son suicide...

LONGTEMPS, MARIE-JOSÉE IGNORE TOUT DES DOUBLES VIES DE SON MARI

Francisco Benitez est né le 13 décembre 1963 à Algésiras... Il a grandi dans un pensionnat catholique du côté de Ceuta, misérable enclave espagnole frontalière du Maroc, avant de déménager à Séville peu après ses 20 ans. On perd alors sa trace pour le retrouver trois ans plus tard à la Légion, en tant que soldat de première classe. Le bas de l'échelle. Alors qu'on lui offre d'en changer, il choisit de conserver son nom de famille. Le motif de son engagement reste obscur. «Legio patria nostra» («La Légion est notre patrie»), point barre, il épouse la devise des képis blancs. Tout ce qui doit être retenu de la suite de sa carrière figure sur son livret de matricule : campagnes et médailles, celles du Golfe, du Koweït, d'ex-Yougoslavie, entre autres.

Avec la gent féminine, le tableau de chasse, tout aussi fourni, n'est pas autant affiché. D'abord il y a l'officielle : Marie-Josée Barbet, rencontrée en 1988, à Marseille. Elle travaille dans les bars à hôtesses du port, il est un de ses clients. Elle est mère célibataire de deux filles et deux garçons, nés de quatre lits : Lydia, Karim, Loïc et Roxane. Le légionnaire leur offre hamburgers et jouets. Ils l'appellent papa. Les missions sont fréquentes et les absences ponctuent le quotidien de Marie-Josée, mais peu importe, elle n'a jamais été aussi heureuse. «Pour moi, ça a été comme un rayon de soleil. Enfin, on allait former une famille stable. J'ai tout de suite pensé que c'était un homme bien : à 26 ans, il acceptait une femme avec ses quatre enfants, me confiera Lydia, l'aînée de Marie-Josée. A la maison, c'était joyeux. On n'avait

(Suite page 84)



Le 4 août 2013, il me tend son iPad, j'appuie sur le bouton lecture et je découvre cette vidéo dans laquelle il s'innocente.

jamais connu ça avant.» De l'union de Francisco et Marie-Josée naît, le 24 mai 1994, Allison Solène Benitez. Le légionnaire nourrit un amour démesuré pour son unique descendante biologique. Sur le papier, tout est parfait.

A la Légion, une autre image du personnage transparaît, moins idyllique : « Francisco était un "queutard". Si on voulait aller voir des filles, il fallait s'adresser à lui », lâche un camarade. Allison n'a pas 4 ans lorsque son père rencontre Simone de Oliveira Alves, 23 ans, une Guyanaise d'origine brésilienne séduite à La Coupole, un club d'entraîneuses bien connu de Nîmes. « Honneur, fidélité », dit l'inscription sur la façade de la caserne du régiment étranger d'infanterie (REI), à quelques encabulations de ces bars où le légionnaire se change les idées. Avec Simone, mère de quatre enfants, Francisco mène une double vie, part en week-end en Espagne, ouvre des comptes communs, célèbre la Saint-Sylvestre... Bref, il jongle. Au départ, Simone semble très amoureuse. C'est du moins le souvenir qu'en garde sa petite sœur, Ivana : « Elle racontait que, à la maison, il s'entendait bien avec ses enfants, mais qu'il repartait dans sa caserne ou pour voir Allison. » Il arrive d'ailleurs parfois qu'il amène sa fille chez Simone, qui le croit divorcé. Mais, six ans plus tard, leur relation tourne à l'orage. Francisco est excessivement jaloux. Une amie de Simone raconte que, un jour, dans un élan de colère, il n'aurait pas hésité à la déshabiller pour la laisser nue sur le bord d'une route.

AU DÉFILÉ DU 14-JUILLET, À PARIS, MONIQUE TOMBE SOUS LE CHARMÉ DU SOUS-OFFICIER

De son côté, Marie-Josée n'est plus dupe. Elle a découvert la présence de cette autre femme. Au domicile conjugal, vient le temps des reproches. A la fin du mois de novembre 2004, l'idylle avec Simone bascule. Elle est hospitalisée. Tentative de suicide ou fausse couche ? Dans son entourage, on se perd en conjectures... Puis, le 29 novembre, nouveau tumulte : Simone disparaît sans crier gare. Elle laisse derrière elle quatre enfants et un SMS très succinct adressé à sa famille : « Je m'en vais... » Francisco est brièvement entendu dans le cadre d'une enquête pour disparition inquiétante. Sa déposition est lapidaire. Il dit avoir mis un terme à cette relation extra-conjugale lors d'un dîner le 1^{er} décembre, soit deux jours après la disparition officielle de Simone, et ne plus avoir eu de nouvelles. La jeune femme ne sera jamais retrouvée et lui ne sera plus inquieté. Dix ans plus tard, quand disparaissent à leur tour Marie-Josée et Allison, alors seulement les policiers envisageront l'hypothèse d'un crime passionnel parfait. Sans esclandre ni traces. « Les légionnaires savent y faire », insinue l'entourage de Simone.

Début 2005, Benitez quitte la métropole pour une courte mutation de deux ans à Mayotte. Sous les cocotiers de l'archipel des Comores, Marie-Josée pardonne les faux pas à son homme. Le 10 novembre 2006, ils décident même de se marier. Pourtant, à peine revenu de mission, Francisco se précipite chez Monique*. Un képi blanc



"Allison c'est ma vie, mais il n'y a que les gens qui me connaissent, qui peuvent le savoir", dit le légionnaire dans cette vidéo d'adieu dont je me retrouve dépositaire.



Simone de Oliveira Alves, jolie Brésilienne mère de quatre enfants, disparue en 2004. Avec elle aussi, Benitez menait une double vie.



A Perpignan, le bureau de recrutement de la Légion étrangère affichait cette image.

accroché au mur, une chemise à trois plis parfaitement repassée, une bouteille vide siglée «Aubagne Légion étrangère» : Monique cultive le souvenir de Francisco Benitez comme d'autres les géraniums. Elle soulève une petite valise, laisse ses mains effleurer la fermeture Eclair. Quatre ans après sa mort, la blessure ne semble pas totalement refermée. Elle relit ses lettres, respire son tee-shirt jamais lavé, conserve même des chewing-gums mâchés auprès d'elle. Une mine pour un légiste en quête d'ADN ! En feuilletant l'album photo, le regard de Monique s'arrête sur leur première photo. Elle a 61 ans, lui vingt de moins. On les voit dans une tribune officielle, lors du défilé du 14 juillet 2004, sur les Champs-Elysées. En grand uniforme beige, l'adjudant a tout du bel Espagnol ténébreux. Elle, blonde, allure élégante. Au dos du cliché, d'une écriture presque féminine et appliquée, il a inscrit ces mots qui la font chavirer : «Moi made in Espagne... Le destin nous a mis sur le même chemin, j'aime aller vers l'inconnu... ça fait partie de l'aventure. Amitiés, votre légionnaire Benitez.» Francisco aime les femmes. Toutes les femmes. Les jeunes, les vieilles, les Espagnoles, les Sud-Américaines et les Françaises. Un tombeur andalou, comme don Juan.

Leur relation est au départ épistolaire. Le sous-officier crée des boîtes mail spécialement destinées à sa nouvelle conquête : d'abord 14072004@... qui évoque la date de leur première rencontre. Ou encore : inseparables@... Ils s'écrivent ainsi en se vouvoyant pendant trois ans. En 2007, lorsqu'ils se revoient, ils oublient ces politesses, tombent dans les bras l'un de l'autre. Monique n'exige rien. A son âge, elle n'ose pas rêver d'une véritable vie commune, elle n'ose d'ailleurs pas lui demander s'il est marié. Elle s'en doute. Les visites inopinées du jeune amant dans son petit deux-pièces parisiens suffisent, la transportent. «C'est un légionnaire, plutôt du genre taiseux», se souvient-elle avec une adoration jamais éteinte. Leur relation se poursuit au fil des ans, au gré des affectations de Benitez, toujours plus au sud.

En 2010, promu adjudant-chef, il se sédentarise à Perpignan, à la tête du poste d'information de la Légion étrangère. De leur côté, Marie-Josée et sa fille ont appris à se passer de lui. L'adolescente, qui termine ses études de coiffure, se rêve en Miss France. Marie-Josée, seule, sans emploi, patiente sagement à la maison. Francisco Benitez, lui, poursuit sa route. D'aventure en aventure, rarement à la caserne... Ses ordres, il les donne surtout par téléphone.

Dès que les beaux jours arrivent, l'adjudant-chef peaufine son bronzage sur les plages. Naturistes, de préférence. Au milieu des habitués flanqués de leurs simples serviettes de bain, il se pavane avec son matelas gonflable. Et ne passe pas inaperçu. C'est ainsi qu'il rencontre Valérie, au printemps 2011. Comme à son habitude, Francisco repère sa proie et tente une première approche. Flop. Nombreux sont les tordus à traîner dans les parages, et il ne convainc guère l'habituée. Mais il en faut plus pour le faire renoncer. Quelques jours plus tard, il revient à la charge. Avec son truc à lui : une lettre manuscrite dans son mauvais français. Un brin vieux jeu, mais qui a fait ses preuves. Valérie hésite, accepte un premier rendez-vous. Le voilà qui ose une stratégie inédite en ce qui le concerne : l'honnêteté. «Il me disait que sa femme ne voulait plus de lui, qu'il se sentait seul.» Les défenses de Valérie cèdent. Cette relation-là durera deux ans. Chaque jour, été comme hiver, il lui demande (Suite page 86)



Pour Monique, sa maîtresse épouse, il est toujours un dieu. Elle me fait découvrir, chez elle, un véritable petit musée à la gloire de "son" légionnaire. Dans une boîte à chaussures, elle conserve cette photo prise lors de la commémoration de la bataille de Camerone, en 2013.

* Ce prénom a été changé.

de le rejoindre dans les herbes folles de l'arrière-plage ou dans sa voiture stationnée en plein cagnard. « Il était insatiable pendant nos ébats, je n'oublierai jamais son regard de bête. » Pour lui, il s'agit d'assouvir un besoin, sans y mettre le moindre sentiment. Il insiste même sur ce point : « Jamais tu dois me dire que tu m'aimes. » Il n'est cependant pas dépourvu d'ego. Un soir, un peu lasse, Valérie refuse de le rejoindre. Il appelle, furieux – « Tu oses me faire le coup du lapin ? » –, et la somme de le rejoindre. Chez lui, le champ est libre, sa femme et sa fille sont en voyage. Décidée à le remettre en place, Valérie accourt. Il la fait entrer, referme la porte à double tour derrière eux. Elle tente de le calmer, passe finalement la nuit avec lui. Au matin, elle découvre une cordelette et un sac-poubelle posés près du lit. Ce détail désormais la hante.

A Noël 2012, alors qu'il joue les bons pères en ce soir de fête, Allison en profite pour fouiller son portable. Sa fille chérie découvre les messages enamourés d'une certaine Dolorès, militaire à Perpignan, éperdument amoureuse depuis six mois. S'ensuit une violente dispute. Francisco claque la porte du domicile conjugal et se défend dans un message adressé à sa femme le 30 décembre : « Ça fait plus d'un an que je n'ai pas un câlin, pas une caresse de toi, que tu me parles de divorce... Je vais mettre mes affaires au garage et je ne vous dérangerai plus jusqu'à ce que ma fille décide de me revoir. » Benitez reprend ses quartiers à la caserne Joffre. Au confort de l'appartement familial, il préfère alors son bureau de fonction où il s'aménage un lit. La nuit, il épingle les sites de rencontres ou bien écume la ville-bordel de La Jonquera, à la frontière espagnole. Au printemps, il congédie brutalement Dolorès qui veut quitter mari et enfants pour lui. Il prend peur, préfère rester bons amis. Il tente bien quelques retours auprès de Marie-Josée, mais celle-ci refuse. Reste Monique, mais elle est loin. Quant à Valérie, la relation s'étoile. Il repart en chasse.

Le prénom de Maria Teresa lui revient à l'esprit. C'est une vigile au consulat français à Barcelone. Leurs seuls échanges sont électroniques et d'ordre professionnel. Régulièrement, elle dirige des candidats à la Légion vers le bureau de Perpignan : « Jamais on ne s'était croisés par le passé, je crois qu'il est allé scruter ma page Facebook, avant de venir jusqu'à Barcelone pour m'offrir un café. » Il la découvre dans sa guérison de surveillance, uniforme bleu et longue chevelure blonde nouée. Elle a 39 ans : elle sera la prochaine sur sa liste. Avril 2013, de café en café, il obtient les confidences de cette femme mariée et mère de deux enfants, puis ses faveurs. Un voisin se souvient des passages de l'amant barbu. Et de la plaque d'immatriculation française de sa voiture, garée devant l'appartement de Maria Teresa, au rez-de-chaussée d'un petit immeuble, dans une banlieue de Barcelone. Avec elle, Benitez se projette dans une vie de couple, en Galice, dans le village d'enfance de sa douce, ou dans la capitale catalane où elle travaille... Amoureux transi d'un côté, père idéal de l'autre.

Dimanche 14 juillet 2013, à Canet-en-Roussillon, c'est l'effervescence autour des postulantes au titre de Miss Roussillon. Dernière ligne droite avant l'élection qui couronnera, le 11 août, la plus jolie fille de la région. Allison Benitez se plie avec aisance aux directives du comité régional. Une séance de Jet-Ski clôture cette matinée. Pour Francisco et Marie-Josée cela ne fait aucun doute : Allison sera Miss France 2014.



Elle sera sa dernière amante. La blonde Espagnole Maria Teresa pose dans les jardins du consulat de France à Barcelone. Francisco Benitez n'est pas loin.



Devenir Miss, c'était son rêve. Allison y croyait, et ses parents aussi. Le 24 juin 2013, elle répète pour les présélections avec ses concurrentes.

Séparés depuis six mois, ils soutiennent leur unique enfant d'un même élan et s'échinent à la préserver de leur querelle conjugale. Marie-Josée a contacté un avocat pour entamer une procédure de divorce. Cet après-midi-là, c'est son père qui la ramène en voiture du Canet au domicile familial. Il est 14 h 30. Marie-Josée, toujours pressée de retrouver sa fille, l'attend d'ordinaire assise sur les marches du numéro 28 de la rue Jean-Richepin. Dans ce quartier populaire de Perpignan où les voisins tuent le temps en s'épiant.

Ils connaissent les relations qui unissent les deux femmes: «Elles étaient inséparables.» Pourtant, personne ne se souvient avoir vu rentrer Allison ce jour-là. Jusqu'à ce 14 juillet 2013, à compter duquel Marie-Josée et Allison ne donnent plus signe de vie, «Pépette», comme l'appelle son père, communique à tout-va, jour et nuit. Sur les réseaux sociaux, par SMS, elle tient ses proches informés de ses activités comme de ses états d'âme. Nul n'ignore qu'elle a rendez-vous le lendemain à Prades pour une autre étape préparatoire du concours des miss. C'est inscrit en rouge dans son agenda.

A PERPIGNAN, LES SCÈNES DE MÉNAGE SE MULTIPLIENT ENTRE FRANCISCO ET SA FEMME

Le 14 juillet, à partir de 16 h 49, son compte Facebook se fige, et son téléphone cesse d'émettre. Trente minutes plus tard, celui de Lydia, fille aînée de Marie-Josée, vibre. Le dernier message de «Mamounette» est curieusement bourré de fautes: «J'ai pris une décision difficile à prendre mais c'est mieux comme ça. Je part à toulouse avec allison. ça va être difficile au début et c'est por ca que je n'ai pas voulu appeler. J vous aimeee. Appel papa. [sic]»

Lasse de ces disputes, Lydia ne s'alarme plus: «L'une et l'autre adoraient cette ville. Ma sœur espérait travailler pour L'Oréal et ma mère prospectait pour trouver un emploi là-bas. C'était plausible, pas encore très inquiétant. D'ailleurs, maman, pour "faire cogiter" papa, avait déjà fait le coup de la fugue. Après une querelle, elle était partie pendant trois jours.»

Les amis d'Allison commencent à s'inquiéter. Le légionnaire, lui, joue l'acte 2, décontracté. Il reçoit au domicile conjugal, comme si de rien n'était, comme si rien ne s'y était passé, Maria Teresa, sa blonde du moment. La vigile espagnole avouera aux policiers français qu'une odeur nauséabonde flottait cette nuit-là dans l'appartement. Le 19 juillet au soir, Benitez a réservé une table au restaurant Les Pilotis, à Leucate, où il a ses habitudes. S'ensuivent trois jours d'insouciance. Alanguie sur la plage du Baobab, Benitez se plaint dans les bras de Maria Teresa. Sa Pépette aurait dû lui faire un signe: «Avant de partir à Toulouse, elle ne m'a même pas embrassé...» Le dimanche, il raccompagne sa maîtresse à Barcelone.

L'attente commence à peser, mais Lydia veut encore y croire. Le 25 juillet, suite aux pressions de proches d'Allison, Francisco Benitez se présente (*Suite page 88*)



Benitez surnommait sa fille Pépette. Il m'a lui-même remis cette photo d'elle, la veille de son suicide.

enfin au commissariat. Il en sort troublé, après avoir livré de vagues explications. Une dispute avec sa femme a, selon lui, provoqué sa fugue et celle de leur fille vers Toulouse. «S'il leur est arrivé quelque chose, je me tuerai», dit-il en larmes à Lydia. Le charmeur devient tragédien. Le 1^{er} août: l'affaire fait les gros titres. Un légionnaire, une future Miss: tous les ingrédients sont réunis pour que la France en grandes vacances se passionne pour ce fait divers. La presse campé devant le domicile de la rue Jean-Richepin, à Perpignan. Des jeunes désœuvrés accélèrent à scooter sur la voie large, avant de s'écrier «assassin» sous les fenêtres du militaire et de déguerpir. Benitez se terre. Et Lydia accourt pour le soutenir.

Persuadée de sa culpabilité, une voisine lâche: «On ne rentre pas à la Légion par hasard, ils ont tous des choses à se reprocher, et des choses graves!» Benitez est perdu. Benitez se sait condamné. Il va programmer minutieusement sa sortie de scène. Le 4 août, il éloigne Lydia de la ville et appelle son frère à Séville. Il l'implore de cacher à ses parents «El Mundo», le quotidien espagnol, qui expose le drame. Le même jour, il me remet l'iPad, puis confie ses chiens à son subordonné Cédric S., à Leucate. «Pour trois jours», lui dit-il. Vers 22 heures, Francisco Benitez passe chez un proche. Il s'assure que ceux qu'il croise, ce soir-là, ont bien vu la vidéo diffusée sur le site Internet de Paris Match. A un ami, il lance: «Elles sont mortes!» La phrase tombe comme un couperet. Son ami redoute le pire: «Ne fais pas ça!» Il l'invite à rester pour la nuit. Le légionnaire refuse. Il doit, dit-il, «finir sa liste». Vers minuit, cette nuit du 4 au 5 août, il regagne la caserne déserte. Avant d'en terminer, il tient à s'adresser aux femmes de sa vie. Auprès de Rosa, rencontrée sur le site Flirt, il clame son innocence: «Tu me connais, je ne peux pas avoir fait cela.» A Dolorès, avec laquelle il a rompu en 2013, il demande pardon dans un autre SMS: «Je pas voulu te faire suffrir. [sic]» Il est 3 h 30 du matin et l'ancienne maîtresse pressent le drame: «Ne fais pas de bêtise.» Il ne répond pas.

AVANT DE SE SUICIDER, BENITEZ SE RASE ET SE COUVRE LE VISAGE D'UN FOULARD

Son ultime coup de fil est pour Maria Teresa. Celle-ci supplie: «Francisco, reste avec moi! S'il te plaît, ne fais pas de bêtise, tu vas me détruire!» Elle voudrait être à ses côtés, mais elle est en vacances avec sa famille. Plus de 1 000 kilomètres les séparent. Elle pense que son amant a pris une décision irrévocable. Pour la rassurer, il lui envoie une photo de lui torse nu. Mais Maria Teresa ne parvient pas à s'apaiser. Alors que vont poindre bientôt les premières lueurs de l'aube, toujours en ligne, elle implore encore. «Je ne ferai rien, calme-toi mon amour. On va raccrocher et je te rappelle demain, je te le promets.» Il est 4 heures du matin, le 5 août 2013, et Maria Teresa n'entendra plus jamais la voix de celui qu'elle aime. Meticuleux comme toujours, Francisco Benitez s'est taillé la barbe, avant de se couvrir le visage d'un foulard sombre et de se pendre dans les sanitaires de la caserne. Trois jours



“Mon seul désir c'est d'être avec toi à chaque instant. S'il te plaît, qu'il ne te passe pas par la tête de faire quoi que ce soit”, implore Maria Teresa lors de leur dernier échange téléphonique.



Deux jours avant le drame, Francisco et Maria Teresa terminent la soirée en prenant un verre à la terrasse d'un bar barcelonais. Comme si de rien n'était.

après sa mort, le consulat général de France à Barcelone réceptionne un paquet destiné à Maria Teresa, leur vigile. Affranchi à Perpignan le 5 août 2013, il renferme un foulard violet portant l'inscription manuscrite : « Tu comprendras plus tard, je t'aime, Kiko. » Mais non, elle ne comprend pas : « Je ne peux pas m'expliquer pourquoi il aurait tué sa fille qu'il adorait. Pourquoi il s'est supprimé. Je culpabilise de l'avoir laissé seul... »

En découvrant à la télévision, après son suicide, le visage de Francisco Benitez, les enfants de Simone de Oliveira Alves identifient l'ancien amant de leur mère. Leur père, Claude, contacte aussitôt le SRPJ de Montpellier. Le dossier sur la disparition de Simone, presque vide, est rouvert. Celui des disparitions d'Allison et de Marie-Josée piétine bientôt.

Dès les premiers jours, la police scientifique détecte des traces au domicile des Benitez. Elles accréditent l'hypothèse que des crimes ont pu s'y dérouler. Hypothèse rejetée par Lydia : « Des traces de sang ont été trouvées dans un congélateur, dans le lave-linge, mais qu'est-ce que cela prouve ? Il est probable que du linge ait été taché, oui, et alors ? Ces relevés ne sont pas cohérents. Ils ne signifient rien pour moi. » Il s'écoulera deux ans avant que la police ne remette les pieds dans l'appartement, occupé par de nouveaux propriétaires, pour procéder à l'exploration de la trappe du garage. Résultat : rien.

A chaque date anniversaire, de nouvelles pistes sont évoquées. La famille de Simone demande elle aussi avec insistance que l'on procède à des fouilles sérieuses sur les terrains militaires de Nîmes...

Fin septembre 2016, la plage du Barcarès grouille de badauds avides de faits divers, et les chaînes d'info passent en boucle les images d'un trou dans le sable, large de deux mètres. Eric Barbet, le frère de Marie-Josée, pense y avoir retrouvé les ossements de sa sœur et de sa nièce... Six mois plus tôt une marcheuse l'a contacté via les réseaux sociaux. « Son chien a reniflé un sac duquel dépassaient des cheveux », raconte-t-il. En croisant le positionnement GPS indiqué par cette femme et les informations du dossier, on tombe exactement à un endroit depuis lequel les téléphones de Benitez ont émis des appels dans les jours suivant la disparition. Sans attendre une commission rogatoire, Eric Barbet récupère lui-même les sacs en plastique contenant des ossements. Il demande à des médecins généralistes de les analyser. Ceux-ci lui disent pencher pour « un avant-bras ». Eric décide alors de remettre les sacs aux enquêteurs. La presse s'enflamme. Le suspense est à son comble. La déception aussi : les ossements trouvés sont d'origine animale.

En 2015, le commissaire Jean-Damien Moustier en charge de l'affaire quitte son poste à la P.J. de Perpignan, laissant le dossier Benitez au point mort. « J'aurai toujours le regret de ne pas l'avoir placé en garde à vue avant son suicide, me dira-t-il. Beaucoup de recherches restent à effectuer, sur son passé notamment. D'autres disparues jalonnent peut-être son parcours... »

Une tombe reste anonyme parmi des milliers au cimetière de Séville. Sur le granit, aucune épitaphe n'évoque le légionnaire. Incinéré à Perpignan, Francisco Benitez repose avec ses secrets dans le même caveau que sa grand-mère, sur la bien nommée allée de l'Amertume... ■



Quand on ouvrait la page du compte Facebook de Marie-Josée, on tombait sur cette image d'elle et de sa fille, datée du 5 mai 2013. Il y avait quelque chose de fusionnel entre elles.

[CAPITALE DU CRIME]

ACAPULCO

DANS UN DÉCOR DE CARTE POSTALE, LA GUERRE DES CARTELS SÈME LA TERREUR. UNE QUARANTINE DE GANGS CONTRÔLE LA VILLE. ET POUR EUX, UNE VIENEVAUTRIEN. FACE À EUX, LES FORCES DE L'ORDRE SONT DÉSORMAIS « PLUS NOMBREUSES QUE LES TOURISTES ». A TOUT INSTANT, À CHAQUE COIN DE RUE, LA VIOLENCE PEUT SURGIR, Y COMPRIS SUR LES PLAGES PARADISIAQUES.





DU SANG SUR LA PERLE DU PACIFIQUE

*Plage de La Angosta,
mars 2016. Un jeune pêcheur
et son ami, un mécanicien marin,
font partie de la soixantaine
de victimes qui ont trouvé
la mort au cours de la Semaine
sainte, cette année-là.*



L'ambiance est à la fête,
le lieu idyllique et les
Américains accourent. Pour
Bill Babb et ses amis, les
vacances sont joyeuses.
Nous sommes en 1952, c'est
l'âge d'or d'Acapulco.



L'ANCIENNE STATION BALNÉAIRE PRÉFÉRÉE DU TOUT-HOLLYWOOD, EST DEVENUE UN REDOUTABLE CIMETIÈRE EN PLEIN AIR

Du sang et des larmes. Sous le soleil mexicain, la légèreté d'autan a fait place à la tragédie la plus noire. Ce 18 août 2011, en plein jour, plusieurs hommes ont été abattus.



ETRE JOURNALISTE ET COUVRIR LA « NOTA ROJA », C'EST INSCRIRE SON NOM SUR UNE LISTE NOIRE

PAR MARGAUX ROLLAND

Devant lui se trouve une bouteille de bière vide, une Corona. Assis, visage baissé, polo rayé ensanglanté, l'homme vient d'être abattu pour une « taxe » impayée. Bienvenue à Acapulco, capitale de l'Etat du Guerrero, et du crime. Ses plages enchanteresses, ses boulevards, ses rues et ses bars jonchés de cadavres. Depuis l'aube de ce siècle, les cartels en ont fait leur champ de bataille. La station balnéaire dont le nom faisait autrefois rêver ne brille plus que par son taux d'homicides, le plus élevé du Mexique, presque un record du monde : 104,73 tués pour 100000 habitants. Quatre à six morts par jour, environ 2000 rien que pour 2016, et ces chiffres sont en constante augmentation.

Ici, la violence a aussi tué le tourisme. Entaché d'hémoglobine, l'aspect glamour a commencé à s'estomper dans les années 1980. Si les hôtels affichent encore complet, ils sont essentiellement fréquentés par des Mexicains, pour beaucoup venant de la capitale, Mexico, située à seulement quatre heures de route. Plus un gringo pour se repaître du spectacle des plongeurs de la Quebrada, cette falaise de 45 mètres au pied de laquelle se brisent les vagues du Pacifique, baptisée « l'à-pic des intrépides ». Il n'y a pas si longtemps, une dizaine d'années tout au plus, Acapulco était considéré comme la destination de prédilection pour le « spring-break », cette pause de printemps dans l'emploi du temps des étudiants américains. En 2009, ils étaient encore des dizaines des milliers à venir déverser la manne de leurs dollars sur le sable fin de ce paradis devenu meilleur marché à cause du mal qui y couvait, mais toujours chaud et surtout ensoleillé. Deux ans plus tard, seulement 500 osaient s'y aventurer. Désormais, les Etats-Unis interdisent à leurs fonctionnaires de se rendre dans l'Etat du Guerrero. Et le Quai d'Orsay, « déconseille formellement » aux ressortissants français d'y voyager. Voilà ce qu'a gagné la myriade de gangs qui s'entre-tuent pour le contrôle de quelques pâtés de maisons et leurs habitants à racketter.

Il ne reste que des cartes postales aux couleurs délavées pour rappeler la splendeur passée d'Acapulco. Quelques anciens pour se souvenir des années 1950 et 1960, quand le Tout-Hollywood se pavana sur la Costera, l'interminable avenue qui longe la célèbre baie. A cette heureuse époque, le King Presley tournait « L'idole d'Acapulco », John Wayne, copropriétaire de l'hôtel culte Los Flamingos, croisait Liz Taylor ou Orson Welles sur le port et Luis Mariano chantait l'éloge de ce « pays d'amour ».

Au siècle suivant, le nôtre, fini le champagne, il n'y coule plus que le sang. Désormais, la perle du Pacifique pleure ses morts, par milliers chaque année. Et Bernardino Hernandez en témoigne. Lui qui n'a pas connu l'époque bénie, est un peu le Weegee d'Acapulco. A l'image de l'illustre photographe new-yorkais, il documente, répertorie, immortalise les assassinats quotidiens sans relâche depuis plus de vingt-cinq ans. Cette chronique est sa « nota roja », comme disent les Mexicains, sanglante addition payable au risque de sa vie.

La sienne vaut-elle quelque chose ? Petit Indien du Chiapas, Bernardino n'avait que 3 ans quand tous les hommes de sa famille ont été liquidés pour une sombre histoire de terres. Condamné à mort lui aussi, il a été exfiltré de ses montagnes verdoyantes mais pauvres et installé deux Etats plus loin en bordure d'océan.

Comme une plaisanterie sinistre. Sous un panneau clamant « Acapulco, ville propre », gît le cadavre d'un pendu dont la corde a cédé. Ce 9 janvier 2011, quatre autres corps, en partie démembrés, seront retrouvés sur les lieux.





La gendarmerie vient de découvrir, le 15 mars 2016, la dépouille d'un jeune homme, pieds et poings liés, jetée sur la route. Il est mort par suffocation, après avoir été supplicié.

refusé de les leur livrer.» Ou celui, criblé de balles, d'un adolescent de 16 ans. Sous le sang, il avait reconnu l'écolier photographié avec sa classe quelques années plus tôt, et une furieuse envie de vomir l'avait étreint un instant. « Ce gamin avait mal tourné, il travaillait pour le cartel Beltran Leyva. Ils l'ont assassiné juste pour pouvoir déposer son corps devant la maison de son oncle, commandant de la police à Acapulco. » Le genre de provocation que les organisations affectionnent.

A sa manière, Bernardino Hernandez est un saint. Avec son appareil photo, il a recensé 4000 cadavres à ce jour, tous fixés sur pellicule ou sur carte mémoire. Ce petit homme brun aux cheveux longs et gominés, à la moustache duveteuse et au regard malin, paraît presque naïf lorsqu'il évoque la raison de cette étrange vocation. Mais il maîtrise son sujet : « Je veux dire à ces jeunes qui rêvent tous d'entrer dans le crime organisé que ce n'est pas ça la vie. Je veux leur montrer qu'on fera d'eux de la chair à canon, ni plus ni moins. Ils sont les premières victimes. » Tueurs à gages, gangsters, indicis... l'école du crime tourne à plein régime, recrute et forme une main-d'œuvre miséreuse et bon marché séduite par les richissimes narcotrafiquants érigés en héros, voire en modèles.

Edgar Jimenez Lugo avait à peine 14 ans au moment de sa capture en 2010. Surnommé « El Ponchis », ce gamin torturait sans remords et tuait sur commande pour 3000 dollars par tête. Il avait été engagé à l'âge de 10 ans par le cartel du Pacifique Sud, tenu par les quatre frères Beltran Leyva, Marcos, Carlos, Alfredo et Hector, des caïds qui, avant de finir presque tous sous les verrous, ont écoulé des tonnes de cocaïne vers les Etats-Unis et l'Europe. Prêtant au passage main-forte au cartel de Sinaloa, encore plus tristement célèbre. Son boss n'est autre que Joaquin Guzman, surnommé « El Chapo », « le trapu », en raison de sa petite taille. Considéré par le gouvernement américain comme « le trafiquant le plus dangereux du monde » et classé parmi les personnalités les plus puissantes par le magazine « Forbes », il est à la tête d'une fortune estimée à 1 milliard de dollars. Sous le coup d'un mandat d'arrêt international pour 17 chefs d'accusation dont le trafic de drogue et le blanchiment d'argent, El Chapo a été pris en 2016 et extradé aux Etats-Unis en janvier dernier. Son procès est annoncé pour avril 2018. Cela n'empêche pas ses lieutenants de continuer à semer la terreur et de poursuivre leur guerre avec les autres corporations criminelles qui prennent l'ancienne station balnéaire et sa région en tenaille : la Familia Michoacana, les Caballeros templarios, la Familia Los Rojos et le Cida, « cartel indépendant d'Acapulco »

Tous revendiquent le contrôle de la ville portuaire. La facilité d'accès et la sûreté du mouillage permettent aux bateaux de séjournier sans peine à l'ombre des rochers bordant la côte. C'est évidemment très pratique pour des trafiquants, d'autant que cette zone de transit est aussi une zone de production. Dans les vallées encaissées de la Sierra Madre toute proche, des centaines de paysans se consacrent en effet à la culture du pavot. Et l'opium qu'on en tire fournit 40 % du marché de l'héroïne aux *(Suite page 96)*

« EL PONCHIS », UN ADOLESCENT DE 14 ANS TOUT JUSTE, TORTURAIT SANS REMORDS ET TUAIT SUR COMMANDE

A Acapulco, hasard ou destin, un photographe de rue le recueille. Alfredo Sanchez va lui enseigner les rudiments du métier. Pour quelques pesos, sur le parvis de la cathédrale, le jeune apprenti immortalise les passants, les nouveaux baptisés, les heureux mariés. La vie. Quand meurt son mentor, il hérite de son boîtier Pentax, de quelques pellicules et d'un cyclomoteur Carabela. C'est sur cet engin qu'il explore les bas-fonds de sa ville d'adoption, avant que le crime organisé ne la conquière tout entière. Les premières images de guerre qu'il a prises le hantent encore : deux jambes arrachées abandonnées sur un trottoir, la tache vermeille maculant l'autorisation de sortie de prison d'un détenu qui aurait mieux fait d'y rester...

Les cartels ne font pas de sentiment. Ni les femmes ni les enfants ne les attendrisSENT. Ils tuent aveuglément et très salement. Une vraie boucherie. Bernardino Hernandez garde en mémoire le corps pendu d'une jeune femme : « Ses bourreaux cherchaient ses frères, elle avait

Etats-Unis. Un véritable grenier à drogue. Difficiles d'accès, les laboratoires nichés entre les collines sont des forteresses, uniquement détectables par satellite. Les mêmes cinq cartels se livrent une lutte féroce pour s'assurer l'allégeance de ces « narcos-paysans ». Des cibles faciles pour « los malos » (les méchants) et leurs AK-47, ces fusils-mitrailleurs que l'on appelle ici « cuernos de chivo » (« cornes de bouc »).

En butte à des appels et des messages anonymes, victime d'embuscades, de menaces physiques comme un pistolet appuyé sur la tempe, Bernardino Hernandez fait l'objet d'effrayantes intimidations. Il connaît la Sierra Madre comme sa poche et a appris à s'y cacher, plusieurs mois parfois, quand les menaces se font trop précises. Ses photos dérangent... Encore plus depuis qu'elles sont diffusées dans la presse nationale, choquant tout un pays et contraignant les autorités, souvent complices, à réagir.



Septembre 2017 : sous un pont de la Costa Grande, l'autoroute qui relie Acapulco à Zihuatanejo, un père et ses trois enfants ont été abattus, chacun d'une balle dans la tête. L'aîné avait 24 ans. Leurs corps sont alignés, adossés à un mur. Ce cliché va faire le tour du pays. La famille vivait dans le quartier de Nuevo Alto de la Sierra de Coyuca de Benitez. Disparus depuis deux jours, ils allaient rendre visite à un parent... Leur mort n'est rien qu'une scène ordinaire et insupportable de la vie quotidienne dans l'Etat du Guerrero. Une image morbide de plus stockée dans la mémoire de l'ordinateur de Bernardino.

Il faut du courage, peut-être même de la bravoure, pour être reporter de cette guerre de la drogue dans un pays qui occupe la lointaine 147^e place (sur 180) au classement mondial de la liberté de la presse établi par Reporters sans frontières (RSF). Soixante-deux journalistes y ont été tués depuis 2000, selon l'ONG, dix rien que pour 2016, année la plus meurtrière... pour l'instant.

Edgar Daniel Esqueda Castro avait 23 ans. Ce jeune photoreporter dormait quand des inconnus sont entrés chez lui par effraction. Des hommes habillés en policiers. « Ils ont attrapé Edgar par le cou et l'ont jeté par terre, tandis qu'ils pointaient une arme vers moi », a raconté sa femme à RSF. Il a été enlevé le 5 octobre dernier, dans l'Etat de San Luis Potosi (centre du Mexique), et son corps sans vie a été retrouvé le lendemain, aux abords de l'aéroport. Edgar collaborait avec plusieurs médias de la région, notamment le journal « Metropoli San Luis » ou encore le site « Vox Populi », spécialisé dans les faits divers. Il avait aussi créé son propre portail d'information : « Informate Potosino ». Ses collègues rappellent aujourd'hui qu'Edgar avait déposé une plainte auprès de la Commission des droits de l'homme de l'Etat. En juin 2017, alors qu'il couvrait une scène de crime, la police lui avait confisqué sa caméra et l'avait contraint à supprimer ses images. Alertés, les responsables du Mécanisme national de protection des journalistes et défenseurs des droits humains (mis en place en 2012) souhaitaient connaître le niveau de risque auquel il était exposé. Mais aucune assistance ne lui avait été octroyée. Sa famille réclame désormais que justice soit faite. La possible complicité des agents ministériels dans l'enlèvement et l'assassinat d'Edgar a forcé le bureau du procureur à intervenir. Il nie toute implication de la police dans ce drame.

« Etre journaliste au Mexique, c'est un peu comme être sur une liste noire », avait coutume de dire le Mexicain Javier Valdez Cardenas. Connu pour ses enquêtes et ses livres sur le narcotrafic, il a fini assassiné en mai 2017 dans l'Etat de Sinaloa, qui borde le golfe de Californie. En 2011, Cardenas avait reçu le Prix international de la liberté de la presse du Comité pour la protection des

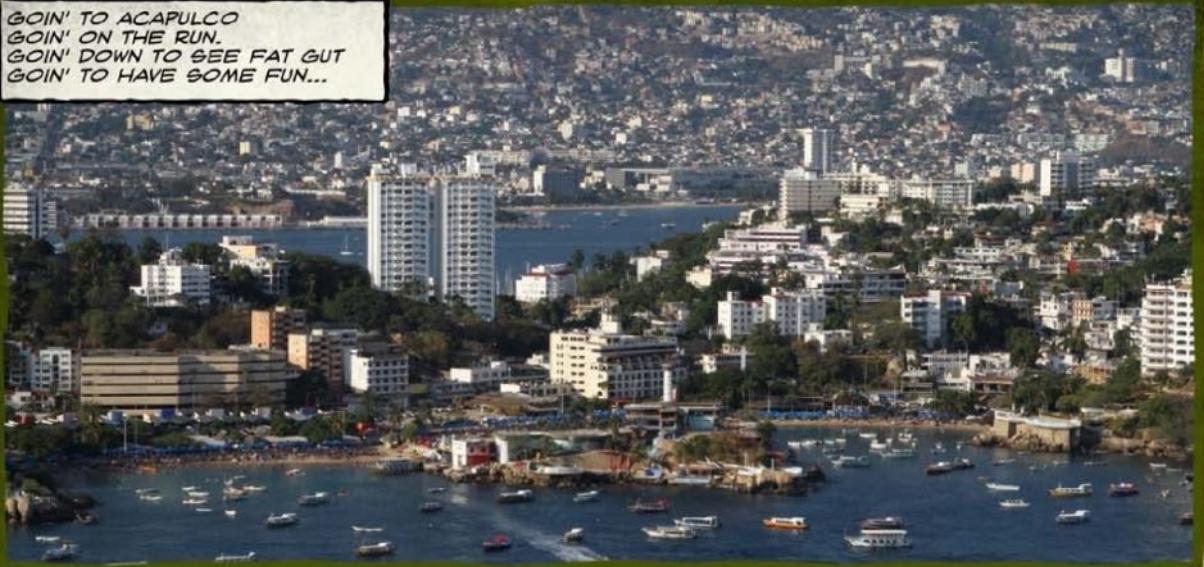


Ils gisent face contre terre, partiellement dénudés, au lieu-dit *El Infiernillo* (Le Petit Enfer) : deux hommes et trois femmes ont été exécutés par balles après avoir été torturés, en ce mois de mai 2012.

Ci-contre : une planche extraite du roman-photo réalisé à la manière d'une bande dessinée par Enrico Dagnino, le photographe qui a suivi Bernardino Hernandez lors de ses reportages à Acapulco.

**AVEC 23 000 HOMICIDES,
RIEN QU'EN 2016,
 CETTE GUERRE DES
CARTELS SERAIT LA PLUS
MORTELLE AU MONDE
APRÈS LE CONFLIT SYRIEN**

Goin' to Acapulco
Goin' on the run.
Goin' down to see fat gut
Goin' to have some fun...



journalistes. Dans son discours de remerciements, il qualifiait la violence induite par le trafic de drogue dans son pays de « tragédie qui devrait nous faire honte », accusant les gouvernements américain et mexicain d'avoir armé cette guerre.

En 2006, le président mexicain Felipe Calderon, nouvellement élu à une courte majorité, déploie l'armée pour lutter contre le fléau des cartels. Il pense ainsi se rendre populaire et asseoir son pouvoir fragile. En réaction, plusieurs journalistes seront abattus, accusés par les mafias d'être à l'origine de cette nouvelle politique. Sur la côte Pacifique, plus de 5 000 militaires – sur 36 000 mobilisés dans tout le pays – passent à l'offensive. Leur mission : reprendre aux cartels les territoires qu'ils contrôlent. Pour leur résister, les malfaiteurs s'arment davantage et s'entraînent à la façon des commandos militaires. Cette escalade a un prix : plus de 185 000 morts et 28 000 portés disparus. Avec 23 000 homicides dans le pays rien qu'en 2016, cette guerre serait, selon l'Institut international d'études stratégiques, la plus mortelle au monde après le conflit en Syrie. « Et encore on ne compte pas les assassinats que les familles effrayées n'osent pas dénoncer, par peur des représailles. L'Etat n'a même pas le temps de tous les recenser », affirme Bernandino Hernandez. A l'automne 2014, 43 étudiants disparaissent près d'Iguala, à 200 kilomètres au sud d'Acapulco. L'enquête prouvera que le maire de cette ville de 130 000 habitants est à l'origine de leur enlèvement et de leur massacre. Son épouse, Maria de los Angeles Pineda, n'est autre que la sœur de trois narcotrafiquants notoires liés au gang des Guerreros Unidos. Toujours selon l'enquête, le couple versait plus de 150 000 euros mensuels à ce clan. Une partie de l'argent revenait à des policiers municipaux convertis en tueurs pour réprimer toute opposition au maire.

De toutes les armes utilisées par les cartels, la corruption est sans doute la plus redoutable. Face à elle, l'armée est impuissante. « Vivants ils les ont emmenés, vivants nous les voulons » : Dans les semaines qui suivent le kidnapping, des milliers d'étudiants, d'enseignants, de paysans descendant dans les rues d'Acapulco pour exiger la vérité au moins, sur cette affaire. L'indignation provoquée au niveau international entraîne la chute du gouverneur du Guerrero, Angel Aguirre, et fait vaciller l'autorité d'Enrique Peña Nieto, l'actuel président du Mexique, élu en 2012. Cela n'impressionne pas les cartels. Plutôt que faire profil bas, ils redoublent de violence. Pendant ces mêmes semaines de grogne, 31 000 élèves, du jardin d'enfants au secondaire, sont privés d'école. En butte à la violence, aux enlèvements et au racket au sein même de leurs établissements, les enseignants refusent de travailler. Il faudra le déploiement d'un millier de militaires pour les convaincre d'y revenir après deux mois de grève. « Le crime organisé entre jusque dans les salles de classe. Les gangs approchent régulièrement les gosses pour les corrompre. Ils commencent par leur offrir de la drogue, les rendent dépendants », explique Bernandino. Il a photographié les corps de quelques-uns des 21 professeurs assassinés en 2014. Dix autres avaient été enlevés la même année.

Parfois, la nuit, quand il ferme les yeux, lui revient l'image de deux jeunes femmes enceintes et d'une fillette de 6 ans, tuées par balles, chez elles, dans une petite maison de la vallée. Des innocentes juste coupables aux yeux des mafieux d'avoir un lien de parenté avec un de leurs traîtres. Le photographe dit qu'il n'a pas peur. Il a mis ses proches à l'abri depuis longtemps. Enfin, c'est ce qu'il croit. Jusqu'à ce jour d'octobre 2017. Sur son scanner, il capte un appel de la police locale qui signale un nouvel homicide à Acapulco. Bernandino saute dans sa voiture. « Un corps décapité de plus », se dit-il en scrutant la scène de crime après s'être garé. Avec son téléobjectif, il s'attarde. A quelques mètres du corps, il découvre la tête, posée au sol. C'est celle de sa cousine... ■

Margaux Rolland



C'est le commandant de la police communautaire, Mauro Rosario Ayodoro, qu'on enterrer ce 29 février 2017 à Tecpanapa. La petite ville, à l'ouest d'Acapulco, a servi de lieu de tournage à « Rambo 2 : la mission », en 1984. Ayodoro et un de ses collègues ont été abattus au cours d'une embuscade, la veille.

Ci-contre : une autre planche de la B.D. d'Enrico Dagnino, qui met en scène le photographe Bernandino Hernandez.

LE CRIME ORGANISÉ ENTRE JUSQUE DANS LES ÉCOLES APPROCHANT LES ENFANTS POUR LES CORROMPRE



EL 27 DE ENERO, UN VIERNES POR CIERTO FUE EN EL PUERTO DE ACAPULCO ESTO VINO A SUCEDER EN LA COLONIA GARITA, A LAS TRES UNA HORRIBLE BALACERA, DEJANDO SALDO DE MUERTE Y HERIDOS, ¿COMO OLVIDARLO?

A portrait of Christophe Hondelatte, a middle-aged man with short brown hair, smiling slightly and looking towards the camera. He is wearing a light grey suit jacket over a white shirt.

CHRISTOPHE HONDELATTE
17H-19H HONDELATTE RACONTE

SUIVEZ-MOI SUR EUROPE 1

Europe 1